



NAUSICÄ  
pour un cinéma durable

# PRODUIRE DES FILMS PLUS RESPONSABLES

---

LES ENJEUX DE LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE  
DE LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET  
AUDIOVISUELLE EN FRANCE ET EN EUROPE

2023

BIANCARELLI Manon  
JULIEN Lison  
ROCHE Adrien



	2
<b>Avant-propos</b> .....	<b>3</b>
<b>Méthodologie</b> .....	<b>5</b>
<b>I. Quelles réglementations et normes mettre en place ?</b> .....	<b>6</b>
A. Les politiques publiques à l'échelle nationale.....	6
1. Les différents organismes nationaux observés.....	6
2. Les actions et moyens déployés par les organismes nationaux.....	7
B. Les politiques publiques à l'échelle régionale.....	12
1. Les organismes régionaux européens les plus impliqués.....	13
2. Les actions et moyens déployés par les organismes régionaux.....	16
3. Les défis à l'échelle régionale.....	22
C. Les consortiums, des acteurs privés en soutien aux acteurs publics.....	25
1. Les différents consortiums observés.....	25
2. Les actions et moyens déployés par les grands consortiums.....	28
<b>II. Quelles actions mettre en place au cours du processus de production ?</b> .....	<b>33</b>
A. L'engagement nécessaire des partenaires financiers privés des productions.....	33
1. L'engagement nécessaire des diffuseurs.....	33
2. L'engagement nécessaire des SOFICA et des établissements financiers.....	37
B. L'engagement nécessaire de la production.....	38
1. Un rôle de chef d'orchestre.....	38
2. La mise en place d'une démarche d'éco-production ambitieuse.....	39
3. L'enjeu du coût de l'éco-production.....	46
C. L'engagement nécessaire des équipes techniques et fournisseurs.....	48
1. Énergie.....	48
2. Régie.....	51
3. Scénographie.....	53
4. Habillage - Maquillage - Coiffure (HMC).....	56
5. L'éclairage.....	58
6. Studios.....	61
7. Studios d'animation.....	65
<b>III. Quels enjeux pour l'avenir ?</b> .....	<b>70</b>
A. Promouvoir de nouveaux modèles d'organisation plus sobres.....	70
1. La décentralisation.....	70
2. La mutualisation.....	70
3. La réparation.....	72
B. Développer l'offre de solutions bas carbone spécifiques à l'industrie.....	72
1. Le besoin d'investissements.....	72
2. Le rôle des loueurs.....	73
C. Collaborer à l'échelle européenne.....	74
1. Partager les connaissances et accélérer le passage à l'action.....	74
2. Faciliter l'éco-production des coproductions européennes.....	75
3. Inciter financièrement les producteurs européens.....	77
D. Former et sensibiliser.....	78
1. Les formations.....	78
2. La sensibilisation.....	82
<b>Conclusion</b> .....	<b>88</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>91</b>

## Avant-propos

Ce rapport est né de la volonté de rendre plus accessible l'information sur les enjeux de la durabilité dans le cinéma et, plus largement, dans l'industrie audiovisuelle.

Il s'inscrit dans une période marquée par une profusion de contenus audiovisuels et la transition des modes de consommation de contenus, de modèles de production classiques à l'avènement du streaming de masse. Nous faisons également partie d'une époque charnière, entre l'accélération de la prise de conscience collective des enjeux environnementaux et l'impératif d'adopter des mesures concrètes.

Il apparaît nécessaire de dépasser la simple énumération des problèmes et le cadre limité de la critique pour explorer les réponses et les solutions positives qui émergent dans le monde en réponse à ces enjeux majeurs. Ce rapport vise à décrypter les différentes dimensions de l'écologie, dans le cinéma et l'industrie audiovisuelle, et à proposer des pistes de réflexion pour construire un avenir dans lequel l'industrie contribue activement à la construction de nouvelles voies durables.

### *Le contexte politique de la transition du secteur*

La transition du secteur de l'audiovisuel s'inscrit dans un contexte politique qui tend à soutenir le développement durable à l'échelle mondiale et européenne. Des cadres internationaux et européens s'imposent à l'industrie, qui doit réduire drastiquement ses émissions d'ici 2030.

En 2015, les Nations-Unies ont édicté les *17 Objectifs de Développement Durable*<sup>1</sup> qui donnent la marche à suivre pour répondre aux défis mondiaux : climat, dégradation de l'environnement, pauvreté, inégalités, etc. En 2016, entre en vigueur l'*Accord de Paris*<sup>2</sup>, un traité international juridiquement contraignant pour ses États signataires. Son objectif est de maintenir « *l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C au-dessus des niveaux préindustriels* », de poursuivre les efforts « *pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels* » et de viser la neutralité carbone en 2050.

En décembre 2019, la Commission européenne a dévoilé le *Pacte Vert pour l'Europe*<sup>3</sup>, une feuille de route pour que l'Europe atteigne la neutralité climatique d'ici 2050.

En juin 2021, la Commission a publié une étude, *Écologisation de l'industrie audiovisuelle européenne*<sup>4</sup>, qui donne des recommandations pour rendre l'industrie plus responsable ; créer un système de données cohérentes et comparables, sensibiliser à tous les niveaux, créer des incitants pour que le secteur s'engage davantage, fournir des fonds et des investissements aux fournisseurs techniques de technologies vertes, etc.

---

<sup>1</sup> [Les objectifs de développement durable - Nations Unies](#)

<sup>2</sup> [L'accord de Paris - Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques](#)

<sup>3</sup> [Le Pacte Vert pour l'Europe - Commission Européenne](#)

<sup>4</sup> [Écologisation de l'industrie audiovisuelle européenne - Commission Européenne](#)

### *La double responsabilité du cinéma et l'audiovisuel*

La responsabilité sociale et environnementale du cinéma revêt deux facettes.

D'une part, le milieu cinématographique a une responsabilité sur la manière dont il produit ses contenus. Pour respecter les objectifs de l'*Accord de Paris* et ceux fixés par le *Pacte Vert pour l'Europe*, le secteur audiovisuel, comme tout secteur, doit diminuer ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030 par rapport à 1990, ce qui implique une baisse de 8% minimum par an. Aujourd'hui, l'audiovisuel français émet chaque année environ 1,7 million de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (cinéma, télévision, publicité, streaming, archivage, projections). Cela représente 410 000 aller-retours Paris New-York en avion ou encore la consommation de 185 191 français pendant un an, équivalente à celle de la population de Reims, selon une étude Ecoprod<sup>5</sup>. Une part non négligeable de ces émissions est due à la production (développement, pré-production, tournage, post-production). 25% sont générées par le tournage uniquement. Des pratiques plus sobres et des innovations peuvent être mises en place pour minimiser l'impact de ce processus de production, mais des changements doivent aussi intervenir sur le plan de la législation, des modèles de financement, ou encore des formations.

D'autre part, le cinéma revêt une grande responsabilité éditoriale. Les récits véhiculés par les films, séries, documentaires, etc. ont une influence profonde sur la société, influençant les perceptions, les attitudes et les comportements. Le cinéma a le pouvoir de passer des messages, d'accompagner des changements de mentalité, et de permettre à ses spectateurs de se projeter dans un monde futur habitable et enviable.

En se concentrant sur la manière de produire les contenus, sans pour autant exclure entièrement l'analyse de la responsabilité éditoriale de l'audiovisuel, ce rapport vise à offrir une vision holistique des initiatives nécessaires pour orienter l'industrie audiovisuelle vers un avenir plus durable, et cherche à encourager une réflexion critique sur la manière dont l'audiovisuel peut devenir un acteur essentiel du changement positif dans une société en mutation.

### *L'association Nausicä, pour un cinéma durable*

Ce rapport se conçoit comme l'aboutissement du processus de recherche empirique et théorique de la première édition de l'association *Nausicä, pour un cinéma durable*, appelé aussi plus succinctement *Nausicä*. La raison d'être de l'association est de contribuer à l'accélération de la transition sociale et environnementale du secteur cinématographique et, plus largement du secteur audiovisuel, en allant à la rencontre des professionnels de cette industrie. Créée par trois étudiants, Adrien Roche, Lison Julien et Manon Biancarelli, l'association vise à abriter d'année en année des projets portés par des jeunes qui partagent cette même raison d'être. La mise en lumière de solutions positives est au cœur de l'identité de l'association Nausicä.

L'édition 2023 a été portée par le trinôme des membres fondateurs et s'est concentrée sur l'étude de la transition environnementale du processus de production des

---

<sup>5</sup> [Environnement & Climat, De nouveaux enjeux pour les acteurs de l'audiovisuel - Ecoprod](#)

œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. Ce rapport est la synthèse de ce premier travail. En 2024, un nouveau groupe d'étudiants partira explorer une nouvelle facette de la transition environnementale ou sociale du secteur audiovisuel.

## Méthodologie

Ce rapport formule les apprentissages et conclusions du premier projet *Nausicä*, *Nausicä édition 2023*.

Le processus de recherche a pris la forme d'un voyage de cinq mois à travers huit pays européens à la rencontre d'acteurs mettant en place des bonnes pratiques, des outils, des réglementations et innovations afin de réduire l'impact environnemental des productions.

Le thème central de ce rapport est l'éco-production, soit la manière de produire des films de la façon la plus responsable possible. On distingue classiquement la production, de la distribution ou l'exploitation d'un film, ces deux dernières phases n'étant donc pas au centre de l'étude.

Par ailleurs, l'étude se concentre essentiellement sur les initiatives liées à la responsabilité environnementale (énergie, climat et biodiversité). En raison de moyens humains et de temps limités, la décision a été prise en amont de ne pas développer les questions de responsabilités sociales pour réduire le cadre de recherche.

Ces recherches ne constituent pas un travail journalistique. Elles ont été effectuées dans un but non lucratif et se veulent le plus objectives possible.

Cette étude n'a pas vocation à être exhaustive. Elle a pour but de rendre compte des dynamiques à l'oeuvre à l'échelle régionale, nationale et européenne, à travers des recherches théoriques et empiriques menées entre janvier et juillet 2023 dans huit pays européens, principaux pôles de production cinématographique ou principaux leaders de la transition écologique en Europe : la France, le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Danemark et la Suède. Les entretiens réalisés en face-à-face ont eu lieu à : Paris, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Montpellier, Marseille, Lyon, Londres, Brighton, Bruxelles, Copenhague, Stockholm, Hambourg, Berlin, Rome, Turin, Barcelone et Madrid. Des entretiens en visio-conférence ont aussi été réalisés avec des personnes installées dans d'autres régions françaises (Corse et Hauts-de-France) ou dans des pays ne faisant pas partie du trajet (République Tchèque et Portugal). La phase de préparation du projet a eu lieu de septembre 2022 à janvier 2023 à Lyon et Paris.

Les cent-cinquante entretiens réalisés ont pour la plupart eu lieu en face-à-face, en allant à la rencontre des professionnels dans chaque pays. Lorsque cela n'était pas possible, en raison des contraintes liées à l'itinéraire imposé ou des disponibilités, les entretiens ont été réalisés en visio-conférence, d'une durée généralement comprise entre trente minutes et deux heures. Les entretiens réalisés en personne ont été effectués dans des cafés, des locaux d'entreprise, des espaces de coworking, sur des plateaux de tournage ou dans des studios.

Les personnes interviewées ont été sélectionnées sur différents critères : positionnement clef dans des structures au cœur de la transition environnementale du cinéma, conception de solutions concrètes (innovations “vertes”, politiques de green management, structures favorisant l’économie circulaire, etc.) et expertise sur le sujet.

Il a aussi été enrichissant de rencontrer des professionnels du secteur peu concernés par la transition sociale et environnementale du cinéma, ou des structures faisant face à des difficultés pour mettre des solutions en place, afin de récolter des retours variés et d’avoir une approche la plus complète possible de ces enjeux.

## I. Quelles réglementations et normes mettre en place ?

Pour accélérer la transition du secteur, trois types d’acteurs peuvent mettre en place ou participer à la mise en place de réglementations afin d’obliger les productions à réduire leur impact environnemental : les instances publiques nationales de soutien à la filière audiovisuelle, les fonds et commissions du film régionaux et départementaux ainsi que les acteurs privés (diffuseurs, sociétés de production, associations, syndicats...).

### A. Les politiques publiques à l’échelle nationale

#### 1. Les différents organismes nationaux observés

La plupart des pays européens sont dotés d’une instance publique nationale de soutien à la filière audiovisuelle. Dans la majorité des pays visités, il s’agit d’un organisme de soutien national unique et direct : le Centre National du Cinéma et de l’Image animée en France (CNC), l’Institut du Cinéma et des Arts Audiovisuels en Espagne (ICAA), le département cinéma du Ministère de la culture en Italie (MiC), l’Institut suédois du film (SFI), l’Institut danois du film (DFI). En Allemagne, en revanche, il existe trois organismes qui sont actifs à un niveau national : le fonds national allemand pour le cinéma (FFA), le ministère de la culture et des médias (Kultur Staatsminister) ainsi que le fonds national de financement pour les jeunes metteurs en scène (Stiftung Junger Deutscher Film). Au Royaume-Uni, il en existe deux : l’institut du film britannique (BFI) et la commission du film britannique (BFC). En Belgique, il n’existe pas de fonds de soutien à la filière l’audiovisuel à l’échelle nationale mais seulement des fonds de soutien à l’échelle régionale.

Les missions de ces différentes instances publiques sont, entre autres, la réglementation de la filière audiovisuelle nationale, le soutien financier à différents niveaux (écriture, développement, production, diffusion, exploitation et exportation) ainsi que la promotion et la diffusion des œuvres sur le territoire national et à l’étranger.

Le rôle de ces organisations et leur poids varient selon les pays. Le CNC est le fonds national le plus actif en Europe avec trente-deux programmes de financements, dont douze pour la production.<sup>6</sup>

Ce sont ces instances qui ont la possibilité de mettre en place des objectifs et actions concrètes pour le secteur audiovisuel en déclinant les objectifs Énergie-Climat de l'*Accord de Paris*, du *Pacte vert pour l'Europe* et de leurs pays respectifs.

Ces instances ont divers moyens de s'investir sur le sujet de l'éco-production, en communiquant et en mettant des ressources, outils et études chiffrées à disposition des productions et du secteur audiovisuel en général, en proposant des formations professionnelles et initiales, en agissant sur les aides financières (éco-bonus ou éco-conditionnalité des aides) ou encore en soutenant et en accompagnant les fournisseurs et les studios dans leur transition environnementale.

## **2. Les actions et moyens déployés par les organismes nationaux**

### **a) Gouvernance, communication et accès à l'information**

La première étape pour ces organismes est de nommer en interne une ou des personnes chargées de la transition écologique et énergétique. Les instances rencontrées se sont organisées différemment. Certaines, comme l'ICAA, se dotent d'une direction spécifique sur les enjeux RSE, d'autres, comme le CNC, confient ces problématiques à une direction stratégique transversale comme le Secrétariat général. Certaines, comme le SFI, font le choix de diffuser ces missions directement au sein des équipes.

Une mission fondamentale pour ces instances est de communiquer autour des enjeux d'éco-responsabilité afin de participer à la sensibilisation des productions. Cela peut passer par l'évocation des enjeux environnementaux lors de réunions avec les productions, par la mise à disposition de ressources et outils autour de l'éco-production ou encore par l'organisation de journées à thème et de conférences.

En tant qu'acteur national, ces instances ont aussi un rôle clé dans la collecte de données et la réalisation d'audits à l'échelle nationale. En juin 2021, le CNC a annoncé le lancement du *Plan Action !*, pour accélérer la transition écologique et énergétique du secteur.<sup>7</sup> Dans le cadre de ce plan, le CNC s'est fixé pour objectif de réaliser une étude par an sur les sujets Énergie-Climat. La première étude, sortie en 2022, porte sur la consommation énergétique des salles de cinéma. L'étude en cours porte sur la consommation énergétique des studios de tournage. Cette étape est indispensable pour mieux comprendre l'écosystème et les axes prioritaires sur lesquels agir.

### **b) Formations initiales et professionnelles**

---

<sup>6</sup> [Les aides publiques aux oeuvres cinématographiques et audiovisuelles en Europe. une analyse comparative - Observatoire européen de l'audiovisuel](#)

<sup>7</sup> [Plan Action ! du CNC](#)

Concernant les formations initiales dans les différents pays d'Europe traversés, il n'existe pas de politiques ambitieuses pour adapter ces formations aux enjeux d'éco-production. Face à la nécessaire adaptation du secteur, il apparaît pourtant primordial que chaque étudiant en école de cinéma ou d'audiovisuel bénéficie, au début de son cursus, d'une session de sensibilisation obligatoire à la crise climatique et à l'éco-responsabilité dans son activité professionnelle.

Le CNC a commencé à travailler sur la question. Il a créé un module de sensibilisation de trois heures dispensé aux étudiants de 1ère ou 2ème année d'études supérieures. Le dispositif est pour l'instant déployé dans une trentaine d'écoles volontaires. Le module a été conçu par le CNC avec l'aide de La Base, Secoya et Le Bureau des acclimations.

Il semble fondamental que tous les professeurs en école soient eux aussi formés à ces enjeux Énergie-Climat, afin qu'ils s'approprient le sujet et puissent l'intégrer à leurs cours.

Face à la lenteur des avancées sur le sujet, ce sont bien souvent les étudiants eux-mêmes qui prennent des initiatives, désireux de se former sur les enjeux de responsabilité environnementale et sociale (création de journées de sensibilisation, de groupes de travail, etc.).

Si ces initiatives sont porteuses d'espoir, elles ne dédouanent pas les organismes nationaux de soutien à l'audiovisuel et les directions des écoles de cinéma et d'audiovisuel de proposer aux élèves des modules de sensibilisation et de formation autour des enjeux environnementaux et sociaux, a adopté selon les spécialités des étudiants (production, réalisation, etc.)

Concernant les formations professionnelles, dans tous les pays visités, elles ne sont pas mises en place par les acteurs publics de soutien à l'audiovisuel, mais par des structures privées (associations, organismes de formations, cabinets de conseil en éco-production etc.). Le sujet sera traité dans la partie sur les acteurs privés.

### **c) Instruments financiers incitatifs ou contraignants**

Un des leviers d'action les plus efficaces des instances nationales de soutien à l'audiovisuel est le levier financier.

La première stratégie peut consister à inciter à l'éco-production en créant des éco-bonus, c'est-à-dire des suppléments financiers, distribués aux productions les plus vertueuses. Aucune structure rencontrée n'a appliqué cette stratégie à l'échelle nationale. En cause, l'effet de ces éco-bonus est en général assez faible car ils reposent sur le volontariat et, bien souvent, seules les productions déjà très engagées y postulent.

L'autre stratégie possible, cette fois-ci contraignante, est celle de l'éco-conditionnalité des aides. Elle correspond à la mise en place de critères environnementaux que les productions doivent obligatoirement satisfaire si elles souhaitent obtenir un soutien financier. Par exemple : la réalisation d'un bilan carbone, la rédaction d'un plan d'action



environnement, l'utilisation d'énergie verte sur le tournage, le recyclage de tous les matériaux recyclables, etc.

Nous nous sommes intéressés aux différentes stratégies d'éco-conditionnalité des aides à la production adoptées par les instances publiques que nous avons rencontrées. Voici un tableau qui récapitule, selon nous, ces différentes stratégies.

### ***Stratégies nationales européennes***

<i>Type de stratégie réglementaire mise en place sur les sujets Énergie-Climat</i>	<i>Instance publique de soutien à la filière audiovisuelle</i>
Quantitative	Centre national du cinéma et de l'Image animée en France (CNC)
Qualitative	Institut du cinéma et des arts audiovisuels en Espagne (ICAA)
Quantitative et Qualitative	Fonds national allemand pour le cinéma (FFA), Ministère de la culture et des médias d'Allemagne (Kultur Staatsminister), Fonds national de financement pour les jeunes metteurs en scène d'Allemagne (Stiftung Junger Deutscher Film).
Pas de réglementation	Ministère de la culture en Italie (MiC) Institut suédois du film (SFI) Institut danois du film (DFI) Institut du film britannique (BFI) et Commission du film britannique (BFC)

Par stratégie de réglementation « quantitative » on entend une stratégie dont la priorité est d'imposer des critères environnementaux (Énergie-Climat-Biodiversité) au plus de productions possible, même si ces critères sont peu nombreux.

Par stratégie de réglementation « qualitative », on entend une stratégie dont la priorité est d'imposer des critères environnementaux qui vont au-delà de la récolte de données et attestent d'un passage à l'action, quitte à l'imposer à un nombre restreint de productions.

Nous insistons sur le fait que cette typologie est relative, assez schématique et peut être amenée à évoluer très rapidement.

*Stratégie quantitative : Centre national du cinéma et de l'Image animée en France (CNC)*

Dans le cadre de son *Plan Action !*, le CNC a mis en place une éco-conditionnalité de ses aides à la fourniture de deux bilans carbone, un bilan carbone prévisionnel, en amont du tournage, et un bilan carbone effectif, après le tournage.<sup>8</sup>

Cette mesure concerne toutes les œuvres de prises de vue réelles, fictions et documentaires, longs-métrages et courts-métrages, films, séries ou unitaires, financés par le CNC. L'éco-conditionnalité s'est faite de manière progressive sur l'année 2023 pour devenir complètement obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Concernant les œuvres nativement numérique (animation, jeux vidéo, réalité virtuelle), l'éco-conditionnalité est différée car les outils ne sont pas encore terminés.

Cette éco-conditionnalité ne s'inscrit pas dans une logique d'obligation de résultat. Seule la remise du bilan carbone est impérative. Le CNC a tout de même annoncé de potentiels contrôles ciblés pour vérifier la véracité des informations transmises.

Cette mesure peut être considérée comme quantitative car elle concerne quasiment toutes les œuvres soutenues par le CNC.

L'avantage de cette stratégie est de mobiliser le plus de productions possibles sur le sujet et d'obtenir rapidement un grand nombre de données dont l'analyse permettra de mieux comprendre le comportement des productions.

Les limites d'une telle stratégie sont cependant de négliger l'urgence du passage à l'action, qui serait davantage encouragée par des contraintes qualitatives, et d'être exigeant de la même manière avec des productions de tailles très différentes. Notons que le CNC a prévu officiellement de mettre en place des obligations plus contraignantes à partir de l'année 2024 mais celles-ci n'ont pas encore été annoncées. Cette analyse ne se fonde que sur ce qui a déjà été mis en place.

#### *Stratégie qualitative : l'Institut du cinéma et des arts audiovisuels en Espagne (ICAA)*

Comparé à la France, la stratégie d'éco-conditionnalité de l'ICAA est davantage qualitative que quantitative. En 2022, l'ICAA a mis en place une éco-conditionnalité de ses aides à la production qui prend une forme différente de celle du CNC. Le champ d'application est plus limité car seuls les longs-métrages qui s'avèrent rentables sont concernés. En revanche, les exigences sont plus poussées. Les projets de long-métrage bénéficiaires devront fournir : un suivi carbone (mesures prévisionnelles et effectives) ainsi qu'une feuille de route de réduction de l'impact carbone. Aucun mécanisme de contrôle n'a été annoncé pour le moment.

Les avantages de ce type d'éco-conditionnalité sont d'encourager les productions à un passage à l'action et de concentrer les efforts sur les productions les plus polluantes (longs-métrages).

---

<sup>8</sup> [Eco-conditionnalité progressive des aides du CNC](#)

Les limites de ce type d'éco-conditionnalité sont d'obtenir des données carbone qui ne concernent qu'un certain type de production (les longs-métrages), et de ne pas embarquer tout le monde dans l'effort (courts-métrages, séries, etc.)

### Stratégie quantitative et qualitative : les fonds nationaux et régionaux allemands

En 2023, le gouvernement allemand, grâce à l'impulsion de la Ministre de la Culture et des Médias, membre du parti écologiste, Claudia Roth, a annoncé une éco-conditionnalité des aides publiques à la production, qui concernent les trois fonds nationaux à la filière audiovisuelle ainsi que tous les fonds fédéraux. Depuis le 1er juillet 2023, toutes les productions qui souhaitent recevoir des fonds publics, nationaux ou fédéraux, doivent respecter 21 critères environnementaux, dont 16 strictement obligatoires (18 à partir du 1er juillet 2024).<sup>9</sup>

Parmi les critères obligatoires, on trouve, par exemple, la fourniture d'un bilan carbone prévisionnel et effectif et d'un rapport final des efforts effectués après la production, la présence d'un éco-manager sur la production, l'utilisation d'une source d'énergie renouvelable pour les sites permanents (comme les studios de tournage et studios de postproduction), l'interdiction de l'avion si une alternative en train qui prend moins de cinq heures existe, 25% minimum des véhicules utilisés doivent être des véhicules basse-émissions, etc. Le respect de ces critères est vérifié par les fonds nationaux et régionaux allemands.

En option, les productions peuvent passer par un organisme tiers indépendant (OTI) mandaté pour obtenir le label Green Motion.<sup>10</sup> Les frais demandés par l'OTI sont à prendre en charge par la production.

Au vu du champ d'application et des critères demandés, on peut qualifier cette éco-conditionnalité des aides de quantitative et qualitative.

L'avantage d'une telle réforme est qu'elle permet d'accélérer massivement la transition du secteur.

Elle a des conséquences directes en termes de réduction d'émissions de CO2 sur chaque production, notamment via l'interdiction d'utiliser l'avion plutôt que le train pour les trajets de moins de 5h, l'obligation de ne tourner que dans des studios alimentés à l'énergie verte, etc.

Une autre conséquence est la transition qu'elle implique chez les prestataires et les fournisseurs du secteur audiovisuel allemand. La société de location de véhicules Sixt, souvent plébiscitée pour les tournages, a, par exemple, développé une gamme de véhicules électriques spécifiques aux tournages tandis que la chaîne d'hôtels Motel One, également plébiscitée pour les tournages, s'alimente désormais principalement en énergie verte, consciente du risque de perdre une partie de sa clientèle si elle ne s'aligne pas avec les 21 critères environnementaux.

---

<sup>9</sup> [21 critères d'éco-conditionnalité des fonds publics allemands](#)

<sup>10</sup> [Label Green Motion](#)

Enfin, une politique forte à l'échelle nationale permet d'harmoniser les différentes initiatives régionales et accompagne les régions les moins avancées.

Cependant, les risques éventuels d'une telle politique sont de négliger les surcoûts financiers que cela implique pour les productions ou les fournisseurs dans l'immédiat et de ne pas faire de distinctions entre les différentes tailles des productions. Comme le souligne Stephen Lemuet, producteur de films documentaires chez Bleu Iroise, *“les exigences des acteurs publics et les formations doivent être adaptées à la différence de taille et de nature des productions. Si nous avons tous une responsabilité, cette responsabilité est différenciée”*.<sup>11</sup> Mettre des acteurs de tailles très diverses dans le même panier risque de décourager les premiers, qui ont moins de moyens, et de faire naître chez eux un sentiment d'absurdité car ils ne s'identifient pas au discours déployé et aux modalités demandées.

*Pas de réglementation au niveau national : Italie, Suède, Danemark, Belgique, Royaume-Uni*

L'Italie, la Suède, le Danemark, la Belgique et le Royaume-Uni ne mettent, quant à eux, pas en place de stratégie d'éco-conditionnalité à l'échelle nationale pour leurs aides publiques. Notons que les contextes sous-jacents sont assez différents; la Suède et le Danemark ne sont pas des grands producteurs audiovisuels et ont un mix énergétique très vert, au Royaume-Uni ce sont les acteurs privés (BBC, ITV, etc.) qui s'investissent davantage sur les questions de réglementations, en Italie et en Belgique, les décisions se prennent davantage à l'échelle des régions.

**d) Accompagnement des fournisseurs et prestataires dans leur transition**

Dans certains pays, le champ d'action des politiques publiques s'étend également à l'accompagnement des fournisseurs dans leur transition énergétique et environnementale.

C'est le cas de la commission du film britannique (BFC) qui soutient financièrement la transition énergétique des studios anglais, qu'il s'agisse de rénovation de structures existantes (90% des aides) ou d'aides à l'éco-construction de nouveaux studios (10% des aides).<sup>12</sup>

Le positionnement des acteurs publics sur la question de la transition environnementale de l'offre des fournisseurs est un enjeu majeur, encore trop peu considéré, et qui conditionnera toute la transition du secteur.

## **B. Les politiques publiques à l'échelle régionale**

Différentes structures de soutien à la filière audiovisuelle existent à l'échelle régionale, départementale et locale.

<sup>11</sup> [Interview Nausică de Stephen Lemuet - article Bretagne](#)

<sup>12</sup> [Interview Nausică de Jeremy Pelzer - article Royaume-Uni](#)

Dans le cas de la France, on trouve les commissions du film, appelées également bureaux d'accueil des tournages, ainsi que les fonds de soutien des collectivités territoriales.

Les commissions du film ou bureaux d'accueil des tournages peuvent être de types différents : service directement intégré à la collectivité territoriale, association dont l'objet principal est l'accueil des tournages, établissement unipersonnel à responsabilité limitée (EuRL), établissement public de coopération mutuelle (EPCC), etc. En France, il existe 34 commissions du films, toutes membres du réseau Film France CNC<sup>13</sup>, et dont le périmètre d'action est régional, départemental ou communal. Leurs missions sont de faciliter l'implantation de tournages et d'activités de production et post-production sur leur territoire et de promouvoir leur territoire et ses ressources auprès des professionnels du secteur du cinéma et de l'image animée.

Le deuxième type de structures de soutien aux productions sont les fonds de soutien financiers directement gérés par les collectivités territoriales. Ils financent un film en indexant l'aide sur le budget du film, en échange de certains critères imposés.

Ces structures régionales, départementales et locales sont des acteurs clés pour s'emparer du sujet de l'éco-production. Grâce à leur fine connaissance des spécificités de leur localité (zones protégées, fournisseurs, équipes techniques, etc.), elles sont à même d'orienter les productions vers des choix plus vertueux.

On constate, cependant, un engagement à géométrie variable chez ces différentes structures sur les sujets d'éco-responsabilité et d'éco-production.

## 1. Les organismes régionaux européens les plus impliqués

Voici un tour d'horizon, non exhaustif, d'initiatives proposées par les organismes régionaux impliqués, en France et en Europe.

### *Initiatives régionales européennes*

<b>Bureau des images du Grand Est (Grand-Est)</b>	Réseau Plato et Contrat d'engagement
<b>Bureau d'accueil des tournages de Gironde (Nouvelle-Aquitaine)</b>	Liste de prestataires éco-responsables
<b>Film Paris Région (Île-de-France)</b>	Partenaire de EcoProd, Carbon'Clap et guide d'éco-production Chef de file du Green Screen Program
<b>Film London (Londres)</b>	Chef de file du Green Screen Program : Green Screen Certification, The Fuel Project, The Grid Project

<sup>13</sup> [Réseau Film France CNC](#)

<b>Wallimage (Wallonie)</b>	Incitation financière et soutien à la transition des studios
<b>VAF (Flandres)</b>	Incitation financière fondée sur les 17 objectifs de l'ONU pour le développement durable
<b>MOIN Film Fund Hamburg Schleswig-Holstein (Hambourg)</b>	Initiateur des 21 critères d'éco-production allemands
<b>MFG Filmförderung (Baden-Württemberg)</b>	Initiateur des 21 critères d'éco-production allemands
<b>Trentino Film Commission (Trentin)</b>	Green Film
<b>Sardegna Film Commission (Sardaigne)</b>	Adaptation du protocole de tournage Green Film à la Sardaigne <sup>14</sup>
<b>Barcelona Film Commission (Catalogne)</b>	Guide de mise en place des pratiques éco-responsables <sup>15</sup>
<b>Cantabria Film Commission (Cantabrie)</b>	Guide des bonnes pratiques <sup>16</sup>

En France, Le Bureau des images du Grand-Est met à disposition un "contrat d'engagement" qui propose une vingtaine de dispositifs réalisables, une liste de fournisseurs et prestataires locaux et des explications pédagogiques. Ce "contrat" est adapté à plusieurs localités. Le réseau PLATO est un réseau de collectivités engagé auprès de la région Grand Est et du Bureau d'accueil des tournages dans la politique d'accueil des tournages. La dimension très locale de ces collectivités qui accompagnent les productions favorise les actions éco-responsables sur les tournages.

Le bureau d'accueil des tournages de Gironde (Nouvelle-Aquitaine) établit une liste de prestataires éco-responsables pour orienter les productions.

En Ile-de-France, Film Paris Région a collaboré avec Ecoprod sur la création d'un guide d'éco-production et sur le calculateur carbone Carbon'Clap.<sup>17</sup>

En Angleterre, la commission du film de Londres, Film London, fait partie des initiateurs du Green Screen Program, qui était un programme financé par le fonds Interreg Europe, de 2017 à 2022, et mené à travers huit pays européens. Dans le cadre de ce programme, tous les pays participants ont dû mettre en place un plan d'action. Celui de Film London s'articule en trois points principaux ; l'évolution de l'outil Green Screen Certification, l'introduction de nouvelles innovations, qui s'articule autour de *The Fuel Project*, la mise en place du *London Grid*.

<sup>14</sup> [Green Film Shooting - Commission du film de Sardaigne](#)

<sup>15</sup> [Commission du film de Barcelone](#)

<sup>16</sup> [Guide d'éco-production de la commission du film de Cantabrie](#)

<sup>17</sup> [Présentation du Carbon'Clap - Ecoprod](#)

En Belgique, le fonds de soutien wallon au secteur audiovisuel, Wallimage, ne soutient plus que des projets engagés. En effet, depuis 2021, chaque producteur qui sollicite un financement auprès du fonds doit satisfaire un certain nombre d'exigences environnementales. De plus, dès janvier 2024, un programme visant à accompagner les studios wallons dans un processus d'éco-transition sera lancé.

Le fonds de soutien audiovisuel flamand, le VAF, a également été précurseur sur le plan de l'éco-responsabilité en mettant en place une éco-conditionnalité et en s'appuyant sur les objectifs du développement durable de l'ONU pour guider les productions.

En Allemagne, les fonds de soutien à l'audiovisuel de Hambourg et de Baden-Württemberg ont été à la genèse du système des 21 critères d'éco-production allemands. La Commission de Hambourg a également créé le dispositif Shooting Card, un label pour l'éco-production, et un Green Filming Badge, aujourd'hui remplacé par le label national Green Motion.

En Italie, grâce à la Commission du film de Trentin, la région du Trentin a vu naître la célèbre certification Green Film, qui offre une labellisation à travers six critères : énergie, transports, alimentation, matériaux, déchets et communication. Green Film est aujourd'hui utilisé dans différentes régions en Europe. Certaines, comme la Sardaigne, ont adapté le protocole Green Film aux spécificités de leur région.

En Espagne, la commission du film de Barcelone et la commission du film de Cantabrie ont mis en place des guides d'éco-production destinés aux productions et adaptés aux spécificités de leur localité.

## 2. Les actions et moyens déployés par les organismes régionaux

Les organismes qui agissent à l'échelle régionale, départementale et locale sont au cœur de la question de l'éco-production grâce à leur rôle de médiateurs entre les politiques nationales, voire européennes, et les acteurs locaux et de terrain.

Ils peuvent agir en créant des outils, comme des guides, des protocoles ou des annuaires adaptés à leurs localités. Leurs actions concrètes peuvent aussi prendre la forme de soutien à des projets locaux. Leur position intermédiaire entre des acteurs multi-scalaires leur confère aussi un rôle de communicants et de relais d'information. Ils ont également un pouvoir de contrainte et d'incitation à travers les éco-conditionnalités ou les éco-bonus.

### a) La création d'outils pour guider les productions

#### Les guides d'éco-production

Les guides sont des documents qui recensent un ensemble de bonnes pratiques à mettre en place sur son tournage, en fonction des départements (Énergie, Régie, Éclairage, Scénographie, Costumes, HMC, Déchets, Studios). Les structures de soutien régionales, départementales ou locales peuvent partager aux productions des guides déjà existants, adaptés ces derniers aux spécificités de leur localité ou bien en créer de nouveaux.

Dans le Grand-Est, Michel Woch, responsable de l'accueil des tournages de la région Grand-Est sur la partie alsacienne du territoire, a créé une boîte à outils, qui s'appelle désormais "contrat d'engagement", pour faciliter la vie des productions qui veulent mettre en place une démarche éco-responsable en Grand-Est.<sup>18</sup> Le document d'une dizaine de pages propose une liste d'une vingtaine de dispositifs pouvant être mis en place - de la gestion des déchets à la communication responsable - un annuaire des éco-partenaires pouvant être mobilisés selon les actions choisies, et des explications, dans un objectif pédagogique. Une fois que la production a choisi les actions qu'elle veut mettre en place et qu'elle a pris connaissance des moyens pour le faire, elle s'engage par écrit à "Être un tournage éco-responsable". Il ne s'agit pas d'une obligation mais d'un engagement moral. Ce document se décline sur différentes collectivités du réseau PLATO selon le lieu du tournage, notamment pour la partie éco-partenaires. Ce dispositif d'accompagnement a récolté des retours très positifs sur plusieurs projets: *Une femme du monde* de Cécile Ducrocq, *Le Principal* de Chad Chenouga, etc. Cette initiative diffère des guides d'éco-production plus classiques car il constitue un engagement moral et est adapté à la réalité du terrain.

D'autres régions ont adapté des guides à leur échelle ou en ont créé de toute pièce, comme la Cantabrie ou la Catalogne, qui dispose même d'un guide spécifique à la ville de Barcelone. Celui-ci prête attention aux nuisances sonores dans la ville, à la promotion de l'économie solidaire dans le paysage catalan, mais aussi aux liens tissés avec les communautés locales.

---

<sup>18</sup> [Interview Nausicà de Michel Woch - Article Grand-Est](#)



### Les protocoles et certifications

Les protocoles se distinguent des guides en ce qu'ils listent précisément un ensemble de critères dont le respect permettra peut-être d'obtenir une certification, ou label, sous réserve de passer le processus d'évaluation par un organisme tiers indépendant. Un label permet de faire certifier sa démarche d'éco-production.

L'un des plus emblématiques en Europe est le protocole Green Film, développé dans la région du Trentin.<sup>19</sup> En 2017, le fonds et la commission du film du Trentin ont créé le système d'évaluation T-Green pour guider les productions qui tournaient dans la région à respecter davantage leur environnement. Suite à l'attention gagnée par plusieurs commissions et fonds européens, la commission du film du Trentin décide d'adapter l'outil à toutes sortes de productions et régions afin qu'il soit utilisable partout en Europe. Le protocole Green Film voit le jour. Il adopte une vision très pragmatique, de terrain, en se concentrant sur la mise en place d'actions concrètes. La certification ne requiert, par exemple, pas de calcul de l'empreinte carbone de la production. Cette vision permet de proposer un outil "premier niveau", de simplifier son utilisation et les frais liés à l'organisme de contrôle car tout doit être contrôlé par un organisme de certification.

Le Green Film n'est pas obligatoire pour le fonds du Trentin, et les producteurs qui sollicitent le fonds choisissent s'ils sont prêts à obtenir la certification ou non. Le cas échéant, ils obtiennent jusqu'à cinq points supplémentaires lors de l'évaluation de leur demande.

L'outil s'est exporté puisqu'il a été adopté par plusieurs régions et pays européens ; la région Wallonne en Belgique, la Catalogne, le Pays Basque espagnol, Majorque, la Grèce, l'Islande, le Danemark, etc. qui l'ont parfois même rendu obligatoire.

En 2019, le Green Regio s'est engagé à collaborer et à donner au secteur les moyens d'amorcer le processus d'éco-transition à l'échelle européenne, en développant l'outil Green Film. Le but de Green Film est avant tout de fédérer au maximum les fonds régionaux (MFG, Trentino, etc.) autour d'un même système.

En 2021, l'association nationale des commissions du film italiennes, qui les représente toutes, a officiellement reconnu le Green Film Protocol comme une norme industrielle et un outil partageable pour encourager la durabilité environnementale sur les plateaux de tournage.

---

<sup>19</sup> [Green Film](#)

### Les annuaires de prestataires responsables

Un autre type d'outil que les commissions du film peuvent créer et mettre à disposition des productions est une liste de prestataires et fournisseurs locaux considérés comme les plus "éco-responsables" (ressourceries, traiteurs locaux et de saison, sociétés de location de véhicules électriques, etc.).

Deux possibilités existent : signaler les prestataires considérés comme "éco-responsables" via une pastille ou un signe sur la liste de prestataires locaux traditionnellement partagée par les commissions du film ou bien créer une liste spécifique de prestataires "éco-responsables".

Certains bureaux d'accueil des tournages souhaitent développer leurs listings de "prestataires éco-responsables" via un système de retour d'expériences des productions, afin de gagner du temps.

Pour Marie Rateau, chargée de l'accueil des tournages en Gironde, il serait également pertinent d'intégrer les initiatives départementales et régionales de recensement des prestataires éco-responsables sur des outils spécifiques "cinéma" tels le site Film France CNC, qui recense déjà les lieux de tournage à l'échelle nationale.<sup>20</sup> Le site est aujourd'hui déjà alimenté par les commissions.

Ces listes de "prestataires éco-responsables" reposent cependant souvent sur des critères assez arbitraires. Il n'est pas toujours facile de définir une solution dite "éco-responsable", et de s'assurer du respect des engagements affichés des fournisseurs. La question de l'harmonisation des choix des prestataires inscrits dans ces bases de données est un enjeu majeur.

Malgré ces difficultés, ces annuaires restent indispensables car ils donnent de la visibilité aux projets les plus vertueux du territoire et ils incitent les fournisseurs qui ne se trouvent pas encore dans cette liste à améliorer leur offre. Ils permettent également de faire gagner du temps aux productions et techniciens à la recherche de meilleures solutions. Accessibles à tous, ils constituent une véritable solution aux professionnels qui n'ont pas les moyens de recourir à des solutions de conseil en éco-production.

#### **b) Le soutien aux projets locaux**

Les organismes de soutien à la filière audiovisuelle qui interviennent à l'échelle régionale, ou à l'échelle des métropoles, peuvent aussi agir en soutenant le développement de projets locaux.

---

<sup>20</sup> [Interview Nausică de Marie Rateau - Article Nouvelle-Aquitaine](#)

### La région de Londres : réduire les énergies fossiles en ville

À Londres, différentes initiatives émergent pour réduire les énergies fossiles en ville et décarboner les tournages. Faisant partie du Green Screen Program<sup>21</sup>, *The Fuel Project*<sup>22</sup> est un rapport lancé au Royaume-Uni en novembre 2022. Comme son nom l'indique, il s'intéresse aux émissions liées aux transports sur les tournages dans la région de Londres. Selon ce rapport, 50 % des émissions d'une production proviennent des transports de personnes et de matériel ainsi que des générateurs.

Face à ce constat, le rapport propose des solutions pratiques, à faible émissions carbone, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il s'intéresse notamment aux batteries, aux générateurs hydrogène, aux carburants HVO ou biodiesel de deuxième génération et aux carburants synthétiques compatibles avec les moteurs diesel et produit à partir d'huile usagée, de colza, de tournesol ou de graisse animale. Le rapport dresse aussi les défis persistants de ces carburants alternatifs : disponibilité du biodiesel, transparence de la filière d'approvisionnement, concurrence avec l'alimentation, etc. Ce projet d'analyse est la première partie d'un plan en trois étapes : la deuxième est d'étudier et de répertorier les loueurs de véhicules et de générateurs thermiques dans la région de Londres, la troisième est d'accompagner leur transition et le développement d'une offre bas-carbone ainsi que de déployer une campagne de sensibilisation.

Depuis 2019, toujours dans le cadre du Green Screen Project, Film London mène un projet qui vise à limiter les émissions carbone, la pollution de l'air et la pollution sonore au sein de la métropole en mettant en place un réseau de bornes d'alimentation électriques sur lesquelles les productions peuvent se brancher. Ce projet, intitulé *The Grid Project* est financé en partie par Interreg Funds, Mayor of London's Good Growth Fund, NBCUniversal et la British Film Commission.<sup>23</sup> Une version "pilote" existe déjà à Victoria Park. Le but est de diminuer au maximum l'utilisation de groupes électrogènes au sein des villes et de faciliter le travail d'accueil des productions en mettant à leur disposition un réseau de branchements forains.

### La Wallonie : soutenir la transition des studios

Le fonds wallon Wallimage est sur le point de lancer un projet d'éco-transition des studios de la région.<sup>24</sup> L'objectif est de faire baisser la consommation des studios d'animation et de post-production en développant un plan sur trois ans.

L'année 2023 est consacrée à la réalisation d'un état des lieux de la santé énergétique et environnementale des studios : bâtiments, workflow, etc. Au cours de la deuxième année les studios devront fournir un plan d'action. Celui-ci pourra contenir, par exemple, l'installation de panneaux solaires, la mise en place de solutions de décarbonation, etc. Un accompagnement dans ces acquisitions sera mis en place par l'intermédiaire de Wallimage et une réflexion sur la mutualisation (et donc d'achats groupés, par exemple) est

---

<sup>21</sup> [Green Screen - Film London](#)

<sup>22</sup> [The Fuel Project - Film London](#)

<sup>23</sup> [The Grid Project - Film London](#)

<sup>24</sup> [Interview Nausică de Benjamin Vanhagendoren - Article Belgique](#)

également en cours. Enfin, au terme de ce processus, les studios seront invités à aller chercher une certification type EMAS ou ISO. À l'issue de chaque phase, les entreprises qui n'auront pas atteint les objectifs perdront leur éligibilité au regard du fonds. Tout cela est réalisé main dans la main avec les studios, le but étant de soutenir l'entrepreneuriat et la transition du secteur.

Ces différents projets illustrent l'impact que peuvent avoir des acteurs engagés à l'échelle locale disposant de moyens conséquents. Ils peuvent aider d'autres acteurs, comme des studios, à réduire leur impact, à financer des projets d'études ou à faciliter l'accueil des tournages en réduisant leur impact.

### **c) La capacité de contrainte et d'incitation**

Le pouvoir de contrainte des régions en tant qu'acteurs intermédiaires s'avère important en matière d'éco-production, et tout particulièrement en l'absence de politique nationale. Ce pouvoir de contrainte peut prendre la forme d'éco-conditionnalités, pour soumettre des productions au respect de certains critères concernant leur durabilité en échange des aides régionales, ou la forme d'éco-bonus, pour accorder un bonus financier aux productions respectant des critères de durabilité. La première option est donc la plus contraignante.

#### *L'éco-conditionnalité des aides*

Plusieurs régions en Europe ont mis en place des politiques d'éco-conditionnalité par le passé ou les appliquent actuellement.

En Flandre, par exemple, le VAF a mis en place une éco-conditionnalité<sup>25</sup> pour ses aides à la production. Pour être sûrs de recevoir les fonds, les petits projets doivent sélectionner parmi une liste les actions responsables qu'elles souhaitent mettre en place tandis que les grosses productions doivent, en plus, rendre un bilan carbone réalisé avec l'outil Eureka.

Depuis 2023, Wallimage requiert des productions qui postulent pour une aide qu'elles suivent un protocole "green" mais n'impose plus l'outil à utiliser pour ne pas multiplier les démarches inutilement. En effet, les producteurs belges sont souvent minoritaires et doivent donc suivre le système imposé par la production majoritaire (Carbon Clap, Albert, etc.)

---

<sup>25</sup> [Interview Nausică de Tim Wagendorp - Article Belgique](#)

### Les différents éco-bonus

Les éco-bonus sont plus répandus car moins contraignants pour les productions. Les éco-bonus peuvent correspondre à des points supplémentaires dans l'évaluation des demandes de financement. Ils peuvent également correspondre directement à un bonus financier sur le respect de certains critères environnementaux.

Suivre un protocole green a un coût et pour participer à ce surcoût, Wallimage propose un éco-bonus financier qui sera délivré uniquement aux productions qui réussissent à obtenir une certification ou un label (plus de 20 points sur 50 sur le système Green Film). Celui-ci se traduit par un apport complémentaire au financement initial de 100€/jour de tournage en Wallonie.

En France, la Corse a également développé un système d'éco-bonus, fondé sur les recommandations d'Ecoprod, permettant d'obtenir un bonus de 15% sur l'aide à la production.<sup>26</sup>

L'Île-de-France a également un système d'éco-bonus allant de 23 000 € à 75 000 € pour des dépenses spécifiques liées à des pratiques ou des technologies innovantes.<sup>27</sup> Le montant est voté en comité de pilotage en même temps que l'aide et est versé sur les mêmes modalités.

La volonté sur le plan national est cependant davantage d'unifier les politiques avec le *Plan Action !*, un système d'éco-conditionnalité peu contraignant s'il est comparé à certaines politiques régionales en Europe, comme les critères imposés par la région du Trentino par exemple, mais qui a l'avantage d'être déployé à l'échelle nationale.

#### **d) Des relais de communication et de connaissances**

Les organismes régionaux agissent aussi comme relais de communication et de connaissances concernant l'éco-responsabilité de l'audiovisuel, à travers leurs réseaux de communication comme leurs sites, ou à travers des projets d'étude.

De nombreux bureaux d'accueil diffusent sur leurs sites des informations concernant l'éco-responsabilité des tournages dans les régions. Le Bureau du film de Madrid se positionne comme relais des initiatives déjà existantes.<sup>28</sup> Le site propose l'un des meilleurs recensements des protocoles, guides de bonnes pratiques, calculateurs, certifications, rapports nationaux et européens.

Des études sont également menées par les régions et permettent de saisir plus en profondeur certains enjeux liés à l'éco-responsabilité et de communiquer sur ceux-ci. En 2020, par exemple, Film Paris Région a initié avec Eco-Déco et l'ADC-MAD, avec l'aide du sociologue Samuel Zarka, une enquête à destination des équipes en charge des décors sur

<sup>26</sup> [Modalités de l'éco-bonus de la région Corse - Office de l'environnement de la Corse](#)

<sup>27</sup> [Présentation des aides financières de la région Île-de-France pour les tournages - Film Paris Région](#)

<sup>28</sup> [Commission du Film de Madrid](#)

les plateaux de tournage afin d'avoir une meilleure visibilité sur leurs pratiques, sur les inerties structurelles du secteur et les leviers d'action possibles.<sup>29</sup>

### **3. Les défis à l'échelle régionale**

Les régions font face à de nouveaux défis qui ont une influence directe sur la durabilité des productions : l'intensification du nombre de tournages dans certaines régions, les changements de politiques à l'échelle nationale ou européenne, la décentralisation des productions dans certains pays comme la France, etc.

Pour faire face à ces nouveaux enjeux, les organismes régionaux peuvent créer de nouveaux outils adaptés ou utiliser des outils existants. Les postes et missions des collaborateurs au sein des organismes doivent également évoluer. Enfin, il y a un enjeu de collaboration à différentes échelles : au sein des régions ou entre elles, pour peser sur le plan politique ou s'accorder sur les modèles de financement.

#### **a) S'appuyer sur des outils existants et les adapter aux spécificités régionales**

La création et l'utilisation d'outils adaptés est un enjeu de taille pour les organismes régionaux, qui doivent concilier politiques nationales et européennes, et impératifs de terrain, tout en répondant à leur mission première : faire de la région un territoire attractif.

Les outils comme les guides d'éco-production sont au cœur de la question. Il est de plus en plus évident que la prolifération des guides a entraîné une certaine redondance et une fragmentation des efforts. Pour maximiser l'impact de ces guides et éviter des efforts parfois non nécessaires, notamment dans les petites structures régionales qui ont peu de moyens consacrés aux questions d'éco-responsabilité, il semble nécessaire d'harmoniser ces ressources. Cela permettrait de créer une approche plus cohérente et unifiée de la gestion environnementale sur les plateaux de tournage, tout en facilitant la compréhension et l'adhésion des équipes en évitant des efforts inutiles, bien que certains territoires nécessitent de guides adaptés.

De même, les annuaires de prestataires font face à un impératif d'harmonisation pour des raisons pratiques, mais également à un impératif de précision et de rigueur qui peut trouver une réponse à l'échelle régionale. Les organismes régionaux, particulièrement en France, doivent donc s'emparer de la question tout en collaborant sur le plan national. Cela nécessite une réorganisation des missions de certains collaborateurs, voire la création de postes dédiés dans certains cas, comme dans plusieurs commissions du Royaume-Uni.

---

<sup>29</sup> [Circular't 2 - Film Paris Région](#)

## **b) Créer de nouveaux postes ou de nouvelles missions**

La question des postes et des missions dédiées à l'éco-responsabilité au sein des organismes régionaux est étroitement liée à la prise en main de cette thématique. Au vu de l'importance croissante de celle-ci, il semble inévitable de créer *a minima* des missions dédiées, voire des postes dédiés.

Aujourd'hui, la plupart des commissions anglaises sont dotées de "sustainability managers" dont le rôle principal est de mettre en relation les professionnels, de favoriser la communication et l'accès à l'information pour accélérer la transition. C'est le cas des commissions Film London, Screen Scotland (Ecosse), Film Cymru (Pays de Galles), Northern Ireland Screen (Irlande).<sup>30</sup>

Mairi Claire Bowser, sustainability manager chez Screen Scotland, mène trois actions phares en Ecosse : elle référence les prestataires du secteur qu'elle estime "verts", sur des critères subjectifs, et les fait remonter à l'organisme Albert qui, après une seconde évaluation, en intègre certains à sa base de données nationale. Elle a ensuite mis en place une formation à destination des coordinateurs de la durabilité au Royaume-Uni, avec l'aide de Dörte Schneider Garcia, pour répondre au manque de formations adéquates pour les personnes qui se destinent à ses fonctions. Enfin, elle tente de faire des ponts entre productions et fournisseurs grâce à l'organisation d'ateliers à thème où se rencontrent des professionnels de la production et des structures qui n'appartiennent pas au milieu du cinéma. Le premier avait pour thème le zéro déchet, suivi d'un workshop sur la construction et déconstruction de décors responsables.

La création de postes de "sustainability managers", ou au moins la mise en place de formations pour les collaborateurs au sein des commissions et des bureaux d'accueil permettrait de favoriser la communication, les mises en relation et la prise en charge des listes de prestataires.

## **c) Collaborer au sein des régions et entre régions**

La collaboration au sein des régions et entre les organismes régionaux est cruciale pour faire avancer la question de l'éco-production.

### La collaboration au sein des régions

En France, la création du réseau PLATO dans la région Grand-Est permet de créer plus de liens entre les équipes de tournage et les collectivités territoriales chargées de leur accueil, et ainsi de favoriser l'implantation et l'émergence d'initiatives éco-responsables. Cette solution prend la forme d'un réseau de collectivités de la région Grand-Est (Épinal, Colmar, Nancy, Mulhouse, Metz, etc.) qui désignent chacune un interlocuteur unique qui communique avec le bureau d'accueil des tournages.

---

<sup>30</sup> [Interview Nausică de Mairi Claire Bowser - Article Royaume-Uni](#)

Ce réseau apporte une aide logistique et financière, ce qui permet de répartir les tournages de manière équivalente sur l'ensemble de la région et participe au dynamisme global de la région, en évitant le trop fort tropisme des grandes villes. Sans l'appui de ces communes, de nombreuses actions seraient impossibles à mettre en place, celles-ci ayant la compétence des déchets, du transport public, de certains branchements forains, etc.

### La collaboration entre les régions

En Allemagne, le dialogue entre les Länder, les 16 États qui composent la République fédérale d'Allemagne, et les commissions a, entre autres, amené à la création des 21 critères d'éco-responsabilité que doivent respecter les productions soutenues par des fonds publics, nationaux ou régionaux.<sup>31</sup> Ce dialogue garantit une approche cohérente de la durabilité dans l'ensemble de l'industrie cinématographique, tout en valorisant les atouts et spécificités de chaque région et en donnant à la question de l'éco-production un poids politique.

En Allemagne également, la communication est au cœur de cette collaboration, notamment à travers l'initiative *Keen to be Green*.<sup>32</sup> Cette série de séminaires numériques est issue de la collaboration entre les organismes régionaux et des associations de professionnels de l'industrie audiovisuelle. Ces webinaires illustrent la force des organismes régionaux (Film Fernseh Fonds Bayern, Filmförder Hamburg Schleswig-Holstein, Film- und Medienstiftung NRW, Hessen Film und Medien, Medienboard Berlin-Brandenburg, MFG Baden-Württemberg, Mitteldeutsche Medienförderung (MDM) et Nordmedia – Société de cinéma et de médias de Basse-Saxe/Brême) sur le plan de la communication.

#### **d) Repenser et adapter les obligations de dépenses régionales**

Certaines productions alertent sur le fait que les obligations de dépenses imposées par les fonds régionaux peuvent parfois conduire à faire des choix absurdes sur le plan écologique.

Les fonds de soutien régionaux à la filière audiovisuelle imposent tous une obligation de dépenses sur le territoire régional aux productions qu'ils soutiennent, pour dynamiser l'économie locale. Cette obligation prend la forme d'un pourcentage de l'aide accordée par le fonds. En France, la plupart des fonds régionaux de soutien à la filière audiovisuelle demandent aux productions soutenues de dépenser au moins 100% du montant de l'aide sur leur territoire. Ces dépenses sont souvent majoritairement faites en hôtellerie, restauration, recrutement de techniciens, location de matériel, etc.

Il arrive parfois que les lieux de tournage changent à la dernière minute et que les productions doivent tout de même respecter cette obligation de dépenses si elles ne veulent pas rembourser l'aide accordée par le fonds régional. Certaines optent alors pour recruter des techniciens ou louer du matériel sur le territoire mais les faire se déplacer sur le nouveau

---

<sup>31</sup> [Site du MFG Film Förderung](#)

<sup>32</sup> [Keen to be Green - Location Germany](#)



lieu de tournage, un choix peu écologique. Certaines productions sont même prêtes à faire des dépenses "artificielles" sur un territoire pour obtenir les aides de la région en question.

Face aux limites du modèle, la société de production allemande Tam Tam Film nous livre ses réflexions sur la possibilité de faire évoluer ce système d'obligations de dépenses régionales vers plus d'adaptabilité et de coopération inter-régionale.<sup>33</sup> L'idée serait la suivante : réussir à "échanger" des exigences de dépenses régionales avec une autre maison de production qui doit dépenser l'argent dans cette région. Cela exige une grande souplesse de la part des fonds régionaux.

Ainsi, les acteurs publics de soutien à la filière audiovisuelle, nationaux ou régionaux, sont des acteurs privilégiés pour s'emparer du sujet de l'éco-production et faire avancer la transition du secteur. Mais ce ne sont pas les seuls à pouvoir agir.

## **C. Les consortiums, des acteurs privés en soutien aux acteurs publics**

Dans certains pays, des acteurs privés (diffuseurs, producteurs, associations, syndicats, etc.) s'allient, avec le public ou non, et forment des consortiums, c'est-à-dire, des groupements d'organisations partageant un objectif commun ; ici, celui de la transition environnementale du secteur. Ils mènent une action de lobbying en ce sens, en tentant d'influencer les réglementations et les normes.

Ces consortiums présentent des avantages indéniables : création de lieux d'échanges et de débats entre les différentes professions qui composent cette industrie, grande visibilité dans le secteur et parmi le grand public, moyens financiers et humains importants.

### **1. Les différents consortiums observés**

#### **a) France : Ecoprod**

En France, plusieurs acteurs du secteur se sont associés, en 2009, pour créer le collectif Ecoprod<sup>34</sup> ; l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le groupe de protection sociale spécialisé dans le secteur de la culture, de la communication et des médias (Audiens), la Commission du Film d'Ile de France, la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile de France (DIRECCTE IDF), le groupe France Télévisions et le groupe TF1.

En 2021, Ecoprod s'est formé en association avec pour membres fondateurs Audiens, CANAL+, la Commission supérieure technique (CST), la commission Film Paris Région, France TV et TF1, soutenu par le CNC.

L'association compte aujourd'hui plus de 350 adhérents et l'activité quotidienne est gérée par une équipe permanente, dirigée par Pervenche Beurrier.

---

<sup>33</sup> [Interview Nausică de Andrea Schütte - Article Allemagne](#)

<sup>34</sup> [Ecoprod](#)

Ecoprod accompagne le secteur dans sa transition écologique en suivant trois objectifs principaux. Elle fédère l'industrie en créant des espaces de dialogue et des coopérations avec les institutions françaises et européennes. L'association participe aussi grandement à la sensibilisation et à la formation à travers la publication d'études et l'identification de bonnes pratiques et innovations dans le domaine de l'éco-production. Enfin, elle s'attèle à la création d'outils permettant aux professionnels de réduire pragmatiquement l'empreinte écologique de leurs activités ; calculateur carbone, fiches pratiques, guides, label.

Ce consortium peut se targuer d'être l'une des premières organisations de l'industrie à avoir œuvré à sa transition, et de mettre à disposition des productions et techniciens une des offres les plus complètes d'outils gratuitement.

### **b) Royaume-Uni : Albert et AdGreen**

Au Royaume-Uni, des initiatives de grande envergure ont également vu le jour et ont notamment permis la mise en place de calculateurs carbone utilisés à grande échelle, d'une certification reconnue à l'internationale et d'un référencement national de prestataires engagés.

#### *We are Albert*

We are Albert<sup>35</sup> est un think tank, intégré à l'institution artistique caritative BAFTA. Cette structure a été créée en 2011 à l'initiative d'un diffuseur anglais, la BBC, suivi d'ITV, Channel 4 et Sky, qui souhaitent calculer l'impact carbone de leurs productions de flux.

Albert s'est donné deux objectifs principaux : diminuer l'impact de l'industrie, en éliminant ses déchets et émissions carbone tout en apportant des contributions positives, et inspirer l'industrie, en lui donnant les moyens de créer une nouvelle vision d'un avenir durable.

Pour cela, la structure a développé des formations en ligne et des outils spécialisés comme un calculateur carbone, une certification, un guide pour inclure la durabilité dans un récit ou encore une liste de fournisseurs dits "verts", un outil unique dans le milieu.

Nous avons parlé plus haut de la difficulté de constituer une liste des prestataires responsables à l'échelle nationale : complexité de mise à jour, de choix des critères, etc. Néanmoins, Albert, et plus précisément une équipe composée de deux personnes, réussissent depuis quelques années à constituer une telle liste, à l'échelle nationale et européenne.<sup>36</sup>

---

<sup>35</sup> [We are Albert](#)

<sup>36</sup> [Fournisseurs responsables - We are Albert](#)

Pour trouver des entreprises pertinentes, l'équipe a plusieurs moyens : elle effectue un travail de recherche dans l'industrie, les sociétés viennent directement à elle, ou les commissions régionales soumettent des idées de fournisseurs locaux.

Le protocole est le suivant : le fournisseur remplit un formulaire composé de critères précis. Après réception de ce formulaire, l'équipe vérifie qu'il fournit bien un produit ou un service spécifique à l'industrie cinématographique ou télévisuel, que le site internet correspond aux dires du formulaire et enfin ils étudient la politique environnementale de l'entreprise pour être sûrs que leurs actions sont responsables.

Ils réussissent également à mettre en avant les sociétés qui fournissent des efforts particuliers en ajoutant deux étiquettes : "100% énergies renouvelables", indiquant que leur fournisseur d'énergie est un fournisseur d'énergie renouvelable, et "Neutre en carbone", indiquant qu'elles compensent leurs émissions carbonées.<sup>37</sup>

Environ une vingtaine de fournisseurs sont ajoutés chaque mois.

Aujourd'hui, ce consortium s'est imposé comme l'un des principaux acteurs des débats de la durabilité de l'audiovisuel à l'échelle internationale.

### *We are AdGreen*

En 2020, les dépenses pour les productions des publicités britanniques sont estimées à 450 millions de livres sterling. Personne ne sait ce que cela représente en carbone. Jo Fenn crée alors AdGreen<sup>38</sup> dont l'objectif est d'unifier l'industrie de la publicité pour qu'elle réduise son empreinte carbone. La structure s'inspire du modèle d'Albert. Elle agrège des sociétés comme Havas, Accenture, Publicis Groupe, etc.

AdGreen propose de mettre à disposition gratuitement des ressources, des formations et des outils (propre calculateur carbone) pour permettre aux publicitaires de mesurer puis réduire leur empreinte. Ad Green soutient aussi le secteur par la sensibilisation, les communications, les événements, les rapports scientifiques. Cette union se concentre sur la "big picture" et ne donne donc pas de conseils aux productions individuellement.

Pour permettre aux acteurs de la publicité de bénéficier gratuitement de ces ressources et outils, une taxe volontaire sur les dépenses de production payée par les annonceurs pionniers a été mise en place.

---

<sup>37</sup> [Interview Nausică de Jung Min Kim - Article Royaume-Uni](#)

<sup>38</sup> [We are AdGreen](#)

### **c) Allemagne : Green Production Initiative et Green Shooting Group**

En janvier 2022 a été lancée “l’initiative de production verte” réunissant des diffuseurs publics (ARD, ZDF, WDR, etc.), des entreprises privées comme RTL et Sky Deutschland, ainsi que d’autres représentants de l’industrie audiovisuelle allemande.

Au sein de cette alliance, un groupe de travail, Green Shooting, mené par Carl Bergengruen, et composé d’experts, a examiné 100 productions allemandes. Ils en ont tiré les 21 critères d’éco-production. Suite à l’engagement du gouvernement, ces critères ont été adoptés par toute l’industrie.

### **d) Danemark : BFTP (Baeredygtig Film & TV Produktion)**

Au Danemark, dix acteurs majeurs du secteur, entre autres le Danish Film Institute, Vision Danemark, de grands diffuseurs danois (Danish Radio et TV2) ou des associations de producteurs, ont allié leurs forces en soutenant la création du BFTP (Baeredygtig Film & TV Produktion)<sup>39</sup> qui promeut l’éco-production au sein de l’industrie audiovisuelle danoise.

Le BFTP, dirigé par Caroline Gjerulff<sup>40</sup>, met à disposition de toute production une traduction danoise du manuel Green Film, développé par le fonds et la commission du Trentin. Ce guide donne toutes les informations et la marche à suivre pour obtenir la labellisation Green Film à travers six critères : énergie, transports, alimentation, matériaux, déchets et communication.

Aujourd’hui, TV2 et Danish Radio, les deux plus gros diffuseurs danois, demandent à leurs productions d’utiliser ce manuel et de réaliser un plan d’action.

Comme dit plus haut, de nombreux outils existent déjà à l’échelle européenne. Il n’est donc pas nécessaire d’en créer de nouveaux de toute pièce pour gagner du temps et en clarté. Le BFTP a bien compris cette problématique en décidant d’adapter un outil italien déjà existant pour faire évoluer l’industrie danoise.

Le BFTP met également en place des formations et un site internet qui propose des conseils pour tous les chefs de poste et de nombreux articles.

## **2. Les actions et moyens déployés par les grands consortiums**

Nous avons remarqué une certaine corrélation entre le degré d’avancement des pays dans la transition du secteur et la présence de ce type de consortium sur le territoire national. En effet, ces organisations semblent avoir initié ou accéléré la dynamique d’éco-production en France, au Royaume-Uni, en Allemagne ou encore au Danemark. Nous avons relevé certains de leurs impacts.

### **a) L’impact sur la réglementation**

<sup>39</sup> [BFTP \(Baeredygtig Film & TV Produktion\)](#)

<sup>40</sup> [Interview Nausică de Caroline Gjerulff - Article Danemark](#)

L'implication de ces acteurs privés peut faire avancer la réglementation car les organes publics s'appuient sur leurs recherches et les outils développés pour s'accorder sur des normes écologiques uniformes à l'échelle nationale.

En Allemagne, en 2022, plusieurs organismes de financement publics basés à Hesse, Baden-Württemberg et Hambourg ont rendu obligatoire le respect d'au moins 18 des critères définis par le groupe Green Shooting pour les productions souhaitant obtenir leurs aides. En 2023, cela va encore plus loin. Le gouvernement, grâce à l'impulsion de la Ministre de la Culture et des Médias, membre du parti écologiste, Claudia Roth, a décidé de suivre cette dynamique et a imposé cette nouvelle réglementation à l'échelle nationale. Depuis le 1er juillet 2023, toutes les productions qui souhaitent recevoir des fonds publics, nationaux ou fédéraux, doivent respecter 16 des 21 critères minimums.

En France, les travaux d'Ecoprod réalisés depuis 2009 ont un fort impact sur la transition de l'industrie. Ils ont notamment orienté le *Plan Action !* du CNC. D'ailleurs, le Carbon'Clap fait partie des deux calculateurs carbone homologués par le CNC.

#### **b) L'impact sur la connaissance et la communication**

Ces groupements ont des répercussions évidentes sur la compréhension de l'impact de l'industrie et l'identification des leviers d'actions par les acteurs du secteur à travers la publication d'études, l'écriture et le répertoire d'articles ainsi que la formation.

Les études approfondies réalisées par ces consortiums permettent d'appréhender avec finesse la complexité de la transition et orientent les professionnels et organismes de réglementation dans leurs prises de décision.

Depuis 2009, Ecoprod a déjà participé à la réalisation de plusieurs études en partenariat avec des laboratoires de recherche et d'autres organisations comme *Environnement & Climat, De nouveaux enjeux pour les acteurs de l'audiovisuel*<sup>41</sup>, qui démontre la nécessité économique, réglementaire et climatique de s'adapter aux enjeux environnementaux ou *Circul'art : L'éco-responsabilité des équipes de décoration de cinéma et d'audiovisuel*<sup>42</sup>, qui soulignent les manières de rendre plus éco-responsable le département décoration. En 2023, Ecoprod lance une étude multidisciplinaire d'envergure avec plusieurs universités sur l'impact de l'éco-production, dans ses dimensions organisationnelle, sociologique, financière, mais aussi environnementale.<sup>43</sup>

Ils participent aussi à l'augmentation du niveau de connaissances des professionnels du secteur en proposant des formations, certifiantes ou non.

Le BFTP a mis en place des formations, auxquelles ont déjà assisté près de quatre-vingt directeurs de production, acteurs clés de la transition.

---

<sup>41</sup> [Environnement & Climat, De nouveaux enjeux pour les acteurs de l'audiovisuel - Étude Ecoprod](#)

<sup>42</sup> [Les pratiques en décoration - Etude de Samuel Zarka, à l'initiative du collectif Ecodéco Ciné et Film Paris Region](#)

<sup>43</sup> [Étude d'impact de l'écoproduction - Etude Ecoprod, IRCVA, LIED, Master of Science Stratégie et Design pour l'anthropocène](#)

Depuis 2022, Ecoprod s'est associée à la CST, à l'INA et à La Fabrique des Formats pour offrir un cycle de formations courtes et un cycle de formations longues certifiantes ; *Écoresponsabilité en décoration, Écoresponsabilité en régie et gestion de production* et un parcours axé sur la production et la distribution, qui ont permis de former des professionnels mais également des étudiants.

Ces consortiums effectuent également un travail de veille, à l'échelle nationale et internationale, permettant d'informer et de sensibiliser les professionnels mais aussi le grand public. En effet, ils publient des articles et centralisent les ressources sur le sujet. Les sites du BFTP, qui recense pour le moment une vingtaine d'articles, ou encore d'Albert, qui publie de nouveaux articles tous les mois, sont de bons exemples de ce partage de connaissances. Par cette action, ils poussent le secteur à s'unir sur une vision commune d'un environnement de production plus durable.

Enfin, ces groupements créent des espaces d'échanges nécessaires à la circulation de l'information et aux partages d'expériences. Ecoprod, depuis deux ans, organise, par exemple, les Assises de l'éco-production, grande rencontre d'une journée qui mobilise plus de trois cents professionnels autour de conférences, débats, ateliers et retours d'expériences.

Ils peuvent également être à l'origine d'actions de communication susceptibles de mobiliser le secteur, en témoigne le Prix Ecoprod à Cannes.

### **c) L'impact sur le passage à l'action**

Cette meilleure compréhension de l'impact du secteur et la création d'outils adaptés favorise le passage à l'action des professionnels sur le terrain.

Le calculateur carbone dédié aux productions audiovisuelles, le Carbon'Clap<sup>44</sup>, créé en 2012, a été modernisé en 2022 et en 2023, notamment grâce à des séances de co-design participatives et des tests terrain. Son utilisation permet aux productions de mettre en place des stratégies vertes pour éviter les émissions ou, tout du moins, les réduire.

Le Guide de l'éco-production<sup>45</sup>, lancé en 2012 à Cannes, réunit de nombreuses bonnes pratiques à appliquer en amont, pendant et en aval du tournage.

Les Fiches pratiques<sup>46</sup>, publiées en 2015, donnent des astuces concrètes pour chaque corps de métiers du secteur.

Enfin, le Label Ecoprod<sup>47</sup>, lancé en 2023 avec le soutien de l'ADEME, propose aux productions de suivre une liste de critères pondérés qui permet d'établir un score d'éco-production et, selon le score obtenu, d'obtenir le label après un audit indépendant par Afnor Certification.

---

<sup>44</sup> [Carbon'Clap - Ecoprod](#)

<sup>45</sup> [Guide de l'écoproduction - Ecoprod](#)

<sup>46</sup> [Fiches pratiques - Ecoprod](#)

<sup>47</sup> [Label Ecoprod - Ecoprod](#)

En Angleterre, Albert propose également un calculateur carbone adapté à la profession pour mesurer l'empreinte carbone de la pré-production à la post-production. Les productions peuvent, par la suite, suivre un processus de certification au cours duquel elles doivent mettre en place des techniques de production durables pour réduire leurs émissions et compenser les émissions résiduelles.

### ***Consortiums en Europe***

<b>ECOPROD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calculateur carbone : Carbon'Clap</li> <li>- Label Ecoprod</li> <li>- Guide de l'Éco-production, de l'Animation éco-responsable, des tournages en milieux naturels</li> <li>- Fiches pratiques par département</li> <li>- Formations</li> <li>- Etudes</li> </ul>
<b>ALBERT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Calculateur carbone : Albert</li> <li>- Certification Albert</li> <li>- Guide, Telling Climate Stories</li> <li>- Liste de fournisseurs éco-responsables</li> <li>- Formations</li> </ul>
<b>GREEN PRODUCTION INITIATIVE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste de 21 critères d'éco-production</li> <li>- Certification Green Motion</li> </ul>
<b>BFTP</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Traduction en danois du manuel du Green Film</li> <li>- Formations</li> <li>- Articles</li> <li>- Conseils par département</li> </ul>

## **Bilan I - Recommandations principales**

### **1. Pour les organismes publics nationaux de soutien à la filière audiovisuelle**

- Mettre en place une éco-conditionnalité des aides à la production, dont les critères dépassent la fourniture d'un ou plusieurs bilans carbone. Demander la mise en place d'actions concrètes sur le tournage. Il s'agit également d'être plus exigeant avec les grandes productions à fort impact prévisionnel.
- Lancer un plan national de formations initiales et professionnelles à l'éco-production.
- Soutenir financièrement les fournisseurs et prestataires dans le développement de solutions bas-carbone pour l'industrie.

### **2. Pour les organismes publics régionaux de soutien à la filière audiovisuelle**

- Favoriser la mise en relation des productions et acteurs régionaux éco-responsables.
- Soutenir les projets et fournisseurs locaux éco-responsables à travers un référencement spécifique des acteurs engagés de la région ou encore à travers du soutien financier.
- Créer des postes ou des missions dédiés à l'éco-production au sein des organismes régionaux.
- Favoriser la collaboration entre les organismes régionaux pour développer des solutions harmonisées à l'échelle nationale.

### **3. Pour les consortiums**

- Favoriser la collaboration entre les acteurs privés et les acteurs publics du secteur pour accélérer la transition.
- Inciter le passage à l'action des acteurs privés et acteurs publics en créant des outils et des formations d'éco-production et en participant à la recherche et à la réglementation du secteur.
- Financer la recherche, les outils et les formations.
- Sensibiliser à grande échelle.

L'action concertée à l'échelle de l'industrie est nécessaire pour la transformer en profondeur. Il faut que les acteurs publics réglementent à l'échelle nationale et régionale, financent des plans pour la formation et accompagnent les professionnels dans leur transformation pour accélérer la transition. Les acteurs privés peuvent, grâce à leur collaboration, influencer et soutenir au maximum ces réglementations et participer au financement de cette transition.

Cependant, la simple participation des acteurs privés à ces consortiums n'est pas suffisante. Les producteurs, diffuseurs et autres partenaires financiers doivent mettre en place des actions concrètes et ambitieuses à l'échelle de leur entreprise et de leurs projets.



## II. Quelles actions mettre en place au cours du processus de production ?

Selon Laurent Tesseyre, chef décorateur : *“La démarche environnementale se fait à tous les niveaux”*. Il est nécessaire, au vu de l’urgence climatique, que toutes les parties prenantes - diffuseurs, producteurs, techniciens, fournisseurs - d’un contenu audiovisuel témoignent d’un engagement réel et mettent en place des actions concrètes pour réduire l’impact environnemental des productions, que ce soit en amont du projet, pendant ou en aval.

### **A. L’engagement nécessaire des partenaires financiers privés des productions**

Pour réunir le budget nécessaire à leurs productions, les producteurs font appel à divers intervenants privés, qui apportent une part du financement. Parmi ces partenaires, on compte les diffuseurs (chaînes de télévision et plateformes de streaming), les distributeurs, les SOFICA ou encore les banques. En 2022, les diffuseurs ont, par exemple, contribué à hauteur de 29,7 % des devis des films d’initiatives françaises (271,5 millions d’euros).<sup>48</sup> En 2021, les SOFICA ont participé au financement de la moitié des films français ayant dépassé le cap du million d’entrées en salles : Eiffel, Aline et Boîte noire.<sup>49</sup>

En tant qu’acteurs incontournables de ce financement, leur capacité d’impact et leur responsabilité est grande quant à la transition du secteur. Pour continuer à bénéficier de leur aide financière, les producteurs n’ont d’autres choix que de respecter les contraintes que ces partenaires financiers leur imposent. De plus, ces acteurs ont une puissance financière qui leur permet de soutenir des projets et innovations durables.

#### **1. L’engagement nécessaire des diffuseurs**

De nombreux diffuseurs européens (traditionnels et plateformes de streaming), en s’engageant dans les consortiums analysés plus haut, souhaitent « mieux faire », contribuer à faire bouger les lignes de l’industrie. Mais cela n’est pas suffisant s’ils n’accompagnent pas cet engagement d’obligations fortes et d’investissements, notamment dans les pays ne présentant pas de réglementation à l’échelle nationale.

---

<sup>48</sup> [Bilan de la production cinématographique 2022 - CNC](#)

<sup>49</sup> [Rapport d’information sur le financement public du cinéma 2023 - Sénat](#)

### a) **La mise en place de directives ambitieuses sur l'éco-production**

Ces dernières années, l'Union Européenne est devenue un acteur majeur des normes et réglementations liées à la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises).

Dans ce cadre, les grands diffuseurs ont, pour la plupart, mis en place des politiques RSE à l'échelle de leur entreprise, cherchant à témoigner leur contribution aux enjeux du développement durable.

Cependant, ces politiques semblent se concentrer principalement sur les sites - évolution des infrastructures, mobilité des collaborateurs, gestion des déchets, économie d'énergie, sobriété numérique, etc. - et assez peu sur les productions de contenus.

Depuis peu, la plupart des diffuseurs incluent dans leurs contrats de préachat des clauses d'éco-responsabilité, premier pas timide vers l'éco-production de contenus.

Mais certains diffuseurs vont plus loin en adoptant des directives fortes, à destination des productions en interne mais également des contenus produits avec des partenaires producteurs, permettant de rendre le processus de production cinématographique et audiovisuel plus durable.

#### Obliger l'utilisation d'outils d'éco-production : charte, calculateur, certification

##### *Charte*

Le premier pas pour une société n'ayant pas encore entamé de démarches fortes peut être la mise en place d'une charte à destination des partenaires de production pour les inciter à suivre une démarche éco-responsable.

Canal+<sup>50</sup> a créé une telle charte, diffusée via tous les contrats de préachat et de co-production, qui invite les sociétés de production avec lesquelles le groupe travaille à suivre des recommandations en termes d'équipements techniques, de déchets, de transport, etc.

Newen Studios<sup>51</sup>, filiale du Groupe TF1, a également mis en place, via son Comité Green, une charte d'éco-production, prenant la forme d'un guide, qui a vocation à accompagner les producteurs du groupe, du lancement du projet à la fin du tournage.

Ces chartes ont un fort impact sur la sensibilisation des collaborateurs et partenaires. Cependant, elles ne sont pas contraignantes et ont donc un impact concret limité.

##### *Calculateur carbone*

En plus de la mise en place d'une charte, un diffuseur peut inciter ou obliger les partenaires producteurs à utiliser des outils de calcul carbone pour chiffrer ces impacts principaux.

<sup>50</sup> [Charte d'éco-responsabilité de Canal + - Canal+ Groupe](#)

<sup>51</sup> [Charte d'éco-responsabilité de Newen - Newen Studios](#)

Au Danemark, TV2, un des plus gros diffuseurs, a choisi de tester l'outil Green Producers Tool, sur six de ses productions, trois émissions et trois films. Il a, par exemple, été utilisé sur la version danoise de *Danse avec les stars*. Ege Heckmann, sustainability manager, a établi que les émissions ont été réduites de 41% par rapport à l'édition de l'année précédente. Selon Irene Albertsen, directrice de production pour Nordisk Film, une société de production danoise associée à TV2 sur le projet *Graverne*, l'outil a une forte portée pédagogique en motivant les équipes qui constatent les résultats concrets de leurs actions.<sup>52</sup>

### *Certification/ Label*

Un engagement encore plus fort est d'obliger les productions soutenues à se faire certifier ou labelliser.

Afin d'agir sur ses productions les plus polluantes, le diffuseur peut décider de se fixer un seuil au-delà duquel les productions doivent être labellisées. Ce seuil peut être un "seuil carbone", par exemple toutes les productions qui émettent en prévisionnel plus de 300 tonnes de CO<sub>2</sub>eq doivent se faire labelliser, ou bien un "seuil économique", par exemple, toutes les productions dont le budget est supérieur à cinq millions d'euros doivent se faire labelliser. L'autre possibilité pour le diffuseur est de se fixer un quota de productions à labelliser, par exemple 10% de ses productions par an doivent être labellisées. La limite d'un objectif par quotas est de ne pas obliger les grandes productions, plus polluantes, à se faire labelliser.

Depuis plusieurs années, la BBC, ITV, Channel 4, UKTV, Sky et Netflix ont rendu obligatoire la certification Albert sur leurs productions, déléguées et exécutives.

Par exemple, avec le projet *Sky 0*<sup>53</sup> Sky Group, conglomérat britannique de médias et de télécommunications, a pour objectif de réduire de 50% les émissions carbone et d'arriver au net zéro en 2030. Dans ce contexte, Sky Group impose, entre autres, à ses filiales l'utilisation du protocole anglais Albert. La série Sky Original *Romulus*, de Matteo Rovere, première production italienne considérée comme "neutre en carbone", est un bon exemple de cet engagement.

En France, les émissions *Top Chef* du Groupe M6 ou encore *Un Si Grand Soleil* de France Télévisions font partie des premières émissions labellisées.

Mais les diffuseurs français souhaitent éco-produire plus largement. Au cours de la deuxième saison des Assises de l'éco-production, événement organisé par Ecoprod, les représentants des directions des Groupes TF1, Canal+, M6 et Mediawan ont publiquement annoncé vouloir systématiser les mesures d'impact carbone et la labellisation Ecoprod.

Gérald-Brice Viret, Directeur Général en charge des Antennes et des Programmes de Canal+ a annoncé que "*Toutes nos créations originales qui seront à l'antenne dans 24 mois doivent être éco-produites. On va tourner pour avoir le Label sur 100% de nos productions.*"<sup>54</sup>

### *Soutenir les solutions innovantes*

<sup>52</sup> [Interview Nausicä de Ege Heckmann et Irene Albertsen, article Danemark](#)

<sup>53</sup> [Projet Sky 0 - Sky 0](#)

<sup>54</sup> [Replay "Adapter le secteur audiovisuel : les grands groupes en action" - Ecoprod](#)

Dans certains cas, ces groupes possèdent également une puissance financière suffisante pour investir dans des solutions innovantes et plus durables.

Netflix a soutenu la société EODev en demandant à la société de location, TSF, de tester la solution GEH2 mobile, générateur électro-hydrogène remplaçant un groupe thermique, sur plusieurs tournages, comme celui de Lupin. Le Responsable des Ventes chez EODev a insisté sur le fait que ce soutien de la part de Netflix auprès de TSF *“a permis de mettre au point une solution mobile tout à fait pertinente pour le cinéma”*.<sup>55</sup>

Sky Group soutient les solutions batteries adaptées aux tournages de la société Green Voltage.

### Engager ses studios

Pour répondre à l'urgence écologique, les diffuseurs ont également un pouvoir d'action en construisant des studios ou en rénovant leurs studios de production dans une démarche environnementale.

En France, France Télévision Studios, filiale de France Télévisions, a décidé d'engager ses studios de Vendargues, en partie dédiés à la production de la série quotidienne *Un si grand soleil*, dans la transition écologique du secteur, en mettant en place une démarche de management environnemental.<sup>56</sup>

Différentes actions sont à l'oeuvre : stockage et réutilisation de certains décors, qui sont montés avec le moins de colle possible pour faciliter le désassemblage, production d'engrais à partir des biodéchets de la cantine grâce à un dessiccateur et valorisation des déchets en bois de la menuiserie des studios grâce à l'entreprise Papier Soleil, etc.<sup>57</sup>

Les studios de Sky à Elstree au Nord de Londres ont été conçus dès le départ avec des matériaux et technologies durables, ce qui en fait un des studios les plus ambitieux en termes d'éco-responsabilité.<sup>58</sup>

Les diffuseurs doivent amener les productions à réinvestir ces studios qui sont des sites de production en circuit-court où la mutualisation des ressources est facilitée.

---

<sup>55</sup> [Netflix teste l'hydrogène pour des tournages zéro émissions - EODev](#)

<sup>56</sup> [Nos engagements environnementaux - France Télévisions](#)

<sup>57</sup> [Interview Nausicä de Laure Gerardin - Article Occitanie](#)

<sup>58</sup> [Sustainability - Sky Studio Elstree](#)

## **b) L'enjeu d'adaptation de ces directives à l'échelle nationale et locale**

Les diffuseurs sont souvent des entreprises tentaculaires qui ont des branches et filiales dans différents pays. Par exemple, Sky Group possède des filiales en Italie, Sky Italia, ou encore en Allemagne, Sky Deutschland. L'enjeu pour ces groupes est de réussir à mener une politique environnementale globale, tout en s'adaptant au contexte local et régional.

### Nommer des interlocuteurs privilégiés au sein des sociétés de diffusion

Pour porter ces directives, des interlocuteurs privilégiés doivent émerger en interne et faire le lien entre la direction des sociétés de diffusion et les productions au niveau local. Cette fonction peut être remplie par une personne, un groupe de réflexion ou un pôle d'éco-production.

### Pour faciliter l'adaptation des directives aux contextes locaux et régionaux

Ces interlocuteurs permettront, entre autres, de faire face à certaines difficultés quant à l'application de ces directives. En effet, tous les pays et régions n'en sont pas au même niveau de transition et certaines évolutions s'avèrent plus ou moins réalisables sur le court terme.

Gabriele Raciti, producteur et coordinateur du développement durable chez Sky Italia, parle des difficultés rencontrées par la filiale italienne pour atteindre les objectifs de Sky Group. Bien que le contexte italien s'améliore depuis quelques années, ce n'est pas suffisant pour atteindre l'objectif du groupe. Il y a un manque d'argent sur certaines productions, souvent moins importantes, comme les petites séries, qui ne peuvent, par exemple, pas rémunérer un éco-consultant qualifié sur le set, un manque de fournisseurs engagés capables de proposer des produits et services "verts", un manque d'infrastructures pour l'accès à l'électricité, aux transports en commun, etc. Gabriele Raciti tente alors de pousser la mise en place de la politique environnementale de Sky Group tout en respectant les différences entre les territoires, en prenant en compte le budget des projets ainsi qu'en respectant la créativité.<sup>59</sup>

## **2. L'engagement nécessaire des SOFICA et des établissements financiers**

Les SOFICA sont des sociétés de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel. Elles sont conçues pour lever des fonds privés grâce à un incitatif fiscal afin de financer la production de films et d'œuvres audiovisuelles.

Certains établissements financiers, comme COFILOISIRS ou COFINE, ou certaines banques comme Neufilize OBC ou la Banque Palatine, contribuent également au financement de la production cinématographique et audiovisuelle en France via leurs crédits et escomptes.

---

<sup>59</sup> [Interview Nausică de Gabriele Raciti - Article Italie](#)

Deux idées ressortent de l'étude menée en 2020 dans le cadre du Green Screen Project sur les bilans carbone.<sup>60</sup>

Ces partenaires financiers ont, comme les acteurs publics et les diffuseurs, la capacité de conditionner leurs aides au respect de critères environnementaux. Par exemple, elles peuvent intégrer des critères d'éco-responsabilité dans les formulaires de demande de financement des SOFICA.

Plus ambitieux encore, l'idée d'une nouvelle SOFICA "durable" qui pourrait attirer des investisseurs désireux de participer à un fonds vert. Dans cet esprit a été agréée en 2023 IMPACT SOFICA, première Sofica à impact social, qui pourrait trouver son pendant sur l'impact environnemental.

On peut également penser à un taux préférentiel, proposé par les établissements financiers mentionnés ci-dessus, pour les prêts accordés à des projets éco-produits.

## **B. L'engagement nécessaire de la production**

### **1. Un rôle de chef d'orchestre**

Le producteur délégué a notamment pour mission d'aller chercher tous les capitaux nécessaires pour produire le film. Il va solliciter le CNC, les régions, les distributeurs, les diffuseurs, les SOFICA, etc. Il est responsable de l'aboutissement du film auprès des entités ayant investi de l'argent et assume la responsabilité juridique et financière, en tant que garant de la bonne fin du projet. En tant que garant financier, il oriente les dépenses, main dans la main avec le directeur de production, gestionnaire du budget.

Le producteur délégué est souvent à l'initiative d'un projet et le directeur de production est le premier technicien engagé par la production. Ces deux acteurs sont donc parmi les premiers sur le projet et peuvent prendre en compte l'éco-production dès le développement et la pré-production.

Ils sont des maillons indispensables pour impulser des choix d'éco-production : organiser le processus de production pour favoriser la mise en place de démarches responsables, choisir des techniciens engagés, se faire accompagner par des professionnels formés.

Ainsi, une responsabilité particulière leur incombe quant à la transition de l'industrie. Romain Rousseau et Maxime Delauney, producteurs chez Nolita cinéma, ont intégré ce devoir en prenant *"tout au long de la vie de (leurs) films, soin de la planète en initiant un maximum de démarches éco-responsables et en participant activement à la transition environnementale du secteur. Tout en procurant, évidemment, des émotions aussi fortes et des réactions aussi intenses"*.

Pascal Guerrin, directeur général de Bonne Pioche, parle même d'un triptyque producteur - directeur de production - réalisateur. Ce dernier est souvent le mieux placé pour

---

<sup>60</sup> [Consultation for understanding carbon assessment - Etude Green Screen Project](#)

montrer l'exemple et engager une forte dynamique au sein de l'équipe artistique et technique.<sup>61</sup>

C'est ce qui s'est passé, par exemple, sur le tournage, dans la Drôme, d'*Homme au bord de la crise de nerfs*, d'Audrey Dana, qui a su, par sa vision et son influence, impulser la démarche d'éco-production sur le tournage.

## **2. La mise en place d'une démarche d'éco-production ambitieuse**

### **a) Réorganiser le processus de production**

Le producteur et le directeur de production doivent prendre en considération le facteur temps et l'aspect organisationnel s'ils veulent permettre aux techniciens et aux acteurs de participer entièrement à la démarche d'éco-production.

#### **Allonger le temps de préparation de tournage**

Aujourd'hui, l'un des enjeux majeurs est de redonner plus de temps aux techniciens à la préparation d'un projet.

En effet, ce temps de préparation est primordial dans la mise en place d'une démarche d'éco-production car elle est chronophage : les techniciens doivent avoir le temps de changer leurs habitudes de travail, doivent trouver de nouveaux prestataires et fournisseurs, doivent identifier de nouveaux lieux qui correspondent à cette démarche.

Par exemple, Gaël Chevalier, repéreur, insiste sur le fait que chercher des logements au plus près d'une zone de tournage ne peut pas être fait au dernier moment, au risque de ne pas trouver, de devoir s'éloigner et donc d'utiliser la voiture<sup>62</sup>. Monika Gebauer, costumière berlinoise, souligne que les costumes de seconde main nécessitent beaucoup plus de recherches que les costumes neufs.<sup>63</sup> Cette observation est vraie pour tous les corps de métier.

Depuis quelques années, nous observons une dynamique inverse. Les temps de préparation ne cessent de se raccourcir, l'industrie travaille de plus en plus à flux tendu et les techniciens sont compressés du fait de leur embauche tardive sur les projets. Or, ce manque de temps complique, voire rend impossible, la prise en compte de la question environnementale.

Le problème qui se pose ici est le coût de cet allongement du temps de préparation car cela suppose d'augmenter la durée pour laquelle sont embauchés les techniciens et donc augmenter leurs nombres d'heures de travail. Les producteurs doivent prendre en compte ce surcoût pour permettre aux techniciens de déployer des démarches concrètes, à leur échelle.

#### **Allonger le temps de travail en fin de tournage**

<sup>61</sup> [Interview Nausică de Pascal Guerrin - Article Grand Est](#)

<sup>62</sup> [Interview Nausică de Gaël Chevallier - Article Auvergne-Rhône-Alpes](#)

<sup>63</sup> [Interview Nausică de Monika Gebauer - Article Allemagne](#)

Il en va de même à la fin des tournages, pour certains corps de métier, car les démarches d'économie circulaire et de recyclage sont également chronophages.

Par exemple, Igor Gabriel, chef décorateur des frères Dardennes, a identifié que la récupération du matériel dans un objectif de réemploi est une tâche qui prend du temps. Une solution peut être d'intégrer un jour de recyclage aux jours prévus pour le démontage pour rendre possible la démarche et l'officialiser.<sup>64</sup>

### Automatiser davantage le processus de production

Nous observons également que le processus de production audiovisuelle est encore très peu automatisé. De ce manque d'automatisation découle un manque d'organisation et donc un manque de temps pour la prise en compte de la question écologique.

Odile Levasseur, fondatrice de Cineklee<sup>65</sup>, a mis en place des logiciels pour permettre aux chefs de poste d'être plus réactifs et productifs et donc de libérer du temps pour la question environnementale : éditions de devis automatiques, aide pour classer son réseau dans un carnet d'adresse, interface adaptée aux besoins des techniciens, catalogue personnels, etc.

Elle a également engagé un sociologue, Emmanuel Cardona Gil, pour mener une étude de six mois, financée par le CNC. L'étude porte sur les modèles d'organisation et de prise de décision du cinéma, ainsi que ses dysfonctionnements, pour déclencher une réorganisation nécessaire, comme l'allongement des temps de préparation.

L'entreprise belge TheGreenShot<sup>66</sup> a, quant à elle, développé une application de gestion du processus de production qui permet aux productions de suivre leur budget et leur empreinte carbone en temps réel, et de faciliter la récolte de données nécessaire à l'obtention de "certifications vertes". L'application peut être utilisée par toute l'équipe pour faire remonter les infos des techniciens et techniciennes aux membres de la production en passant par les cheffes et chefs de poste.

L'avantage pour la production est d'obtenir les données les plus précises qui proviennent directement du plateau, de digitaliser l'ensemble du flux administratif et d'avoir une seule solution pour le suivi budgétaire et le suivi carbone. L'avantage pour les techniciens est de connaître en temps réel leur salaire, l'état de leurs dépenses et de recevoir de manière dématérialisée un ensemble de documents (contrats de travail, feuilles de service, plan de travail, etc.)

TheGreenShot a déjà interfacé dans son application différents calculateurs carbone et certifications pour répondre aux besoins des producteurs : Albert, Green Film, Doconomy, Ecoprod, etc. L'objectif de l'entreprise est d'en intégrer d'autres. Pour cela, ils effectuent un travail de veille sur toutes les solutions qui existent.

À un moment où les calculateurs carbone, les certifications et autres labels fleurissent de toute part, la position de TheGreenShot est de regrouper une partie des outils existants en une seule application, facile d'utilisation au lieu de développer un énième outil.

<sup>64</sup> [Interview Nausică de Igor Gabriel - Article Belgique](#)

<sup>65</sup> [Cineklee](#)

<sup>66</sup> [TheGreenShot](#)



## **b) Choisir des techniciens engagés**

Les producteurs et directeurs de production sont également aux manettes quand il s'agit de recruter les professionnels qui travaillent sur le tournage. S'ils veulent mettre en place une démarche ambitieuse, ils doivent faire en sorte de réunir autour du projet des parties prenantes concernées qui accepteront et participeront à la démarche.

Antoine Brochu, ingénieur du son en région Occitanie, a créé un système pour alimenter en énergie solaire son matériel son grâce à une batterie reliée à des panneaux solaires. Lorsqu'il est embauché sur un tournage, il se déplace avec son matériel.<sup>67</sup>

Des solutions concrètes ont pu être mises en place sur le tournage du long-métrage *Rodéo*, réalisé par Delphine Deloget et produit par Curiosa Films, en grande partie grâce à l'engagement fort de la réalisatrice Mado Le Fur et au soutien du directeur de production. Voici quelques exemples d'actions ambitieuses : 90% de la décoration a été recyclée, 415 kg de compost ont été broyés et utilisés à la ferme urbaine Le Ferme à Raymonde et dans les jardins de Brest, etc.<sup>68</sup>

Des initiatives similaires ont été développées sur *Les Algues Vertes, l'histoire interdite* réalisé par Pierre Jolivet, notamment grâce à l'engagement du régisseur général, Benjamin Clauzier.<sup>69</sup>

On voit donc que l'engagement des techniciens permet de créer une dynamique positive sur le tournage. Cet engagement doit devenir un facteur de sélection ou au moins être valorisé au recrutement et sur le plateau.

## **c) Se faire accompagner à court et moyen terme**

À travers l'Europe, des sociétés ont développé des services de conseil en éco-production et des professionnels se sont spécialisés sur la question de l'éco-production, afin d'accompagner les productions en amont et pendant la production.

De nouveaux métiers sont apparus dont le statut n'est pas encore clarifié car absent de la convention collective. Nous retiendrons ici les définitions suivantes : l'éco-manager, qui appartient souvent à une société de conseil en éco-production, intervient en amont du projet pour mettre en place une stratégie verte, main dans la main avec le producteur et le directeur de production. Il agit avec toutes les parties prenantes et travaille à la sensibilisation des équipes.

L'éco-référent est sur le tournage, souvent quotidiennement, pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de cette stratégie. Il est engagé comme technicien.

### **Par une société de conseil spécialisée en éco-production**

<sup>67</sup> [Interview Nausică de Antoine Brochu - Article Occitanie](#)

<sup>68</sup> [Interview Nausică de Mado Le Fur - Article Bretagne](#)

<sup>69</sup> [Interview Nausică de Benjamin Clauzier - Article Bretagne](#)

Depuis l'intérêt grandissant pour la thématique environnementale et le début des réglementations, des sociétés de conseil en éco-production sont apparues un peu partout en Europe. Leur rôle : accompagner les sociétés de production à rendre leurs productions cinématographiques et audiovisuelles plus responsables.

Ces sociétés aident les productions faisant appel à elles à mettre en place une stratégie éco-responsable, souvent organisée autour des 17 Objectifs de Développement Durable établis par l'ONU, sur un projet, plusieurs projets ou la totalité des projets d'une entreprise.

Dans ce cadre, elles fournissent plusieurs services : création d'outils, calcul d'impact, sourcing de prestataires engagés, coaching des équipes, formations, etc.

#### *Création d'outils et calcul d'impact*

Pour accompagner les sociétés de production, ces sociétés créent des outils spécifiques ou utilisent des outils existants.

Par exemple, Secoya<sup>70</sup>, en France, a créé deux outils complémentaires : le Secoset et le Seco2. Le Seco2 est un calculateur carbone qui permet de réaliser un bilan carbone prévisionnel et effectif, avec des données financières et physiques. Il a été homologué par le CNC. Le SecoSet est un outil basé sur dix thématiques, assez large pour correspondre à tout type de projets. Il permet de structurer la démarche d'éco-responsabilité d'un projet et de se faire labelliser par la société. Les critères ne sont, pour la plupart, pas contraignants mais servent à sensibiliser.

Elles peuvent également créer des guides de bonnes pratiques ou des chartes adaptés à chaque projet, comme le propose A better Prod.<sup>71</sup>

---

<sup>70</sup> [Secoya Eco-tournage](#)

<sup>71</sup> [A better prod](#)

### *Accompagnement en amont et/ou sur le set*

L'accompagnement peut varier d'une société à l'autre. Beaucoup d'entre elles préconisent l'intervention d'un éco-manager en amont et d'un éco-référent sur le set. C'est le cas, par exemple chez Ecomuvi<sup>72</sup> ou K is for knowledge<sup>73</sup>.

Tandis que d'autres considèrent qu'il n'est pas nécessaire d'envoyer d'éco-référents sur place, comme chez Creast<sup>74</sup>. Selon eux, il est préférable de sensibiliser et former la production et les équipes techniques avant le démarrage de la production. La société envoie simplement un collaborateur Creast qui fait une visite sur le tournage pour regarder si tout est en ordre (tri des déchets, etc.).

### *Recherche et accompagnement des prestataires et fournisseurs*

L'un des enjeux de cette transition est également de trouver de nouveaux prestataires et fournisseurs engagés ou de continuer à travailler avec les anciens s'ils sont dans une démarche de transition.

Lorenzo Vecchi, de Zen 2030<sup>75</sup>, a identifié cet enjeu prioritaire. Il fait le lien entre constructeurs étrangers et fournisseurs italiens pour inciter ces derniers à développer une offre durable pour les productions italiennes. De plus, il identifie des fournisseurs responsables de manière méticuleuse en regardant toute la chaîne d'approvisionnement et tous les scopes d'émission carbone. Par exemple, pour le volet alimentation de leur liste des prestataires verts, l'équipe Zen 2030 a rencontré toutes les fermes biologiques autour de Rome et a sélectionné les meilleurs en regardant le type et la taille de l'exploitation, l'alimentation énergétique, le recyclage, etc. Ils aident aussi les fournisseurs à baisser leurs émissions.<sup>76</sup>

L'enjeu serait évidemment de pouvoir partager ces listes au grand public mais la viabilité de leur business model ne permet pas encore de le faire.

### *Formations et coaching*

Ces sociétés participent également à la sensibilisation et à l'éducation du secteur en proposant des formations sur la durabilité de l'industrie audiovisuelle à destination des professionnels. C'est le cas, par exemple, de Mrs Green Film<sup>77</sup>, société espagnole qui, à travers ses formations, abordent divers sujets : les principaux impacts de la production sur l'environnement, les leviers pour les réduire, les normes actuelles et engagements mondiaux, la mise en place d'une stratégie verte, etc.

Pour embarquer tous les professionnels qui travaillent sur le projet, ces sociétés proposent souvent, de manière complémentaire, de coacher les équipes pour les familiariser à ces pratiques vertueuses, comme A better prod.

---

<sup>72</sup> [EcoMuvi](#)

<sup>73</sup> [K is for knowledge](#)

<sup>74</sup> [Creast](#)

<sup>75</sup> [Zen2030](#)

<sup>76</sup> [Interview Nausică de Lorenzo Vecchi - Article Italie](#)

<sup>77</sup> [Mrs GreenFilm](#)

## Sociétés de conseil en éco-production en Europe

<b>France</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Secoya</li> <li>- A better prod</li> <li>- La Base</li> <li>- OptiCarbo</li> </ul>
<b>Royaume-Uni</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Green Eyes Production</li> <li>- GreenShoot</li> <li>- Neptune Sustainability</li> </ul>
<b>Danemark</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Produced By</li> </ul>
<b>Suède</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Greentime AB</li> </ul>
<b>Italie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ecomuvi</li> <li>- Zen 2030</li> </ul>
<b>Espagne</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- K is for knowledge</li> <li>- Creast</li> <li>- Mrs Green Film</li> </ul>

### Par un chargé d'éco-production en interne

Certaines sociétés de production préfèrent internaliser cette compétence en engageant à plein temps un chargé d'éco-production, qui aura la casquette d'éco-manager mais également celle d'éco-référent.

SF Studios, une société de production danoise, a engagé à plein temps Anne Ahn Lund en tant que responsable du développement durable / éco-manager. Anne est présente sur le plateau pour quasiment tous les tournages de SF Studios. Selon elle, les avantages d'être employée à plein temps sont nombreux : il est plus facile de créer du lien avec la production et les techniciens, ce qui permet de gagner du temps et de l'énergie sur le terrain. Son implication est aussi plus complète puisque son emploi à plein temps lui permet d'intervenir en pré-production de chaque projet, notamment lors des phases d'achat et de location pour inciter aux choix les plus durables. Le directeur de SF Studios, Lars Bjorn Hansen, insiste sur le fait qu'Anne doit faire partie de l'identité de la boîte et qu'elle est toute aussi importante qu'un directeur de production.

L'approche d'Anne Ahn Lund est aussi très pédagogique. Son mot d'ordre est de ne pas utiliser les reproches ou la honte pour convaincre les équipes de changer leurs habitudes mais de communiquer un maximum et de les motiver. Anne intervient lors des briefs de l'équipe pour expliquer les choix qui ont été mis en place sur l'éco-responsabilité.

Elle tente de rendre l'éco-production amusante et participative comme avec ses petits écriteaux qui indiquent le nombre de bouteilles économisées sur un tournage, etc.<sup>78</sup>

En France, la société de production Jabu Jabu<sup>79</sup> a créé un pôle éco-tournage en interne, représenté par Virginie Lauret. Elle met également son expertise au service de productions externes à l'entreprise.

### Par des indépendants

Cette nouvelle expertise peut également être apportée par des chargés d'éco-production indépendants.

Par exemple, Mathieu Thill est éco-manager et éco-référent freelance. Il s'appuie sur le référentiel du label Ecoprod pour construire son plan d'action. Il intervient en amont, où il prend le temps d'appeler, quand il le peut, chaque chef de poste pour leur expliquer sa démarche et réfléchir à une stratégie d'éco-production ensemble, et pendant la production.<sup>80</sup>

### Par d'autres types de structures

D'autres types de structures apparaissent pour soutenir les producteurs dans la mise en place de leurs éco-productions.

Le Green Producers Club, fondé par le norvégien, Mads Astrup Ronning, est un club réunissant des professionnels du secteur. Il a été créé dans l'idée de fonder une communauté au sein des industries du secteur culturel et de faciliter le travail sur la question de la durabilité. Ce club simplifie les échanges d'expériences et de connaissances à travers l'organisation de réunions réunissant tous les membres et s'efforce d'unir le secteur autour d'une même méthode de mesure le LCA, Life Cycle Assessment.

L'organisation propose un outil de calcul d'impact carbone à destination des producteurs qui permet de mesurer et d'aider à réduire les émissions. La méthodologie est la suivante : elle travaille avec CICERO, centre de recherches sur le climat, pour les facteurs d'émission. Aujourd'hui, on compte plus de 900 facteurs dans l'outil qui prend en compte l'entièreté du cycle de vie. De plus, il ne fonctionne qu'en bottom-up : la production ne peut entrer que des données physiques, et non financières. Les techniciens peuvent être invités sur l'outil pour remplir leur données. On pense, par exemple, au chef décorateur qui a beaucoup de données précises et techniques à entrer (types de matériaux, mesures, etc.)

L'avantage de cet outil est qu'il permet de comparer rapidement et intuitivement la différence d'impact d'une solution A et d'une solution B, par exemple, la différence d'impact entre un repas végétarien et un repas de viande rouge.<sup>81</sup>

## **d) Engager sa structure**

<sup>78</sup> [Interview Nausicä de Anne Ahn Lund - Article Danemark](#)

<sup>79</sup> [Jabu Jabu](#)

<sup>80</sup> [Interview Nausicä de Mathieu Thill - Article Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

<sup>81</sup> [Interview Nausicä de Mads Astrup Ronning - Article Danemark](#)

Pour être en cohérence, les dirigeants des sociétés de production ne peuvent pas seulement s'engager sur quelques productions. Ils doivent normaliser la démarche à l'échelle de tous les projets de leur société.

Pour témoigner cette implication, ils peuvent signer des chartes telles que la Green Charter du European Producers Club ou encore devenir signataire du manifeste du Collectif CUT ! (Cinéma Uni pour la Transition).<sup>82</sup>

Pour les plus grosses structures, des outils internes peuvent être développés pour assurer le même niveau d'accès à l'information à toutes les branches, à l'instar de la plateforme mise en place par Fédération Studios qui rassemble les outils et pratiques existantes pour toutes les sociétés de son giron.

### 3. L'enjeu du coût de l'éco-production

#### a) À court terme, un investissement en temps et en argent

Aujourd'hui, la démarche d'éco-production pèse souvent sur le budget car l'accompagnement, qu'il soit internalisé ou externalisé, a un coût. Les solutions durables sont souvent plus onéreuses, à l'instar des solutions d'énergie verte qui représentent un réel surcoût technologique. L'allongement du temps de travail, causé par la mise en place de ces nouvelles solutions, augmente également les salaires et les charges.

Certaines productions engagées et convaincues par la nécessité de faire évoluer le secteur prennent en charge ce surcoût et participent à la réflexion. C'est le cas, par exemple, de la société de production Bonne Pioche, qui s'est faite accompagner par la société de conseil Secoya sur toutes ces dernières productions cinématographiques, ou encore la société Haut et Court.

Mais certaines petites productions n'ont pas forcément les moyens d'ajouter ces dépenses au budget. Le producteur et le directeur de production doivent alors prendre en charge avec leur équipe la démarche d'éco-production. Fabrizio Cecioni, producteur chez Are Films, petite société de production turinoise, et son équipe se chargent eux-même de former les équipes ou encore de repérer des prestataires engagés et travaillent sur la majorité de leurs projets avec eux ; Locanda Veggeana pour le catering, Imago VFX pour la post-production, etc.<sup>83</sup>

Cependant, comme nous l'avons expliqué plus haut, une production peut prétendre à des bonus ou subventions en mettant en œuvre une telle démarche et donc compenser ces surcoûts.

#### b) À long terme, une réduction des coûts de la démarche grâce à l'intégration de la compétence d'éco-production et à la sobriété

---

<sup>82</sup> [Collectif CUT !](#)

<sup>83</sup> [Interview Nausică de Fabrizio Cecioni - Article Italie](#)

Dans un futur proche, l'éco-production doit, à minima, coûter la même chose et, au mieux, coûter moins cher qu'une production dite "classique". En effet, il est nécessaire de se diriger vers un modèle de sobriété qui promeut une forme de modération dans la production et la consommation de produits et de ressources.

Dans le cadre d'une production cela peut se matérialiser de plusieurs manières : réduire le nombre de déplacements et leur longueur, réduire les achats et privilégier la seconde main et la location, réduire la consommation d'énergie, etc. Toutes ces actions permettent de réaliser des économies conséquentes sur le budget d'une production.

Par exemple, Julien Tricard, producteur chez Lucien Prod, a produit *Les Incorrectes*, un documentaire sur la sportive française Alice Milliat.<sup>84</sup> Il a fait le choix de travailler à distance, en "remote production", en identifiant en amont des équipes locales pour tourner aux quatre coins du monde avec une réalisatrice qui suivait les tournages en visioconférence. Cette décision a permis de baisser les coûts de production.

Nous pensons également, qu'à termes, les sociétés de production n'auront plus besoin de payer un accompagnement.

Si aujourd'hui, déléguer en partie la question environnementale à des acteurs spécialisés semble nécessaire au vu de l'urgence de la situation et le manque de formation des professionnels, à termes cela peut éventuellement contribuer à désengager les équipes.

Petit à petit, l'objectif est que tous les professionnels s'investissent et intègrent dans leurs métiers respectifs la compétence de durabilité. Les structures de conseil en éco-production seront amenées à renouveler leur offre.

---

<sup>84</sup> [Portfolio Les Incorrectes - Lucien Prod](#)

## C. L'engagement nécessaire des équipes techniques et fournisseurs

Une ligne directrice semble applicable à tous les corps de métiers du cinéma, afin de rendre les productions plus durables. C'est la règle des 5 R, popularisée par Béa Johnson : “*Refuse, reduce, reuse, recycle, rot*”, que l'on pourrait traduire par “refuser, réduire, réutiliser, recycler, rendre à la terre”<sup>85</sup>. En régie, dans les départements HMC, lumière, ou même dans la conception des studios de production, ces règles dictent les fondamentaux d'une attitude responsable et respectueuse de l'environnement.

Partant de cette règle générale, nous avons dressé une liste des enjeux et solutions rencontrées pour rendre les plateaux des productions plus responsables, en les classant par départements : énergie et régie, scénographie, habillage, maquillage, coiffure, éclairage, studios. Nous faisons ensuite un focus sur le cinéma d'animation.

### 1. Énergie

Selon une étude de la *Sustainable production alliance* datant de 2021 et analysant 161 long-métrages, tout type de budgets confondus, réalisés entre 2016 et 2019 par des sociétés de production adhérentes à l'alliance, plus de 50% des émissions de CO2 de ces longs-métrages provenaient de la consommation de carburant, utilisé pour les groupes électrogènes thermiques, qui alimentent les plateaux sur sites, mais aussi les véhicules de production.<sup>86</sup>

La question de l'alimentation en énergie est donc bien souvent celle à laquelle il faut s'attaquer en premier si l'on souhaite réduire significativement l'impact carbone de son tournage.

Le premier réflexe est de viser la sobriété et de tenter de diminuer sa consommation énergétique. Cela a un intérêt écologique et économique. Cette quête de la sobriété énergétique passe notamment par une vision artistique claire de ce que l'on veut tourner pour avoir le matériel adapté, la réflexion sur la nécessité de filmer des scènes de nuit qui sont plus énergivores et la construction d'un plan d'optimisation en amont du tournage (choix des équipements les moins consommateurs pour chaque département, chasse au gaspillage énergétique, etc).

Le second réflexe est de s'organiser bien en amont pour connaître les points de raccordement au réseau électrique, et ainsi alimenter son plateau directement avec le réseau. Cette solution n'est pas toujours faisable : raccordement au réseau impossible dans la zone du tournage, locations exiguës, autorisation à demander très longtemps à l'avance, etc. Elle n'est pleinement pertinente que si le mix électrique du pays dans lequel on tourne est relativement décarboné, comme c'est le cas de la France.

<sup>85</sup> [Bea Johnson - Zero Waste Home](#)

<sup>86</sup> [Émissions carbone des productions cinématographiques et télévisuelles - Etude Sustainable Production Alliance](#)



Le cas échéant, tout l'enjeu est de trouver alors des solutions mobiles plus propres que les groupes électrogènes classiques.

On différencie ici les solutions énergétiques mobiles bas carbone de petites capacités, des solutions énergétiques mobiles de grandes capacités.

#### **a) Solutions énergétiques mobiles bas carbone : petites capacités**

Les solutions mobiles bas-carbone de petites capacités sont essentiellement des batteries qui permettent de subvenir aux besoins de la régie ou de certains équipements du département lumière.

À Marseille, Rémi Pillot, fondateur de PESS Energy, réutilise des anciennes batteries de véhicules allemands, les remet à neuf et en fait des batteries-roulottes adaptées aux tournages.<sup>87</sup> Les batteries sont assemblées dans les ateliers de l'entreprise à Marseille. Les deux produits de l'entreprise sont le Wattman (capacité de 10 kWh et puissance de 6000 W) et la Bobine (capacité de 5 kWh et puissance de 3 000 W). PESS Energy propose également à la location des kits de panneaux solaires pour recharger les batteries directement à l'énergie solaire. D'autres constructeurs français proposent également des batteries roulettes adaptées aux tournages comme Maluna Lighting, Forus Energy, TSF, etc.

De l'autre côté de la Manche, l'entreprise Green Voltage propose son 20 k E-Gen, une remorque-batterie d'une capacité de 70 kWh, et d'une puissance de 20 kW. La remorque peut également être rechargée grâce à des panneaux solaires.<sup>88</sup>

Précisons que les batteries ne constituent pas des solutions satisfaisantes en soi. L'extraction des matières premières nécessaires à leur fabrication est très consommatrice en énergie, la sécurisation des approvisionnements en métaux rares nécessaires à leur fabrication, comme le lithium, est un enjeu actuel majeur et enfin tout le bilan d'une batterie dépend du type l'électricité (renouvelable ou non) qui est utilisée pour l'alimenter.

En France, les solutions batteries petites capacités restent une bien meilleure solution que les solutions thermiques. Dans le secteur de l'automobile par exemple, de nombreuses études ont montré que les émissions des véhicules électriques utilisés en France sont 2 à 5 fois plus faibles que celles d'une voiture thermique essence ou diesel, sur l'ensemble du cycle de vie des véhicules.<sup>89</sup>

---

<sup>87</sup> [Interview Nausică de Rémi Pillot - Article région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

<sup>88</sup> [Interview Nausică de Carmen Corbella - Article Royaume-Uni](#)

<sup>89</sup> [La voiture électrique, solution idéale pour le climat ? - Bon pote](#)

## b) Solutions énergétiques mobiles bas carbone : grandes capacités

S'il existe aujourd'hui des solutions de petites capacités considérées comme bas-carbone, comme les batteries, il est plus difficile de trouver des solutions bas-carbone capables de subvenir aux besoins énergétiques de tout un plateau.

Voici trois entreprises européennes qui proposent des solutions grandes capacités et que nous avons rencontrées : Mobilespace<sup>90</sup>, Maier Bros<sup>91</sup> et EODev.<sup>92</sup>

<i>Entreprise</i>	<i>Solution</i>	<i>Autres</i>	<i>Fabrication</i>
Mobilespace	Camion générateur hybride <i>Eco-Baze</i> : batterie d'une capacité de 160 kWh couplée à un générateur thermique CEA de 100 kva	Batterie rechargeable par panneaux solaires	Hambourg, Allemagne
Maier Bros	Camions générateurs hybrides : - <i>Film Hybrid 30/60</i> : batterie d'une capacité de 110 kWh couplée à un générateur thermique de 20kva - <i>Film Hybrid 100</i> : batterie d'une capacité de 18 kWh couplée à un générateur à gaz GPL de 85 kva		Cologne, Allemagne
EODev	Groupe électro-hydrogène <i>GEH2</i> : puissance 100 kVA (88 kW)	Capable de se connecter au réseau ou à des groupes électrogènes ou gaz	Montlhéry, France

Concernant les solutions à l'hydrogène, trois enjeux n'en font pas, encore, une solution à la hauteur des enjeux : l'approvisionnement en hydrogène, encore majoritairement produit à partir d'énergie fossiles, son efficacité énergétique, moindre, et son coût, plus élevé. Concernant la production d'hydrogène, 94% de l'hydrogène produit en France aujourd'hui est fait à partir d'hydrocarbures. EODev essaye, tant bien que mal, de s'alimenter au maximum en hydrogène vert, hydrogène produit à partir d'énergies renouvelables, en hydrogène bleu, hydrogène produit à partir du gaz mais avec des techniques de captation de CO<sub>2</sub>, ou en hydrogène blanc, de l'hydrogène naturellement présent dans la croûte terrestre.<sup>93</sup>

<sup>90</sup> [Interview Nausică de Moritz Kromer - Article Allemagne](#)

<sup>91</sup> [Interview Nausică des équipes de Maier Bros - Article Allemagne](#)

<sup>92</sup> [EODev](#)

<sup>93</sup> [Le plus grand gisement d'hydrogène du monde vient d'être découverte en France - Clubic](#)

Un défi commun à ces trois solutions est celui du coût de fabrication, encore très élevé à l'heure actuelle. Moritz Kromer, fondateur de Mobilespace, nous informe que les coûts de fabrication d'un camion *Eco-Baze* sont environ deux fois plus élevés que ceux d'un générateur classique, ce qui se répercute sur le prix de location.

## 2. Régie

Les missions principales de la régie sont de choisir le décor de concert avec les repéreurs (décor naturel ou studio), d'assurer les autorisations de tournage et d'assurer le déplacement et le logement des équipes. L'équipe régie a également un rôle à jouer dans le choix du service de restauration et dans la gestion des déchets du tournage.

### a) Choix du lieu de tournage, déplacements et logements des équipes

Le premier réflexe est de se demander si l'on peut réduire les déplacements des équipes et du matériel en tournant dans des lieux de tournages plus proches les uns des autres, en tournant loin mais en tentant de recruter davantage de membres de l'équipe sur place, et en ayant un nombre adapté de techniciens. A titre d'exemple, le producteur Julien Tricard, en recrutant des équipes techniques sur place pour le tournage des *Incorrectes*, a fait passer l'impact carbone du documentaire à 2TCO<sub>2</sub>eq contre 12TCO<sub>2</sub>eq pour un scénario fictif avec avion, soit une économie de CO<sub>2</sub> d'environ 83%.

Ensuite, il s'agit d'utiliser au maximum les transports bas carbone comme le TGV, les véhicules définis comme "à faibles émissions" (voitures électriques, voitures hybrides, poids lourds aux GNV ou au GPL, etc)<sup>94</sup>, les transports en commun, et de maximiser le covoiturage. A titre d'exemple, la société de production Bonne Pioche a réussi à utiliser 90% de voitures électriques sur le tournage de *C'est le monde à l'envers*, de Nicolas Vanier.<sup>95</sup> Face au manque de bornes de recharges fixes, l'équipe a dû utiliser des solutions de recharge mobile. Ils ont fait appel au prestataire Drop'n Plug<sup>96</sup>, qui propose des offres d'électromobilité adaptées à l'environnement et aux usages des professionnels, avec des solutions de recharge fixes et mobiles pour tous types de véhicules électriques et sur toute la France. Pour contourner le manque de bornes de recharges électriques dans certaines zones, de nouveaux prestataires apparaissent sur le territoire européen, comme Freewire, qui propose une technologie de recharge ultra-rapide pour les véhicules électriques qui peut être déployée n'importe où.<sup>97</sup>

Se pose aussi la question des loges, gourmandes en énergie. Moritz Kromer de Mobilespace propose, par exemple, son "A9 Solar QUKA Artist Trailer", une remorque de 4 cabines, munie de batteries et de panneaux solaires sur le toit, pour fonctionner à l'électricité du réseau ou directement à l'énergie solaire.

---

<sup>94</sup> [Décret relatif aux critères définissant les véhicules à faibles et à très faibles émissions](#)

<sup>95</sup> [Eco-tournage C'est le monde à l'envers ! - Bureau d'accueil des tournages Bourgogne-Franche-Comté](#)

<sup>96</sup> [Drop'n Plug](#)

<sup>97</sup> [Freewire](#)

Les solutions les plus simples sont souvent les plus économiques et écologiques. Sur le film *Les Têtes Givrées* de Stéphane Cazes, l'équipe a remplacé un dispositif de travelling par un vélo cargo de location. Ce n'est évidemment pas applicable à tout type de travelling.

Concernant les hébergements, le premier enjeu est de regrouper au maximum les hébergements autour des bureaux des bureaux de productions, des ateliers déco et des zones HMC pour limiter le nombre de points de pickup différents. L'autre enjeu est de sélectionner des établissements plus écologiques. Pour s'orienter dans sa recherche, on peut notamment regarder les labels et établissements La Clef Verte, Ecolabel Européen, Mob hôtels, Ecogîte, Hôtels au naturel, Accueil Paysan, Bienvenue à la ferme, ou GreenGo, etc.

## **b) Alimentation**

Concernant l'alimentation, Gaël Rakovsky, fondateur et traiteur chez Pots and Pans, nous donne les différents leviers d'action d'un traiteur pour proposer une offre plus responsable de la nature et de l'humain : sélection de produits frais et de saison, sélection de produits locaux, sélection de produits issus d'une agriculture responsable ou biologique, achat de produits en vrac, distribution de vaisselle réutilisable, et valorisation du surplus alimentaire (don aux associations, doggy bag pour les équipes, compostage des déchets alimentaires etc.).<sup>98</sup>

Un autre point fondamental est de réduire significativement l'offre de viande rouge et de proposer systématiquement des alternatives végétariennes. Pour rappel, 100 grammes de protéines de bœuf pollue environ 10 fois plus que 100 grammes de protéines de poulet et 110 fois plus que 100 grammes de protéines de pois.<sup>99</sup>

Aujourd'hui, les catering, à la demande de la production, proposent souvent un ou deux repas végétariens par semaine ou bien une alternative végétarienne à tous les repas. Pour diminuer drastiquement les repas carnés sur un tournage, une solution pourrait être de proposer exclusivement des menus végétariens et les personnes qui souhaiteraient absolument manger de la viande en feraient la demande. On inverse ainsi la charge mentale qui, aujourd'hui, pèse souvent sur les végétariens qui doivent réclamer des menus spéciaux correspondant à leur régime alimentaire.

Des actions sont aussi à mettre en place sur la table régie : proposition de produits en vrac plutôt que des produits emballés individuellement, mise en place d'un système de gourdes, mugs, éco cups etc.

Un autre problème est l'achat de "petits produits" (panières à pain, petit électroménager, peignoirs, etc.) qui sont bien souvent jetés après un tournage, faute d'espaces de stockage disponibles chez les sociétés de production.

---

<sup>98</sup> [Pots and Pans](#)

<sup>99</sup> [Systèmes alimentaires : quelle est la protéine qui produit le moins d'empreinte carbone ? - BBC News](#)

Nestor, une société de location de matériel régie située à Noisy-le-Sec (93), fondée par Mathieu Cauvin, a décidé d'inclure dans son offre ces objets, autrefois seulement disponibles à l'achat, pour prolonger significativement leur durée de vie.<sup>100</sup> La société les entretient, les répare et ils sont ainsi réutilisés sur plusieurs tournages. Par exemple, pour les petits frigos, l'entreprise les pare de housses de protection. Plus résistants, ils sont utilisés en moyenne sur une quinzaine de films.

### c) Déchets

Il est important d'organiser une collecte des déchets à trois flux, cinq si possible, tout au long du tournage.

Pour avoir le matériel adapté (poubelles à trois flux et signalétiques) et assurer un bon acheminement des déchets vers les centrales de recyclage après le tournage, la société de production peut faire appel à des entreprises spécialisées.

C'est le cas de la société Fin2déchets, fondée par Benoît Magne, qui propose un service de collecte et de tri adapté aux productions audiovisuelles, en Île-de-France.<sup>101</sup> La société dispose des poubelles pliantes à trois flux sur le lieu du tournage, s'occupe de leur ramassage, du sur-tri et du dépôt des différents déchets dans les centrales de tri adaptées. L'entreprise réalise également un reporting de la masse et nature des objets collectés à destination de la production.

## 3. Scénographie

La construction de décors est une étape importante dans le processus de production et non sans conséquences pour l'environnement. Elle requiert l'utilisation de nombreuses matières premières comme le bois, le papier, le plastique, la peinture et entraîne la production de déchets, ces décors étant encore majoritairement jetés après utilisation.

### a) Choix des matériaux et nouvelles techniques

Pour mieux faire, la première étape est de réfléchir aux choix de ses matériaux. Certains matériaux ont un impact beaucoup plus faible sur l'environnement et s'inscrivent pleinement dans une logique d'économie circulaire. Voici trois exemples de solutions que nous avons rencontrées pour les décors.

En Allemagne, l'entreprise SpeedSet propose des alternatives aux feuilles de décors en bois, souvent à usage unique, en mettant à la location des panneaux préfabriqués en composite d'aluminium recyclé.<sup>102</sup> Ces panneaux qui fonctionnent grâce à un système de plug-in sont très rapides à monter et démonter et réutilisables une cinquantaine de fois.

Au Royaume-Uni, le scénographe Chris Gilmour, fondateur de Vectar Sets, s'est spécialisé dans la création de décors de films et publicités en carton pour des grandes chaînes de télévision comme ITV, BBC ou Channel 4.<sup>103</sup> Cette technique est encore très peu

<sup>100</sup> [Interview Nausicâ de Mathieu Cauvin](#)

<sup>101</sup> [Interview Nausicâ de Benoît Magne](#)

<sup>102</sup> [Interview Nausicâ de John Baker - Article Allemagne](#)

<sup>103</sup> [Interview Nausicâ de Chris Gilmour](#)

développée en Europe pourtant les avantages sont nombreux : le carton est 100% recyclable et biodégradable, émet 60% de moins de CO2 que le bois à sa fabrication et est très léger, 1.5 kg par m2 contre 11 kg par m2 pour les feuilles de décors traditionnelles. Si l'utilisation de carton n'est pas adaptée, le bois utilisé pour les décors doit être le plus local possible et certifié.

En Nouvelle-Aquitaine, l'entreprise Circouleur, fondée par Maïlys Grau, propose des peintures composées à plus de 90% des peintures recyclées, qui viennent de fin de pots récupérés auprès des plateformes de tri de Veolia.<sup>104</sup> Le bilan carbone de ces peintures est douze fois inférieur à ceux de peintures classiques. Les peintures sont déjà utilisées par des acteurs culturels comme l'Opéra national de Paris. Selon l'ADEME, 28 millions de litres de peinture résiduelle sont incinérés en France par an alors qu'elles pourraient être réutilisées. L'entreprise ne produit aujourd'hui que 80 000 litres par an, elle a donc de beaux jours devant elle.

L'enjeu est de faire connaître ces nouvelles solutions aux professionnels, de les former à leur utilisation.

SpeedSet se donne par exemple pour objectif de former un maximum de constructeurs européens et scénographes au système SpeedSet pour l'année 2024. Ces nouvelles solutions et techniques ont indéniablement besoin d'un coup de pouce des pouvoirs publics pour financer et valoriser les équipes qui les utilisent et les faire connaître à un grand nombre de professionnels.

En France, le collectif Eco Déco sensibilise tous les métiers de la décoration à une démarche plus écologique. Le collectif mène plusieurs actions : formation des équipes déco à l'éco-conception, expérimentation de nouveaux matériaux dans son laboratoire test, partage d'expériences et des nouvelles pratiques de travail, mise à disposition d'une liste des recycleries et déchetteries françaises. Précisons qu'un des principes clés de l'éco-conception est de penser aux modalités et à la facilité de la déconstruction du décor pour pouvoir en récupérer un maximum de matière.

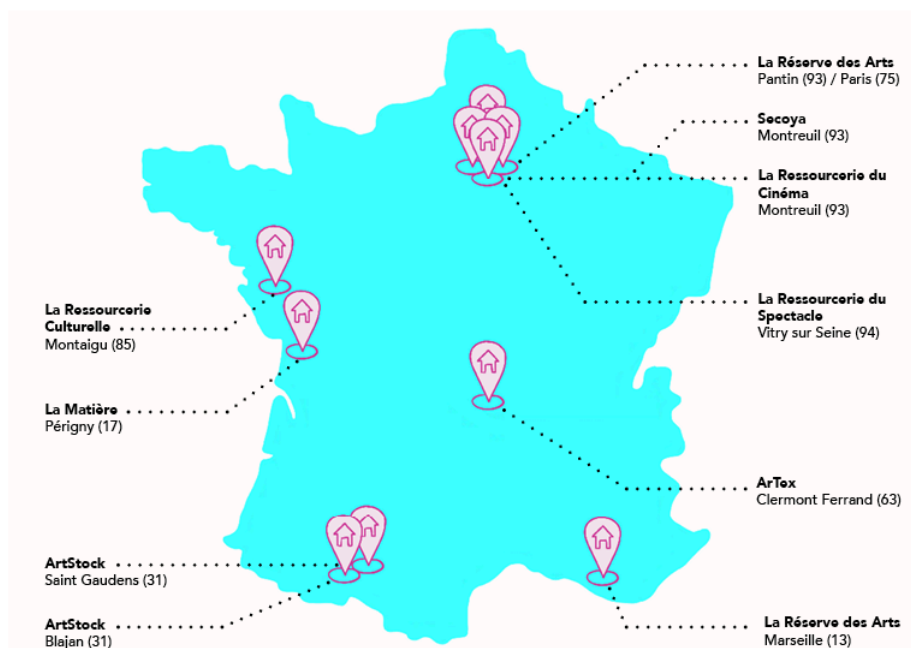
---

<sup>104</sup> [Interview Nausicâ de Marianne Rittaud - Article Nouvelle-Aquitaine](#)

## b) Recycleries et déchetteries

Pour réduire l'extraction de matières premières à la source, il s'agit d'essayer de réutiliser des décors et matériaux déjà produits. Un réflexe vertueux est de se rendre dans des recycleries pour tenter de trouver des matériaux les plus proches de ses attentes. Loin d'entraver la créativité, cette démarche peut amener l'équipe décoration à innover.

En France, le réseau le plus connu des ressourceries artistiques et culturelles est le RESSAC. Voici la carte des ressourceries du RESSAC.<sup>105</sup>



Ces ressourceries émanent principalement d'initiatives privées mais certains acteurs publics commencent à se saisir du sujet. C'est le cas de la Métropole de Lyon qui souhaite soutenir la création d'une ressourcerie artistique sur le territoire lyonnais. La ressourcerie sera basée sur l'ancien Technicentre SNCF à La Mulatière et a pour but de devenir un tiers-lieu de la fabrication artistique et des pratiques éco-responsables en assurant la collecte, la transformation et la vente des matériaux utilisés dans le cadre de spectacles, de tournages, d'expositions, en proposant de la location de costumes et de la mutualisation de matériel. La recyclerie bénéficiera donc d'une aide solide. En 2024, la Métropole va lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour trouver des porteurs de projet.<sup>106</sup>

Après un tournage, il s'agit de s'occuper de la fin de vie des matériaux utilisés pour les décors.

Certains décors et matériaux peuvent être directement déposés en recyclerie pour réutilisation directe par d'autres productions et acteurs culturels.

D'autres déchets doivent être gérés de manière spécifique. C'est le cas des peintures par exemple, un déchet plus difficile à gérer. À la main, le nettoyage d'un rouleau de peinture

<sup>105</sup> [RESSAC](#)

<sup>106</sup> [Interview Nausicà de Marie Goetz - Article Auvergne-Rhône-Alpes](#)

est chronophage, il nécessite en moyenne 20 litres d'eau et génère des déchets liquides. En France, nous avons rencontré la solution Enviro Plus, une station de nettoyage des rouleaux de peinture.<sup>107</sup> Elle permet, en deux minutes, de nettoyer un rouleau de peinture grâce à un agrosolvant issu majoritairement de produits végétaux et de l'eau que la machine recycle en circuit fermé. Le processus ne produit qu'un résidu solide qui est récupéré.

#### **4. Habillage - Maquillage - Coiffure (HMC)**

Les départements HMC regroupent les métiers de l'habillage, du maquillage et de la coiffure, qui ont tous un impact sur l'environnement et la santé, plus ou moins important selon les méthodes de travail utilisées.

##### **a) Habillage**

Concernant l'habillage, les équipes en charge des costumes peuvent agir sur quatre points principaux pour s'inscrire dans les principes de l'économie circulaire : la réutilisation de stocks déjà produits, la provenance des tissus et teintures, le choix des housses de protection et l'entretien des costumes.

Pour éviter d'acheter des vêtements neufs, les équipes costumes peuvent se rendre dans des entrepôts de location de costumes. Il existe de nombreux stocks dormants de costumes en France. Des initiatives naissent sur le territoire pour les rassembler et les mettre à disposition des équipes costumes.

À Marseille, Anaïs Derderian, Albane Fleury de Witte et Laëtitia Pommier, fondatrices du projet Sud Costumes, souhaitent proposer une offre variée de costumes de seconde main dans un entrepôt situé aux alentours de Marseille (costumes basiques, costumes d'époques, etc.).<sup>108</sup> Elles souhaitent également intégrer les consommables à la location tels que les cintres, les fers, les planches, les paravents, etc. pour éviter aux équipes costumes de les acheter et ainsi allonger la durée de vie de ces produits. Le projet s'inscrit dans une logique de décentralisation, afin d'éviter les déplacements de costumes depuis Paris, et participe au dynamisme croissant de la région PACA en termes de production audiovisuelle.

En cas d'achat de vêtements neufs, il est essentiel de privilégier des vêtements de seconde main (friperies). Si l'achat de produits neufs est inévitable, notamment pour les costumes de rechange des rôles principaux, il s'agit alors de favoriser des tissus locaux, faits à partir de matières naturelles, labellisées ou faits à partir de produits recyclés. Les marques de fast fashion sont à éviter à tout prix.

Un autre défi concerne les teintures utilisées pour transformer les tissus. Inès Laforgue, étudiante à l'ENSATT Lyon en formation Atelier Costume est en cours de rédaction d'un mémoire sur l'éco-responsabilité dans les métiers du costumes de scène et d'écran. Selon elle, l'équipe costumes doit mettre en place des systèmes de réutilisation de bains de

<sup>107</sup> [Enviro Plus](#)

<sup>108</sup> [Interview Nausicâ de Anaïs, Albane et Laëtitia - Article Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



teinture pour limiter les bains de teinture utilisés.<sup>109</sup> De nouvelles teintures végétales sont également en train de se développer.

Le troisième levier d'action concerne les housses de protection utilisées pour protéger les costumes. La majorité des produits sont aujourd'hui transportés dans des housses plastiques, dont l'impact carbone est désastreux et la durée de vie très courte. À Pantin (93), nous avons rencontré Angélique Véronique, fondatrice de Ma housse costaud.<sup>110</sup> Angélique propose à la location des housses en tissu et fabriquées en France. Les housses sont spécialement conçues pour les besoins du cinéma, notamment avec une pochette intégrée pour y ranger le plan de travail. Le système de location permet aux housses, très solides, d'être réutilisables un grand nombre de fois. C'est l'entreprise qui se charge du nettoyage et de la désinfection des housses.

Enfin, les équipes costumes peuvent réduire significativement l'impact de leur activité en lavant leurs produits à basse température et en séchant les habits à l'air libre. Monika Gebauer, cheffe décoratrice à Berlin, nous indique également qu'elle utilise les sacs de lavage anti micro-plastiques Guppy Friends, pour éviter la friction des matières et la création et le rejet des micro-plastiques dans les eaux usées.<sup>111</sup>

Il est fondamental d'insister sur le fait que ces bonnes pratiques demandent plus de temps de préparation aux équipes costumes qui doivent prendre le temps de sélectionner de meilleurs tissus et de se rendre dans des entrepôts pour trouver des costumes de seconde main adéquats. Sans davantage de temps et de moyens financiers, il y a peu de chance que les choses avancent dans le bon sens.

## **b) Maquillage et Coiffure**

Concernant le maquillage et la coiffure, les deux leviers d'action principaux sont le choix des produits utilisés et la consommation de jetables.

Il s'agit tout d'abord de regarder la provenance et la composition des produits utilisés (maquillage, soins, shampoings, cotons, etc.) en privilégiant les cosmétiques biologiques ou vegan.

Cédric Ferreol, fondateur de la marque de cosmétiques Nature Cos, souligne que l'appellation "produit naturel" qui indique simplement que le produit doit être composé à 95% de produits d'origine naturelle, c'est-à-dire sans substance issue du pétrole, est un premier pas mais est loin d'être satisfaisant.<sup>112</sup> Les produits dits biologiques doivent être composés d'au moins 95% d'ingrédients naturels, et parmi les végétaux qui le composent, un minimum doit être issu de l'agriculture biologique (pas d'utilisation de pesticides, pas de produits d'origine animale). Ce pourcentage minimum d'ingrédients issus de l'agriculture biologique dépend des différents labels : *Ecocert*, *Cosmébio*, *Cosmos Organic*, etc. Nature Cos ne

<sup>109</sup> [Interview Nausicâ de Inès Laforque](#)

<sup>110</sup> [Interview Nausicâ de Angélique Véronique](#)

<sup>111</sup> [Interview Nausicâ de Monika Gebauer](#)

<sup>112</sup> [Interview Nausicâ de Cédric Ferreol - Article Auvergne-Rhône-Alpes](#)

propose pas seulement des produits certifiés biologiques (*Cosmos Organic*) mais agit sur ces contenants en proposant des contenants fabriqués en PLA (amidon de maïs), dont certains sont rechargeables.

Un autre enjeu est de limiter sa consommation de jetables et de privilégier, par exemple, des brumisateurs d'eau rechargeables, des lingettes réutilisables pour démaquiller ou encore du matériel de coiffure électrique moins énergivore.

## 5. L'éclairage

Historiquement, les lumières les plus couramment utilisées au cinéma sont les HMI, ou lampes aux halogénures métalliques. On retrouve également les lampes à tungstène et les LED, pour Light Emitting Diode, apparues plus tardivement, qui consomment 70% à 90% moins que les lumières à incandescence. Les HMI permettent d'avoir une grande précision dans le choix de la lumière, dont la température est proche de celle du jour, autour de 5 000K, mais sont très coûteuses et polluantes, et bien évidemment non recyclables.

Les LED se sont peu à peu imposées sur les plateaux de tournage, face à ces lampes difficilement indétrônables.<sup>113</sup> Les LED présentaient a priori de nombreux inconvénients pour les plateaux de tournage : un processus de fabrication énergivore, un coût relativement élevé, une qualité de lumière trop faible pour les plateaux, une colorimétrie difficile à gérer - les LED étant généralement composées d'une synthèse additive de sources RGB ou d'une source bleue couplée à du phosphore.

### a) L'essor des LED comme solution moins consommatrice d'énergie

Cependant, la course à l'innovation a, depuis le début des années 2010, permis d'imposer ces lumières sur les plateaux, notamment pour les plus petites sources de lumières.

En 2010, l'entreprise italienne DeSisti Lighting<sup>114</sup> a commencé l'élaboration de sa première gamme LED, en allant à contre-courant de la doxa ancrée sur les plateaux, avec le soutien de la BBC. En 2015, leur collaboration avec le chef opérateur triplement oscarisé Vittorio Storraro marque un tournant dans l'acceptation des LED sur les plateaux. Leur gamme "*The muses of light*" est composée de LED bicolores, plus précises, qui peuvent être ajustées et fonctionnent dans quasiment toutes les situations. Elles consomment également beaucoup moins d'énergie, 1kwh pour la nouvelle version de Fresnel LED (14° à 62°), contre 10kwh pour la version précédente.

En parallèle, en 2015, Arri lance le SkyPannel<sup>115</sup> et marque le début de l'ère des LED chez les grands loueurs. On assiste depuis à leur démocratisation sur tous les plateaux.

Au-delà de l'aspect durable et artistique, les LED permettent également de gagner du temps sur les plateaux. Matthieu Misiraca, chef opérateur, vante ainsi l'utilisation des LED : « *J'affirme qu'on peut éclairer entièrement un film avec de la LED. (...) J'avais un catalogue de*

<sup>113</sup> [L'influence de l'essor de la technologie LED sur l'évolution des métiers de la lumière - Antoinette Goutin](#)

<sup>114</sup> [Interview Nausicà de Fabio DeSisti - Article Italie](#)

<sup>115</sup> [Le SkyPanel d'Arri honoré d'un Emmy d'ingénierie par la TV Academy](#)

*projecteurs très différents les uns des autres, qui a pu rentrer dans le même budget que le traditionnel, donc j'avais beaucoup moins de projecteurs parce qu'ils coûtaient plus cher. Les sources sont très légères, très faciles d'utilisation, très compactes, ce qui évite des accroches qui prennent du temps. A chaque début de journée j'avais une heure de « pré-light » et je devais travailler très vite et simplement. Il fallait que je puisse « dégainer » plus rapidement que du traditionnel. Ça prend du temps de tirer du 32 ampères. J'ai pu faire de très belles images dont je suis content, en travaillant simplement avec de la LED. Je l'ai avant tout adoptée pour travailler le plus vite possible. »*

## **b) Les nouveaux défis des éclairages LED**

### La puissance et la qualité de la couleur

C'est donc bien l'innovation constante qui permet d'imposer des lumières de plus en plus qualitatives qui viennent lever les doutes des plus récalcitrants. Le nouveau défi des LED est aujourd'hui leur puissance, qui reste globalement inférieure aux modèles HMI, qui délivrent une lumière dure aux ombres nettes, et sont par exemple très utilisées pour des effets entrée de jour, lumière du soleil, ou lumière de la lune lors des scènes de nuit, tandis que les LED délivrent un IRC (indice de rendu des couleurs) généralement trop faible.

Cependant, certaines gammes parviennent à obtenir un résultat équivalent, comme la dernière développée par DeSisti Lighting, utilisée sur le tournage de la série *Romulus* pour des scènes de nuit, avec des produits qui offrent un spectre réglable de 2 700 à 6 500 K dans les versions Bi-Color, mais aussi une large gamme de couleurs sans ajout de gels grâce à des LED multi chromatiques.

### Un processus de production des LED plus responsable

Aujourd'hui, utiliser des LED sur un plateau de cinéma ne suffit pas à qualifier un éclairage de "responsable". Si leur utilisation reste, sur le principe, moins polluante que les HMI ou le tungstène, d'autres paramètres rentrent en compte.

Laia Murcia<sup>116</sup>, directrice commerciale de Velvet Lighting, une société de fabrication de matériel d'éclairage pour le cinéma basée à Barcelone, pointe les enjeux d'une production locale : l'aptitude à être réparé et l'intégration dans l'économie circulaire, le lieu de production et le circuit effectué par le produit et enfin l'empreinte des LED lors de leur production.

Pour faciliter la réparation des produits et leur éviter une courte vie, Velvet Lighting propose, par exemple, des pièces détachées pour les nouveaux produits, et ce durant dix ans minimum, ainsi qu'un calibrage possible de la colorimétrie de tout appareil. Velvet Lighting assemble ses produits en Europe, à côté de Barcelone, dans des bureaux alimentés par de l'énergie verte en minimisant l'utilisation de plastique pour l'emballage des produits, ce qui participe à la réduction des émissions carbone liées à la production des LED.

En France, la société d'importation d'éclairage Innport<sup>117</sup> propose également la réparation de certaines pièces pour augmenter la durée de vie des lampes, tout comme

<sup>116</sup> [Interview Nausicà de Laia Murcia - Article Espagne](#)

<sup>117</sup> [Interview Nausicà de Gaël Ollier - Article Occitanie](#)

DeSisti Lighting, qui peut changer certaines LED défectueuses sans avoir à remplacer tout le panneau. Ils essaient également de s'approvisionner au maximum en Europe.

### *L'enjeu des matières premières et de la dépendance européenne*

La production de lumières LED fait cependant face à certaines difficultés. Depuis la crise du COVID, les entreprises européennes subissent une pénurie de matières premières, scénario qui ne s'arrange guère depuis la guerre en Ukraine. Pour les entreprises qui ont à cœur de se fournir au maximum au niveau local, les coûts ont drastiquement augmenté.

Velvet Light est une entreprise de taille moyenne, qui propose une gamme standard de luminaires mais qui peut également adapter ses produits aux besoins des clients. Ce dernier point était plus facile à réaliser quand les composants et matières premières étaient pleinement disponibles. Le phénomène met tous les fabricants de taille moyenne en difficulté, en particulier les fabricants européens. D'après Laia Murcia, des investissements européens sont essentiels pour revigorer le marché européen. Plus que jamais, le réemploi et l'économie circulaire sont l'avenir de cette industrie, et vont de paire avec l'innovation.

Enfin pour réduire les émissions liées aux LED sur les plateaux, des astuces fonctionnent toujours et peuvent donner d'agréables surprises.

En plaçant différents réflecteurs de manière élaborée, on peut par exemple diminuer les sources de lumières artificielles et n'arriver qu'à une source de lumière. La recherche de tels systèmes est avant tout esthétique. On tient pour exemple le Ciné Reflect lighting system (CRLS) développé par le chef opérateur Christian Berger. Des systèmes de loupes peuvent également être utilisés pour doubler l'intensité lumineuse sans plus de consommation énergétique, mais demandent des connaissances en éclairage plutôt aigües, etc.

## 6. Studios

### a) Typologie des studios et de leurs enjeux sur le plan environnemental

#### Les studios de production cinéma et télévision

Les studios de cinéma et de télévision en France font face à de nombreux enjeux sur le plan environnemental, notamment la gestion des déchets, la consommation d'énergie, les transports et les déplacements, la gestion des ressources renouvelables et non renouvelables via les achats ou encore leur impact sur leur environnement local. La gestion de ces enjeux va déterminer la capacité du studio à se conformer à la trajectoire de décarbonation aux différents horizons : 2030, 2040 et 2050.

La production de déchets dans un studio de cinéma est essentiellement liée à la quantité abondante de décors, de costumes, d'équipements et de déchets liés aux équipes (nourriture, déchets de bureau, etc.) Selon l'ADEME, la production d'un seul film en studio peut générer jusqu'à 130 tonnes de déchets.

L'autre défi majeur des studios concerne la consommation d'énergie, très élevée pour de nombreuses raisons : la présence d'équipements de chauffage et de climatisation - souvent liés à une mauvaise isolation de bâtiments d'une grande superficie, ainsi que la présence d'équipements de tournages énergivores comme du matériel d'éclairage HMI ou le matériel informatique, ou le recours aux groupes électrogènes en raison du prix élevé de l'énergie proposé par le studio ou d'une alimentation insuffisante ou instable.

L'ampleur de ces sources d'impacts varie selon la durée des tournages qui peuvent engendrer une utilisation intensive des équipements sur plusieurs mois. Un autre facteur aggravant est la pratique généralisée de surfacturation de l'électricité aux productions, comme cela constitue une source de revenu très importante pour les studios, ils ne sont pas incités à améliorer l'efficacité et la sobriété énergétique de leurs plateaux. A titre d'illustration, en France, une heure d'émission télévisée sur un plateau émet en moyenne 10 tonnes de CO2 éq.<sup>118</sup>

#### Les studios de postproduction et autres studios

Les enjeux liés à la durabilité des studios de postproduction, de doublage, d'enregistrement, d'effets spéciaux ou encore de restauration sont différents des studios de production. Ces structures varient également entre elles selon leur taille et leur secteur d'activité (cinéma, télévision, sociétés indépendantes, etc.)

Leurs enjeux rejoignent en grande partie les défis que rencontrent la plupart des entreprises du tertiaire : réduction de la consommation d'énergie liée aux équipements et aux infrastructures, gestion des déchets, réduction des émissions de CO2 éq liées aux employés (déplacements, repas, etc.), auxquels s'ajoutent les impacts liées à leur infrastructure numérique sur site et/ou dans le Cloud pour faire fonctionner leurs "pipelines" de fabrication.

<sup>118</sup> [Résumé de l'étude environnementale multicritère et prospective du secteur audiovisuel - Ecoprod et Workflows](#)

De plus, l'adoption croissante de l'IA peut potentiellement entraîner une hausse des impacts globaux qui seront déportés sur le Cloud

## **b) Les meilleures solutions rencontrées**

### limiter les émissions des studios existants : l'exemple de Provence Studios

À côté de Marseille se trouvent des studios très impliqués en matière d'engagement durable. Si leur fonctionnement est celui de studios "classiques", les dépenses énergétiques ou l'impact sur l'environnement sont fortement limités. La philosophie d'Olivier Marchetti<sup>119</sup>, fondateur et PDG des studios, est de ne pas construire plus dans le but de réduire. Pour lui, fabriquer de nouveaux complexes pour réduire notre impact, c'est antinomique.

Sur les structures existantes, 28 000 m<sup>2</sup> de panneaux solaires, qui produisent 3,6 Gwh, ont par exemple été installés, et produisent une énergie réinjectée dans le réseau. 100% des véhicules au sein des studios sont électriques.

De plus, les studios proposent plusieurs services qui vont dans le sens de la durabilité. Provence Costume propose 1500 mètres linéaires de costumes issus de rachat de fin tournage. Provence Décoration récupère, répare, loue tous les accessoires, meubles, tissus. Pour la décoration également, le système RotaClean<sup>120</sup> permet de nettoyer les pinceaux en circuit fermé. Un poste a également été créé pour intervenir à la fin des tournages et tenter de revaloriser et trier tous les déchets liés aux décors et tournages. C'est, d'après le chef décorateur Igor Gabriel, un des éléments clefs de la réduction des déchets liés aux décors.

Pour rendre le cadre plus agréable et avoir un impact positif sur l'environnement, la tonte de la pelouse est effectuée par un âne, et divers animaux sont présents dans les studios, comme des poules. Les studios fabriquent également leur propre miel. L'engagement d'une telle structure prouve que la transition environnementale de studios existants est possible et attractive pour les productions.

### Concevoir de nouveaux studios : l'exemple de PICS Studios

Le projet PICS Studios<sup>121</sup>, initié conjointement par les deux groupes immobiliers de grande envergure GGL et Spag, prend place à Montpellier. Il est innovant dans son ambition, celle de devenir une structure apte à accueillir des productions audiovisuelles locales et internationales, de A à Z, en les aidant à réduire leur impact sur l'environnement de par la conception même des studios.

Le concept repose sur une offre "one-stop shop", comprenant la formation des équipes, la découverte des talents, la mise à disposition de bureaux de post-production, la création d'ateliers de construction de décors, la provision de studios VFX, la fourniture de logements pour les équipes, la mise en place de bureaux de pré-production, ainsi que divers

<sup>119</sup> [Interview Nausicà d'Olivier Marchetti - Article Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

<sup>120</sup> [Station de lavage RotaClean](#)

<sup>121</sup> [Interview Nausicà de Jacques Vienne et Sébastien Giraud - Article Occitanie](#)

autres équipements nécessaires. Bien entendu, cela inclut également des studios de tournage entièrement équipés.

L'idée de ce projet a vu le jour en 2019, et les studios devraient être opérationnels en 2026. La genèse de ce projet découle d'une nécessité réelle visant à remédier au déficit de studios de production en France, où l'on recense seulement 50 000 mètres carrés de studios, ce qui est peu si l'on compare ce chiffre à la superficie impressionnante de 700 000 mètres carrés au Royaume-Uni.

Ces studios sont conçus sous la supervision de Benoît Ruiz<sup>122</sup>, qui a apporté son expertise technique et scientifique en matière d'éco-conception. Les studios se distinguent par leur engagement pour une consommation énergétique réduite, grâce à une conception visant l'efficacité et la sobriété énergétique ainsi qu'une autonomie totale par l'autoconsommation de l'énergie renouvelable produite sur place : panneaux photovoltaïques, géothermie sur nappes et récupération de chaleur fatale.

Contrairement aux studios de cinéma plus classiques, le design des infrastructures de PICS Studios intègre des technologies avancées visant à minimiser leur impact environnemental. En moyenne, la construction d'un mètre carré de studio neuf incorpore une empreinte carbone équivalente à 1,5 tonne de CO<sub>2</sub>e, prenant en compte les matériaux, l'énergie et les processus de construction.<sup>123</sup>

Cependant, grâce à différentes innovations, PICS Studios vise à réduire cette empreinte carbone à seulement 590 Kg de CO<sub>2</sub>e par mètre carré construit. Les studios mettront en place des systèmes de gestion d'énergie intelligents en tirant parti des techniques d'automatisation et de régulation pour minimiser la consommation inutile d'électricité et de chauffage. L'utilisation de sources d'énergies renouvelables, comme au sein de Provence Studios, contribue à réduire la dépendance du studio aux combustibles fossiles.

En outre, PICS Studios encourage les équipes à minimiser leur empreinte carbone lors des déplacements et de l'hébergement, en repensant les studios comme "camps de base" des tournages en extérieur. Ceci est notamment facilité par la mise à disposition d'infrastructures d'accueil pour les équipes au sein des studios : des écolodges dédiées aux équipes de production utilisant les studios ainsi qu'à tous les professionnels de l'industrie du territoire, afin d'atténuer les difficultés d'hébergement et donc les déplacements.

Cependant, ce genre de structure n'est pas sans impact sur l'environnement. Il y a une séparation tangible entre l'activité et ses conséquences, bien que cette dissociation soit soumise à contraintes physiques comme l'entropie. La construction des studios, mais plus largement le modèle véhiculé par ces studios de grande ampleur encourage l'emploi de grands moyens et l'augmentation du nombre de productions dans une logique de croissance.

---

<sup>122</sup> [Interview Nausicà de Benoît Ruiz - Article Occitanie](#)

<sup>123</sup> Etudes internes réalisée avec les méthodologies BEGES version 5 + ISO/TR 14069 et ACV (méthode PEF)

### c) L'avenir du studio de cinéma en France

Selon Benoît Ruiz, il faut repenser notre modèle de production de films, et cela commence par changer notre rapport aux studios de cinéma.

#### La sobriété systémique

Cette transition de nos modèles de production, en particulier dans les studios, doit nous amener vers une “sobriété systémique” : inscrire la sobriété à l’intérieur des systèmes de production. Plus largement, cette transition doit émerger d’un processus de coopération entre les parties prenantes, en privilégiant une approche “bottom-up”, où les entreprises n’imposent pas des normes à leurs prestataires. Le modèle britannique est, selon Benoît Ruiz, un exemple en la matière, car il privilégie actuellement la coopération entre les acteurs et un fonctionnement qui s’appuie sur la consensualité et la mutualisation des moyens de production. La métropole de Montpellier souhaite à ce titre mettre en place un datacenter mutualisé et à impact réduit pour les studios du territoire.

#### Repenser les studios comme “base camps”

Concrètement, les studios de tournages doivent être repensés comme des “base camp”, à l’image des camps de base qui peuvent être utilisés comme points de repli ou station de ravitaillement aux alpinistes. Ainsi, les studios de demain devront être conçus pour permettre de moins dépenser en trajets et hébergements, et pensés comme une base pour les tournages en extérieur sur une zone de 20 à 30 km<sup>2</sup>, réduisant ainsi l’impact carbone d’une production.

#### Les écrans LED

Le développement des studios dotés de grands écrans LED est au cœur de cet enjeu, avec un marché estimé à 1,2 Milliards d’euros en 2021, et une croissance estimée à 20% d’ici 2030.<sup>124</sup> Ils permettent de réduire les transports, la construction de décors, le nombre de jours de tournage et la post-production. Cependant, l’impact lié à leur fabrication, bien que difficile à évaluer, est assez conséquent. À cela s’ajoute l’augmentation de la consommation énergétique du studio. La production virtuelle offre une manière différente de réaliser des films, avec des avantages et des inconvénients sur le plan artistique et environnemental. L’utilisation des écrans LED dans l’optique de réduire l’impact carbone des productions peut être améliorée, par exemple en identifiant de façon plus précise leurs émissions à effet de serre, en améliorant le recyclage des composants, mais aussi en formant mieux les techniciens à l’utilisation de ces technologies.

---

<sup>124</sup> [Virtual Production Market Size, GMI](#)



Par ailleurs, l'utilisation croissante de l'IA dans le pipeline de production va être soumise au même processus d'arbitrage au niveau artistique et environnemental, entre ses bénéfices et ses inconvénients.

## 7. Studios d'animation

### a) Typologie des studios d'animation et de leurs enjeux sur le plan environnemental

#### Studios d'animation 3D

Les enjeux de durabilité des studios d'animation 3D diffèrent des studios en prise de vue réelle en raison de la différence des équipements présents, du nombre de personnes, de l'ampleur des projets etc. Le cinéma d'animation en 3D est relativement polluant, notamment en raison de l'impact du numérique lié à la production des films. En 2019, le secteur du numérique était responsable de 4% des gaz à effet de serre mondiaux, et en 2023 de près de 7%. 20% de ces émissions proviennent uniquement de datacenters.<sup>125</sup> L'impact du numérique sur l'environnement n'est donc pas négligeable et est en constante augmentation.

Les défis de ces studios s'articulent essentiellement autour de la question de l'énergie. La consommation énergétique des studios d'animation 3D est élevée en raison de l'utilisation d'ordinateurs puissants et des serveurs de rendus utilisés pour générer les images. Ces équipements nécessitent beaucoup d'énergie pour fonctionner mais aussi pour être refroidis, car la chaleur émise est souvent perçue comme un déchet et doit être compensée par de puissants systèmes de refroidissement continu.

Les équipements dont disposent les studios d'animation ont aussi un impact sur l'environnement sur le plan de leur existence : l'extraction des matières premières (la fabrication d'un ordinateur et d'un écran nécessite environ 230 litres de combustible fossile, 20 litres de produits chimiques et 1,5 tonne d'eau), des métaux rares, l'obsolescence des appareils qui peut être liée à l'évolution constante des technologies d'animation ou simplement à la conception des appareils, ou encore la gestion des déchets électroniques, sont différents aspects de leur impact sur l'environnement.

Les studios d'animation ont d'autres sources d'émissions de CO<sub>2</sub>, comme le déplacement des équipes à l'international, le transfert de données massif ou encore le mix énergétique utilisé.

#### Studios d'animation 2D

Le cinéma d'animation 2D fait face à des enjeux différents du cinéma d'animation en 3D car l'énergie n'est pas le sujet central de la thématique environnementale de ces studios. Cette catégorie de studio émet naturellement beaucoup moins de carbone que les studios en

---

<sup>125</sup> [L'empreinte environnementale du numérique - Arcep](#)

prise de vue réelle ou les studios d'animation 3D, ce qui explique le manque de documentation et d'engagements visibles sur l'ensemble du secteur.

Sur le plan de leurs émissions, les studios d'animation 2D se rapprochent davantage des studios de post-production. Ils utilisent cependant des ressources naturelles comme le papier, nécessaire aux dessins à la main, des matériaux d'art comme les feutres ou la peinture, qui peuvent contenir des composés chimiques nocifs.

### La stop-motion

Les problématiques de la stop-motion sont elles aussi assez éloignées de celles de la prise de vue réelle : peu de déplacements, les tournages durent entre un et huit mois, beaucoup moins de matériel énergivore, etc.

Ce secteur engendre par contre la création d'une forte quantité de décors, car les studios sont en création constante. De plus, chaque projet a une multitude de caractéristiques qui lui sont spécifiques et ont une influence sur les matériaux utilisés et la manière de les traiter. Les matériaux utilisés sont généralement polluants ou encombrants, comme les résines toxiques en polyuréthane utilisées pour les marionnettes, ou les structures en bois et en polystyrène des décors. Il est donc très difficile de faire de la récupération.

De plus, les studios d'animation en stop-motion disposent rarement de temps alloué à la recherche et au développement et d'espace pour entreposer le matériel en vue de le recycler. Selon Maud Gallon<sup>126</sup>, cheffe décoratrice, les besoins identifiés de ce secteur sont : la mise à disposition d'espaces de mutualisation des matériaux, de stockage en vue de les recycler et la mutualisation d'informations, par exemple sur les innovations en matière de matériaux plus durables (résines en acrylique, polystyrène à partir de maïs, technologies de nettoyage des pinceaux sans pollution d'eau, etc.)

### **b) Les solutions techniques pour les studios d'animation**

Deux solutions technologiques émergent aujourd'hui pour, d'une part, faciliter la vie des productions en améliorant les outils de rendu, et d'autre part, réduire l'impact lié au calcul informatique : la 3D en temps réel et la valorisation des déchets émis par les data centers réalisant le calcul informatique des productions 3D. En France, Ecoprod, d'autres associations et des studios travaillent à l'élaboration d'outils de calcul, de compréhension des émissions des studios, et d'outils et de stratégies pour réduire celles-ci.

### Le temps réel

Une solution semble émerger, aujourd'hui, pour réduire les émissions liées au calcul des images du cinéma d'animation : le calcul en temps réel, une technique directement inspirée des technologies développées pour le jeu vidéo. Contrairement à la 3D précalculée, les moteurs de jeu créent une image qui se calcule en temps réel, ce qui permet de voir

<sup>126</sup> [Interview Nausicâ de Maud Gallon - Article Auvergne-Rhône-Alpes](#)

l'image, et notamment le rendu des couleurs, en même temps que la construction du film. Cela permet avant tout de gagner du temps et d'avoir une plus grande flexibilité sur la modification des images.

Sur la série *Edmond et Lucy*, par exemple, la société Miam ! Animation a utilisé le moteur 3D temps réel Unity, qui permettait de calculer chaque image en 4K en 1,5 secondes, contre 25 minutes en utilisant les méthodes de calcul classique.<sup>127</sup>

Olivier Augier<sup>128</sup>, directeur artistique et Green Manager de Dreamwall en Belgique, souligne tout de même que cette technologie entraîne aussi plus de modifications, change le rapport des créateurs à l'image, qu'il peuvent modifier à l'envi, et qu'aucune étude concrète visant à prouver la réduction effective de l'impact carbone des productions en temps réel n'a été réalisée.

### Réduire les émissions liées au calcul

Sur un tout autre plan, toujours dans le secteur de l'animation 3D, une autre technologie émerge. La société française Qarnot Computing<sup>129</sup>, créée en 2010, a pour ambition d'être une alternative aux data centers classiques, en valorisant la chaleur émise par les data centers. Cette chaleur est généralement perçue comme un déchet, et est en permanence refroidie par des systèmes de ventilation, qui consomment une grande quantité d'énergie. La solution de Qarnot consiste en une chaudière contenant 24 microprocesseurs, connectés par la fibre optique. La chaleur émise par les microprocesseurs est récupérée et sert à chauffer le radiateur et l'eau dans la chaudière, pour alimenter des circuits d'eau chaude chez des particuliers ou des piscines.

Qarnot a également développé, sur le même mode de fonctionnement, des radiateurs émettant de la chaleur grâce au calcul des microprocesseurs. Les clients de l'entreprise sont alors, d'une part, des acteurs privés ou publiques du bâtiment cherchant à s'alimenter via des systèmes plus responsables, et d'autre part, des acteurs ayant une consommation informatique intensive, qui génèrent des opérations nécessitant beaucoup de calculs, comme les banques ou les studios d'animation 3D. Les données sont par ailleurs chiffrées et sécurisées.

Illumination Mac Guff a par exemple réalisé les Minions 2 en utilisant les radiateurs connectés des studios, ce qui a permis au studio de réduire son impact. Les radiateurs sont cependant décentralisés et répartis dans différents pays : la technologie de Qarnot n'élimine donc pas l'impact émis par le transfert des données entre les serveurs à travers le monde.

### Identifier les émissions pour mieux les réduire

---

<sup>127</sup> [La 3D en temps réel - 3DVF](#)

<sup>128</sup> [Interview Nausicà d'Olivier Augier - Article Belgique](#)

<sup>129</sup> [Interview Nausicà de Qarnot Computing](#)

Ecoprod et le collectif la Cartouch'verte ont réalisé en 2023 un guide de l'animation éco-responsable<sup>130</sup>, qui constitue une première version fournie d'exemples concrets, qui ont vocation à être enrichis par des professionnels et experts du secteur de l'animation et avec les données récoltées grâce au calculateur carbone en cours de développement chez AnimFrance.

Par ailleurs, le studio Ooolala, basé à Valence, est le premier studio à avoir réalisé un bilan carbone<sup>131</sup>, qui a notamment pu être fait grâce à la mise en place de boîtiers Ecooo installés sur les ordinateurs pour collecter les données en temps réel et quantifier les émissions des assets. Le bilan carbone a révélé que la majorité des émissions étaient liées aux employés (68%), dont 50% à l'alimentation et 50% aux transports. Les équipements numériques ne sont responsables que de 19% des émissions studios, et les infrastructures 13%. Le studio a cependant beaucoup innové en matière de réduction de la consommation d'énergie, ce qui explique un tel écart entre les différents types d'émissions.

Enfin, un calculateur spécialement dédié à l'animation vient de voir le jour : Carbulator<sup>132</sup>. Cet outil est développé par par TeamTO, Superprod Animation, Illumination Studios Paris et Ponpon Development pour AnimFrance.

---

<sup>130</sup> [Guide de l'animation éco-responsable - Ecoprod](#)

<sup>131</sup> [Bilan Carbone 2023 Ooolala](#)

<sup>132</sup> [Carbulator](#)

## **Bilan II - Recommandations principales**

### **1. Pour les partenaires financiers privés**

- Conditionner leur soutien aux projets au respect de critères environnementaux, comme les acteurs publics.
- Imposer aux productions, au moins celles à gros budget, de se faire labelliser.
- Investir dans des solutions innovantes et les tester sur les tournages.

### **2. Pour la production**

- Prendre en charge le surcoût de la réorganisation du processus de production (allongement du temps de préparation et en fin de tournage, automatisation du processus) pour permettre aux techniciens de participer à la démarche d'éco-production.
- Prendre en charge le surcoût de l'accompagnement à court et moyen terme par une société de conseil en éco-production, par un chargé d'éco-production en interne, par un indépendant.
- Faire de l'engagement des techniciens un critère de sélection ou de valorisation pour faciliter la mise en place d'une démarche ambitieuse.
- Valoriser la sobriété au sein du processus de production.

### **3. Pour les techniciens**

- S'informer sur ces enjeux et suivre des formations spécifiques à son corps de métier.
- S'inspirer auprès de paires déjà engagées.
- Accepter d'inclure dans son processus de travail une démarche d'éco-production.
- Faciliter et soutenir le travail de l'éco-référent.

La production de films est un travail collectif. Chaque partie prenante doit donc assumer ses responsabilités : producteurs, diffuseurs, techniciens, etc. Si des solutions et de nouvelles pratiques émergent, de nombreux facteurs freinent encore aujourd'hui l'avancée de l'éco-production en France et en Europe, et de grands défis ont été identifiés par de nombreux professionnels du secteur.

### III. Quels enjeux pour l'avenir ?

Pour assurer la pérennité de la production cinématographique et audiovisuelle dans un monde bas carbone, quatre défis majeurs sont à relever dès aujourd'hui : la mise en place de nouveaux modèles d'organisation plus sobres, le soutien au développement de solutions bas carbone spécifiques à l'industrie, le renforcement de collaboration à l'échelle européenne et enfin, l'accélération massive et immédiate des formations initiales et professionnelles sur les enjeux environnementaux. La démarche de sobriété doit être au cœur de tous ces défis.

#### **A. Promouvoir de nouveaux modèles d'organisation plus sobres**

Certaines dynamiques, comme la décentralisation, la mutualisation et le réparation, seront indispensables à l'avenir pour répondre aux enjeux environnementaux, notamment pour la réduction des déplacements et une utilisation plus efficace des ressources.

##### **1. La décentralisation**

Le terme centralisation est utilisé au sens strict comme un mode d'administration de l'État. On l'utilise ici dans un sens plus large, pour décrire un phénomène de regroupement des biens et personnes à un même endroit.

En France, on observe une centralisation très forte des moyens de production audiovisuelle (offres de matériel et techniciens) dans la région parisienne, due à un grand nombre de tournages dans la région. Ce regroupement des plus grandes sociétés de location de matériel et des techniciens entraîne des déplacements très importants vers les lieux de tournage, partout en France. Avec le développement de hubs de tournage en région, notamment dans le Sud de la France, l'offre des prestataires et l'installation de techniciens en région tend à se développer.

Cette dynamique doit être encouragée car elle permet de diminuer les déplacements de matériel et des équipes. Le recours à des prestataires et techniciens installés sur place permet également aux productions d'être mieux informées sur les spécificités de la région dans laquelle ils tournent (comme les fournisseurs alimentaires locaux, les ressourceries, les règles de gestion des déchets, les zones à protéger, etc).

##### **2. La mutualisation**

La mutualisation correspond à la mise en commun de ressources, physiques (locaux, matériels) ou non (site internet, etc).

### a) **Regroupement des fournisseurs**

Afin de mutualiser certains coûts, d'augmenter leur visibilité et d'offrir aux productions une offre la plus complète possible, certains fournisseurs se regroupent en réseaux.

Dans le Grand Est, les entreprises Skypic, Cinexo, Ciné régie, Sav Movie Service et Will Studio se sont associées pour créer le réseau Make Your Movie.<sup>133</sup> Ensemble, ils mutualisent des locaux à Geispolsheim, gèrent un site internet en commun et permettent aux productions d'accéder à une offre complète. Skypic propose un service de prise de vue aérienne par drone, Ciné régie propose de la location de costumes et de véhicules de figuration, Cinexo propose des caméras de cinéma à la location, Sav Movie Service propose de la location de remorques loges, HMC et Will Studios est un studio de post-production son et image.

Si cette organisation en réseaux comporte des avantages économiques évidents elle s'inscrit dans un modèle d'affaires d'avenir car plus écologique : utilisation de la totalité des locaux pour éviter les espaces inutilisés, déplacements mutualisés (co-voiturage) solidarité mise en place au sein du réseau ou encore diminution des déplacements pour les productions si tout le matériel est récupérable à un même endroit. Les entreprises qui appartiennent au réseau sont alignées sur une feuille de route bas carbone.

### b) **Regroupement des biens et actifs des productions**

Cette dynamique de mutualisation peut aussi être l'œuvre des sociétés de production et autres acteurs du secteur culturel.

Prenons l'exemple des décors. De nombreuses productions cherchent à donner et à stocker des matériaux et décors qui pourraient être réutilisés après un tournage. Cependant, les loyers sont souvent trop élevés pour qu'une production stocke tout son matériel, et celui-ci risque d'y dormir. Concernant les dons, il n'est pas toujours facile de donner son matériel gratuitement aux écoles d'arts ou associations, qui ne peuvent pas répondre à toutes les demandes. Enfin, l'enjeu n'est pas simplement de stocker et donner ses matériaux mais de s'approvisionner soi-même en matériaux et décors de récupération.

À Stockholm, Fredrik Nyberg a lancé la 'matériel storehouse', une ressourcerie co-gérée par différents acteurs culturels et qui entend bien répondre à tous les problèmes ci-dessus.<sup>134</sup> La 'material storehouse' regroupe 15 institutions culturelles suédoises. Celles-ci se partagent 600m<sup>2</sup> aux alentours de Stockholm, grâce à un modèle de financement participatif. Chaque institution partenaire paye 300 € par mois afin d'avoir le droit de déposer des matériaux et d'en louer gratuitement. Grâce à ce système de financement collaboratif, la ressourcerie fonctionne sans aides de l'État et peut payer deux employés à plein temps. Seules les institutions partenaires peuvent déposer du matériel, sauf exception si le matériel est très intéressant. D'autres parties prenantes peuvent venir emprunter du matériel, comme les écoles, à faible coût. La ressourcerie propose un catalogue dématérialisé en ligne. On

<sup>133</sup> [Interview Nausicâ de Ludovic Lutz et Alicia Klung - Article Grand-Est](#)

<sup>134</sup> [Interview Nausicâ de Fredrik Nyberg - Article Suède](#)

pourrait tout à fait imaginer la création de modèles similaires pour les sociétés de productions françaises.

### 3. La réparation

Afin d'étendre le cycle de vie des produits utilisés par les productions mais aussi pour augmenter la disponibilité du matériel, la réparation par territoire des matériels est indispensable. Cela va diminuer les émissions de GES par la diminution des achats de matériels neufs, mais aussi par la réduction du transport de matériel entre les hubs de productions, contribuant ainsi fortement à la sobriété des loueurs et in fine des productions.

Ce pari de la réparation est le modèle prôné et déployé par la société d'importation et distribution Innport, à Sète, qui s'articule par exemple avec la production industrielle de série dans la région Occitanie: *Un si grand soleil*, produit par France Télévisions à Vendargues et *Demain nous appartient*, par Newen à Sète. Ce modèle rentre dans une logique de sobriété systémique, de réduction des achats et vise à limiter la logique de consommation souvent présente sur des productions audiovisuelles de grande ampleur.

Les sociétés de location doivent aussi désormais proposer un service de réparation de leurs équipements, et s'entourer de fournisseurs leur permettant de rentrer dans cette logique, à l'instar de Maan Rental, au Danemark et Panavision en France.

## B. Développer l'offre de solutions bas carbone spécifiques à l'industrie

Un autre enjeu majeur pour le secteur est d'accélérer le soutien financier, et moral, aux fournisseurs et prestataires qui tentent de développer des solutions plus durables spécifiques à l'industrie.

### 1. Le besoin d'investissements

Le premier enjeu est le développement de solutions énergétiques bas carbone grandes capacités, pour remplacer les générateurs thermiques à échelle industrielle.

On constate que certaines solutions existent déjà et permettraient de décarboner massivement le secteur mais qu'elles peinent à se développer faute de subventions et d'investissements.

C'est le cas du camion générateur hybride Eco-Baze de l'entreprise allemande Mobilespace. Si la solution permet de baisser jusqu'à 60% des émissions de CO2 par jour par rapport à un groupe électrogène classique, la solution est aujourd'hui environ deux fois plus chère à construire qu'un groupe électrogène classique, prix qui se répercute sur le client car un Eco-Baze est environ deux fois plus cher à la location qu'un camion électrogène classique. Il faut cependant prendre en compte les gains réalisés grâce aux économies de carburant. Selon Mortiz Kromer, fondateur de la société Mobilespace, *"il est impossible de se*



*lancer dans la construction d'autres Eco-Baze sans subventions ou investissements supplémentaires".*

Ces investissements pourraient venir des grands diffuseurs, des grandes sociétés de production qui ont une responsabilité dans la décarbonation de leur chaîne de valeur, ou bien des fonds nationaux et régionaux aux start-ups innovantes.

Les grands constructeurs de poids lourds et camions électrogènes (IVECO, Volvo, etc.) ont également un rôle particulier à jouer dans le développement d'une flotte de véhicules bas carbone.

## 2. Le rôle des loueurs

Les loueurs de matériel audiovisuel, qui proposent les produits des constructeurs aux sociétés de production à la location, ont aussi un rôle clé à jouer.

Tout d'abord, ils peuvent mettre en place une politique d'achats plus responsable, en étant attentifs à différents critères environnementaux au moment du choix de leurs fournisseurs. En Suède, Mikael Frisell, CEO de la société Dagsljus Filmequipment AB, spécialisée dans la location de caméras et de matériel lumière, demande à tous les constructeurs leur politique environnementale pour prioriser les produits qui correspondent aux critères de certains labels (Bra Miljöval, Svanen, KRAV, EU-Ekologiskt, EU Ecolabel, MSC, etc.) et qui ont les durées de vie les plus longues. Arri, par exemple, développe des caméras à la durée de vie relativement longue par rapport aux autres concurrents.<sup>135</sup>

Les loueurs de matériel peuvent également décider d'investir dans de nouvelles solutions bas-carbone. En France, la société de location TSF a fait le choix de mettre en location le Groupe électro-hydrogène *GEH2* de EODev, permettant ainsi au produit d'être utilisé sur un nouveau marché, jusque-là uniquement utilisé sur des chantiers ou pour de l'évènementiel.

Les loueurs peuvent également développer des équipements en interne. Panavision, loueur de matériel français, possède par exemple un pôle Recherche & Développement, grâce auquel ils ont développé leurs propres batteries.

Enfin, l'intérêt des loueurs est de faire durer au maximum le matériel qu'ils possèdent, pour le mettre à la location le plus longtemps possible.

Danys Bruyère, DGA technologies chez TSF, nous fait cependant part de la position délicate des loueurs de matériel face à la situation.<sup>136</sup> Si TSF peut pleinement s'investir dans la rénovation de ses studios, l'entreprise a des leviers d'actions plus faibles concernant le renouvellement de son parc matériel qu'il loue aux productions. D'un côté, les constructeurs construisent des produits à la durée de vie de plus en plus courte. De l'autre, TSF fait le constat que ses clients ne font pas de l'écologie une priorité aujourd'hui. Si l'entreprise a investi massivement dans l'achat de matériel LED, c'est bien parce que cela répondait d'abord à une demande client.

<sup>135</sup> [Interview Nausicâ de Mikael Frisell - Article Danemark](#)

<sup>136</sup> [Interview Nausicâ de Danys Bruyère](#)

Gilles Monchy, ex-directeur général adjoint chez Planipresse partage le même constat.<sup>137</sup> Leurs fournisseurs notamment leurs fournisseurs de caméras (Canon, Sony, Panasonic, etc.) renouvellent leur matériel très régulièrement et la demande des chefs opérateurs évolue de même très rapidement. En deux ans, l'entreprise a "dû" renouveler son parc de matériel de 80% pour suivre cette demande, un modèle qui pourrait peut-être être remis en question à terme.

## C. Collaborer à l'échelle européenne

*"La collaboration est la meilleure voie pour répondre à l'urgence de la situation climatique"* a déclaré Patricia Espinosa, secrétaire exécutive d'ONU Climat. Dans un contexte d'urgence environnementale mondiale, la coordination des pays pour atteindre l'objectif commun d'un ralentissement de la crise est nécessaire.

Dans le cadre de l'Union Européenne, la collaboration est déjà à l'œuvre. Le Pacte Vert vise à faire de l'Europe le premier continent du monde neutre en carbone, notamment en développant des sources d'énergie propres, la mobilité intelligente, une industrie circulaire, etc. et chaque secteur productif est appelé à contribuer à la réalisation de cet objectif.

Sur le sujet de l'éco-production, un renforcement de la collaboration à l'échelle européenne permettrait un meilleur partage des connaissances, la facilitation de la mise en place d'une démarche d'éco-production sur des coproductions et une force de frappe financière plus importante pour accompagner les producteurs à éco-produire.

### 1. Partager les connaissances et accélérer le passage à l'action

La collaboration interétatique peut permettre à des projets de plus grande ampleur de voir le jour. À travers des fonds européens conséquents, de meilleurs moyens humains et financiers, ces projets permettent de faire avancer la connaissance sur le sujet, de partager celle-ci en Europe et à l'international, et d'inciter à passer à l'action.

Le CineRegio et le GreenToolKit sont deux exemples d'initiatives qui visent à récolter et partager l'information à l'échelle européenne.

#### a) CineRegio et Green Regio

CineRegio est un réseau de fonds cinématographiques régionaux en Europe. Il représente actuellement cinquante-deux fonds cinématographiques régionaux de douze États membres de l'UE, de la Norvège, de la Suisse et du Royaume-Uni. En 2012, un certain nombre de membres de CineRegio ont décidé de former le sous-groupe Green Regio<sup>138</sup>, qui vise à sensibiliser et à partager les connaissances sur les outils, les mesures et les politiques de production cinématographique durables. Leurs actions sont financées par différents acteurs régionaux européens tels que le fonds Hambourg Schleswig-Holstein, l'agence Film London, le fonds flamand, etc.

<sup>137</sup> [Interview Nausicä de Gilles Monchy](#)

<sup>138</sup> [CineRegio](#)

Le Green Regio publie depuis plusieurs années un rapport, CineRegio Green Report , qui fournit un aperçu des efforts en faveur de l'environnement et pratiques adoptées par quinze fonds régionaux du cinéma membres de CineRegio.<sup>139</sup> Le rapport met en évidence les opportunités, défis et outils qui ont déjà été mis en œuvre par des acteurs du secteur public et privé aux niveaux local, régional, national. En 2019, le groupe a lancé le Manifeste vert pour que tous les fonds soutiennent la durabilité environnementale et les coûts associés. Leur idée maintenant est de promouvoir un système de notation paneuropéen pour la production cinématographique durable.

### **b) GreenToolkit Film and TV**

Le projet GreenToolkit Film and TV est né dans le cadre du dialogue social européen dans le secteur audiovisuel, entre employeurs et salariés.<sup>140</sup> Il a été conduit de 2021 à 2023 dans le cadre du projet financé par l'Union Européenne *Renforcer les capacités des partenaires sociaux à relever les défis de la durabilité environnementale dans les productions cinématographiques et télévisuelles* dans le but de faciliter l'adoption de pratiques de travail écologiquement plus durables dans les productions audiovisuelles européennes, conformément aux objectifs du Pacte Vert.

Le GreenToolkit est une plateforme d'accès gratuit qui partage des pratiques, des outils, des initiatives et incitations de développement durable mis en œuvre dans toute l'Europe pour la production cinématographique et audiovisuelle. L'idée en fournissant cette source unique d'informations est le partage le plus large possible.

## **2. Faciliter l'éco-production des coproductions européennes**

Pour faciliter la collaboration entre les pays, qui dans le secteur audiovisuel se traduit notamment par des coproductions, il est préférable que les différents protagonistes travaillent avec des outils similaires.

C'est d'ailleurs ce que préconise le Green Cineregio Report de 2020, qui identifie le système de certification Green Film comme l'approche la plus concrète et la plus exportable des systèmes existants.

### **a) Les difficultés rencontrées par les coproductions internationales**

En France, les coproductions internationales représentent 50,2 % de l'ensemble des films agréés en 2022, contre 42,1 % en 2021 et 39,6 % entre 2017 et 2019.<sup>141</sup>

L'industrie audiovisuelle est marquée par les "coproductions" ; collaboration de plusieurs producteurs, passant par l'association de leurs ressources (financières, humaines ou matérielles) et la répartition des risques, en vue de produire une œuvre cinématographique ou un produit audiovisuel.

<sup>139</sup> [Green Report 2020 - CineRegio](#)

<sup>140</sup> [Livret européen - GreenToolkit Film & TV](#)

<sup>141</sup> [La production cinématographique en 2022 - Etude CNC](#)

Celles-ci ont largement augmenté ces dernières années et la raison principale est économique : les territoires ont mis en place des incitations fiscales poussant les producteurs à coproduire avec tel ou tel pays.

Ces coproductions complexifient la mise en place de stratégies vertes claires et efficaces à l'échelle du projet, ainsi que la collecte de données à l'échelle nationale et européenne, à cause des différents outils utilisés.

De nombreux acteurs européens, publics ou privés, ont, en effet, développé leurs outils d'éco-production (labels et calculateurs carbone) dont les méthodologies, et donc les résultats, divergent. Comme dit plus haut, plusieurs pays et régions imposent l'utilisation d'outils spécifiques. Pour certaines coproductions, il faudra donc utiliser un, deux ou trois outils nationaux différents, pour d'autres seulement les outils imposés par le pays coproducteur majoritaire.

Cependant, il semble impossible et contre-productif de demander aujourd'hui aux acteurs qui ont créé ces outils de les abandonner au profit d'un nouvel outil commun, sûrement moins adapté aux spécificités régionales et nationales. La solution réside peut-être dans leur relative harmonisation.

#### **b) Vers une méthodologie similaire pour tous les calculateurs**

Ainsi, une des possibilités pour permettre à chacun de garder son outil tout en les harmonisant serait d'aligner les méthodologies à l'échelle européenne.

Depuis peu, les différents acteurs européens (Ecoprod, Eureca, Albert, The Green Producers Tool, etc.) ont créé un groupe à l'échelle européenne, *European Roundtable*, pour justement essayer d'aligner ces méthodologies.

L'idée est de s'aligner, dans un premier temps, sur les différentes catégories à prendre en compte dans les calculateurs ; déplacements, énergie, alimentation, etc., puis de suivre une méthodologie de calcul commune, par exemple, la *Life Cycle Assessment* (LCA), méthode qui évalue l'impact d'un produit ou service sur l'environnement, sur l'ensemble de son cycle de vie.

La Commission européenne collabore actuellement avec différentes parties prenantes à la création d'un système commun d'estimation des émissions de carbone qui unifierait les systèmes de calcul utilisés par les différents acteurs du marché.

#### **c) Vers une certification européenne pour labelliser les labels nationaux**

De manière similaire, les pays européens ont vu se développer sur leur territoire des systèmes de certification ; la certification Albert en Angleterre, le label Ecoprod ou Secoya en France, la certification Green Film en Italie, etc.

L'une des meilleures solutions face à cette multiplication des labels est peut-être de créer une certification européenne qui aurait vocation à certifier les labels nationaux. Plutôt que de demander l'abandon de ces labels, il s'agirait donc plutôt de les harmoniser sur des critères communs.

En plus de faciliter l'utilisation des différents outils existants sur le sol européen, notamment dans le cadre de coproductions, l'harmonisation des calculateurs et labels pourrait permettre à l'Europe de peser à une échelle plus globale, notamment pour les pays les moins avancés sur la question. A termes, nous pouvons même penser à un système de certification international des éco-productions.

### **3. Inciter financièrement les producteurs européens**

Les organisations européennes ont une puissance financière qui permet d'inciter les producteurs européens à s'engager dans une démarche de durabilité.

#### **a) La Commission européenne, acteur clef du financement**

La Commission européenne s'empare aussi du sujet de l'éco-production notamment dans le cadre du programme *Europe Creative Media*, mené de 2021 à 2027, qui dispose de 2,4 milliards d'euros pour promouvoir la richesse et la diversité du secteur culturel européen.

L'un des objectifs du programme *Europe Creative Media*<sup>142</sup> est d'accélérer la transition écologique du secteur culturel. Il a notamment instauré un critère de sélection des projets en lien avec le développement durable : 5 points de plus à obtenir sur 100. Ces points spécifiques peuvent faire la différence entre un projet éco-responsable et un projet ne prenant pas en compte ces enjeux.

#### **b) Eurimage, deux mesures pour inciter financièrement les coproductions éco-responsables**

Eurimage est le fonds culturel du Conseil de l'Europe. En 2022, le comité de direction a décidé la mise en œuvre de deux mesures incitatives.

Les projets soumis depuis janvier 2023 dans le cadre du programme de soutien à la coproduction sont évalués à l'aune d'un critère supplémentaire : "l'existence de mesures mises en œuvre pour réduire l'impact environnemental du projet de coproduction". Cela permet de prendre en compte les efforts réalisés par la production et les équipes techniques et artistiques. Ce critère n'est pas un critère d'éligibilité mais un critère additionnel favorisant la sélection des projets éco-responsables.

A également été décidée la création de trois Prix Eurimages à la Coproduction Ecoresponsable pour récompenser les coproductions internationales qui auront réussi à allier production durable et qualité artistique. Chaque prix sera doté d'un montant de 10 000 euros.<sup>143</sup>

<sup>142</sup> [Creative Europe MEDIA strand - Commission européenne](#)

<sup>143</sup> [Stratégie de Développement Durable - Eurimages](#)

## D. Former et sensibiliser

Le dernier défi majeur à relever, mais pas des moindres, est celui des formations et de la sensibilisation à l'éco-production.

### 1. Les formations

Concernant les formations, on distingue les formations professionnelles, à destination des professionnels du secteur de l'audiovisuel, des formations initiales, à destination des étudiants en école de cinéma et d'audiovisuel.

#### a) Les formations professionnelles

Concernant les formations délivrées aux professionnels, plusieurs cycles de formations à l'éco-production ont été mis en place en Europe et fonctionnent tous sur la base du volontariat. Dans tous les pays visités, ces formations, lorsqu'elles existent, sont mises en place par des structures privées (associations, organismes de formations, cabinets de conseil en éco-production...) et non par les organes publics de soutien à la filière audiovisuelle.

Nous en avons sélectionné cinq, pour mettre en lumière leurs spécificités, et mettre en exergue les ingrédients de leur réussite.

Il y a tout d'abord le format français, développé par Ecoprod, qui consiste en des formations qui se veulent le plus adaptées possibles aux différents types de poste. Ensuite, le Green Film Lab, en Italie, propose un format innovant paneuropéen. En Allemagne, les créateurs des formations à l'éco-production misent sur un développement massif des formations en essayant de toucher le plus de professionnels possible. Au Danemark, l'intervention d'experts étrangers au milieu du cinéma permet d'orienter les formations sur un aspect orienté vers la psychologie. Enfin, au Royaume-Uni, Albert propose des formations gratuites, généralistes et accessibles à un grand nombre de personnes.

#### Ecoprod

L'association Ecoprod<sup>144</sup> propose deux types de formations : des formations courtes et des formations longues et certifiantes. L'atout de ces formations est d'aller en profondeur dans des sujets variés et de toucher le plus de professionnels possible en proposant un catalogue assez large et en faisant intervenir des personnes expérimentées. Elles visent donc tous types de professionnels du cinéma en France.

Voici les différentes formations professionnelles longues et certifiantes : *Éco-responsabilité en régie et gestion de production, Déployer une démarche éco-responsable dans sa pratique professionnelle, Déployer une démarche éco-responsable*

---

<sup>144</sup> [Formations - Ecoprod](#)

*dans sa pratique professionnelle parcours documentaire, Déployer une démarche éco-responsable sur un tournage, Éco-responsabilité en décoration.*

Il existe aussi des formations courtes : *Dérèglement climatique. Les fondamentaux et les enjeux pour le secteur de l'audiovisuel : impacts, réglementation, bases de l'éco-production, Maîtriser l'outil de mesure de l'impact carbone, Production audiovisuelle responsable, Les fondamentaux de la RSE.*

### Green Film Lab

Les formations du Green Film Lab<sup>145</sup>, conçues par le Torino Film Lab, un laboratoire de formations et de projets de recherche ayant pour but de soutenir les personnes travaillant dans l'industrie du cinéma, et la Trentino Film Commission, se distinguent par leur approche novatrice de la question des formations. Leur but est avant tout de promouvoir une approche plus durable dans la profession et de former les professionnels à la création de plans d'action durables. Ces formations sont destinées aux éco-managers, aux consultants, mais aussi aux diffuseurs, aux institutions, etc.

Concrètement, trois sessions sont organisées chaque année, avec vingt-quatre participants, qui travaillent à l'élaboration de six projets. Trois tutrices, Dortë Schneider, Louise Smith, et Lucie Trémolières interviennent de façon régulière et sont accompagnées par d'autres intervenants pour encadrer les ateliers. Ils ont une dimension européenne car ils prennent place dans différents pays (Italie, Espagne, Islande, Irlande, Pologne, etc.)

Le but de ces ateliers est donc de construire un plan d'action sur un projet à l'aide de l'outil Green Film. L'approche est innovante car les organisateurs préconisent toujours la présence de deux profils dans le processus : une personne experte en durabilité qui travaille majoritairement sur la production en amont, et un coordinateur sur le tournage.

### Les formations allemandes : Hochschule der Medien Stuttgart et HFF University for Television and Film Munich

En Allemagne, les formations professionnelles sont très développées, et existent autour d'un objectif commun : former le plus grand nombre possible et le mieux possible.

À Stuttgart, Boris Michalski a mis en place une formation certifiante au Hdm Stuttgart, d'une durée de seize semaines. Les sept premières semaines de formation s'organisent autour de sept modules composés de vidéos et de cours en ligne. Trois jours en présentiel permettent de faire intervenir des spécialistes sur différentes thématiques essentielles comme les calculateurs (Eureca, MFT, etc.). Les participants doivent délivrer, à l'issue de la formation, un plan d'action en utilisant l'outil Green Motion. Le modèle a été exporté avec succès au Portugal par Dörte Schneider Garcia et au Royaume-Uni par Mairi Bowser.

À Munich, Philipp Gassman délivre aussi une formation uniquement numérique, qui a à ce jour certifié plus de quatre cent personnes. Ce modèle de formation, de grande ampleur

---

<sup>145</sup> [Interview Nausicà de Séverine Petit - Article Italie](#)

et pris en charge par des experts du secteur, semble aujourd'hui être le modèle le plus efficace.

### BFTP

Au Danemark, le BFTP<sup>146</sup> a mis en place des formations à destination des directeurs de production, qui ont déjà été suivies par plus de quatre-vingt professionnels, avec une approche innovante. Un psychologue intervient pour aborder la question de l'éco-responsabilité sous un angle différent. À travers des questions faisant office de fil rouge, il tente d'apporter de nouvelles perspectives orientées vers la psychologie et la compréhension des mécanismes de prise de décision, pour des professionnels en relation avec des corps de métiers très différents et soumis à une pression importante dans leur travail.

Voici quelques exemples de fils rouges : l'identification des temps-clés dans la mise en place de mesures d'éco-production, la compréhension des perceptions des collaborateurs, les leviers d'actions à l'échelle individuelle et collective identifiés, etc.

Ces sessions sont ouvertes à vingt-cinq professionnels par session d'une journée, sur des thématiques systématiquement différentes.

### Albert

Des programmes de formations sont dispensés gratuitement par l'organisme Albert<sup>147</sup> au Royaume-Uni, pour différents corps de métiers de l'audiovisuel, avec des outils en ligne et des interventions réalisées par des experts de l'industrie.

Nombreuses de ces formations sont encore des formations de "premier niveau", assez généralistes. Elles peuvent donc parfois paraître inadaptées ou inutiles si les participants sont déjà sensibilisés ou cherchent des réponses spécifiques à leur corps de métier. Il est donc important de sélectionner correctement la formation à laquelle on souhaite participer.

#### **b) Les formations initiales et initiatives étudiantes**

Le grand point mort de l'éco-production est celui des formations initiales.

L'enjeu de sensibiliser et former les étudiants à des pratiques professionnelles plus vertueuses est de taille. Pourtant, le nombre d'écoles de cinéma ou d'audiovisuel proposant des modules de sensibilisation ou de formations à ses élèves est minime. Les initiatives rencontrées relèvent toutes d'initiatives étudiantes, certes à encourager, mais qui ne dédouane pas les directrices et directeurs d'établissements de s'occuper sérieusement de la question. La demande des étudiants à être formés augmente sur le sujet et deviendra

<sup>146</sup> [Interview Nausicä de Caroline Gierulff et Laure Kornerup - Article Danemark](#)

<sup>147</sup> [WeAreAlbert](#)



sûrement peu à peu, comme dans d'autres secteurs, un critère de sélection dans leur choix de formations.

Deux initiatives portées par des jeunes méritent d'être mises en lumière, car elles illustrent la volonté de changement du côté des étudiants, et ouvrent des voies sur la manière de s'emparer du sujet en tant qu'école de cinéma et d'audiovisuel.

### Le programme de l'université de Babelsberg

L'université de Babelsberg<sup>148</sup>, située à Potsdam, en Allemagne, a intégré dans son cursus une dimension éco-responsable.

Tout d'abord, l'initiative étudiante "Grün", qui consiste en un guide d'éco-production conçu spécialement pour les étudiants de l'université, en adaptant les recommandations à leurs besoins et l'environnement dans lequel les productions sont réalisées. Cette initiative permet aussi de faire intervenir en classe des spécialistes de la question de l'éco-responsabilité.

D'autre part, des cours sont également intégrés au cursus, avec une conférence sur l'éco-production, une session de trois cours sur l'éco-responsabilité pour les élèves volontaires. Enfin, un éco-bonus de 300€ est accordé aux projets de fin d'étude ayant mis en place une démarche éco-responsable au cours du processus de production.

### Cinacolab

En Belgique, le projet CINECOLAB<sup>149</sup>, porté par Jeanne Clerbaux et deux membres du staff de l'IAD (Olivier Poncelet et Pierre-Paul Renders), réunit quatre écoles belges : l'IAD, l'INSAS, la HELB (Haute Ecole Libre de Bruxelles) et La Cambre, et deux Fonds économiques régionaux que sont Wallimage et Screen Brussels et le Fonds communautaire de la Fédération Wallonie Bruxelles.

La feuille de route de CINECOLAB comporte plusieurs étapes chronologiques : formation des professeurs, lancement d'une plateforme ressources rassemblant les initiatives éco-responsables du secteur, à destination des quatre écoles et des professionnels du cinéma. L'intégration des enjeux RSE au sein de chaque cours est aussi une volonté des responsables des programmes, qui apparaît en marge de l'initiative Cinacolab.

Actuellement subventionné par l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (l'ARES), le défi est de trouver de nouvelles subventions pour pérenniser le projet. Il bénéficie notamment du soutien de Wallimage, le fonds wallon ainsi que de Screen Brussels et du Fonds communautaire de la Fédération Wallonie Bruxelles, ce qui témoigne de la place que peuvent tenir les fonds régionaux dans le soutien et le développement des formations.

### Les formations initiales en France

<sup>148</sup> [Interview Nausicä de Maike Sarah Reinerth - Article Allemagne](#)

<sup>149</sup> [Interview Nausicä de Jeanne Clerbaux - Article Belgique](#)

Enfin, en France, si les formations initiales certifiantes en éco-production sont peu développées, le CNC a missionné la Base, Secoya et le Bureau des acclimatations pour concevoir une formation aux enjeux climatiques et à la production responsable à destination d'étudiants en première année d'école de cinéma ou d'audiovisuel.<sup>150</sup>

Ce module aborde les grandes notions du changement climatique, les impacts de la filière sur l'environnement et les leviers d'action sous forme de cas pratiques. Le CNC vise à toucher 6 000 étudiants sur les quatre prochaines années grâce à la gratuité du programme proposé aux écoles. Cette initiative est une grande étape dans le développement des formations initiales sur l'éco-production en France.

À Lyon, la Cinéfabrique commence à intégrer dans certains parcours destinés aux étudiants des aspects d'éco-production. Par exemple, la formation *Décor* met en avant les pratiques de réutilisation, de recyclage, de choix des matériaux en circuits courts, recyclés ou biodégradables, etc.<sup>151</sup>

La Fémis souhaite aussi lancer une formation continue avec Ecoprod en direction des producteurs et des directeurs de production, mais aussi des modules en formation initiale pour les départements Décor et Production.<sup>152</sup>

## 2. La sensibilisation

La sensibilisation est au cœur de la question de l'éco-responsabilité. L'enjeu est, aujourd'hui, selon Mathieu Delahousse, co-fondateur de Secoya, de "*s'assurer que plus personne dans le secteur de la culture n'ait pas entendu parler d'éco-production.*" Toutes les parties prenantes du cinéma et du milieu de la culture ont une responsabilité quant à la diffusion de messages promouvant des pratiques plus durables.

Quelques acteurs ont cependant un rôle clef au regard de cette sensibilisation : les médias, les festivals, et les personnes à l'initiative de projets de sensibilisation de petite et grande ampleur.

### a) Le rôle des médias et des figures publiques

La presse généraliste aborde relativement peu la question de l'éco-responsabilité de l'audiovisuel, qui concerne pourtant tous les consommateurs de contenus. La présence de médias plus spécialisés est nécessaire, notamment pour avoir un rôle d'intermédiaire et pour toucher les professionnels du milieu de la culture.

#### *Des liens étroits entre médiation, conseil et lobbying*

En France, divers acteurs, principalement des associations, endossent le rôle de diffuseurs d'informations concernant les problématiques environnementales de l'audiovisuel.

<sup>150</sup> [Le Plan Action ! - CNC](#)

<sup>151</sup> [Formation Décor - Cinéfabrique](#)

<sup>152</sup> [Les nouvelles formations de la Fémis - Écran Total](#)

Le Media Club Green,<sup>153</sup> par exemple, cofondé par le producteur Julien Tricard, organise et participe à des tables rondes, développe des actions de lobbying et de networking autour de la thématique de la durabilité des médias. Ecoprod, avec la diffusion de fiches techniques ou avec des campagnes de sensibilisation et une activité de lobbying, participe également à l'éveil des consciences.

D'autres médias spécialisés en audiovisuel comme le Film Français ou Écran Total, abordent parfois les thématiques environnementales.

Des sociétés de conseil, comme A better prod ou Secoya, ont également un rôle de diffusion de l'information sur ces sujets, souvent en parallèle de leurs activités de communication sur internet et les réseaux sociaux.

---

<sup>153</sup> [Media Club Green](#)

*Le Green Film Shooting, un média spécialisé et d'envergure européenne*

En Europe, le Green Film Shooting, créé par Birgit Heidsiek<sup>154</sup>, est une référence sur le plan de la sensibilisation et de la médiatisation des enjeux de l'éco-production. Il consiste en un magazine et une plateforme en ligne publiant les meilleures pratiques, les événements, les témoignages des acteurs engagés dans le développement durable, tels que les fournisseurs et les fonds cinématographiques. Green Film Shooting s'est vu décerner le certificat Ecoprofit 2019 par le ministre de l'environnement et de l'énergie de la ville de Hambourg.<sup>155</sup>

Sous les auspices de Green Film Shooting, Birgit Heidsiek accueille des événements internationaux et organise des ateliers sur la manière de produire des films plus respectueux de l'environnement. Ces ateliers comprennent une formation pour les films en prises de vue réelles ainsi qu'un programme d'animation en stop-motion durable pour former des scénaristes, des réalisateurs, des marionnettistes, des directeurs artistiques et des producteurs dans le monde entier.

En France et en Europe, la communication autour des enjeux de la durabilité dans l'audiovisuel s'accompagnent donc souvent d'une dimension importante de networking et de lobbying. Ces acteurs sont, pour la plupart, présents sur les réseaux sociaux, et complètent une action menée aujourd'hui par des médias en ligne, le plus souvent des comptes Instagram tels que Ecolucide<sup>156</sup>, BeGreenProd<sup>157</sup>, l'Observatoire des images<sup>158</sup> ou TheEcoChannel<sup>159</sup>.

De la même manière, les "influenceurs" jouent un rôle important dans la sensibilisation sur les réseaux sociaux, par les modes de vie qu'ils promeuvent ou les produits mis en avant. Les personnalités du cinéma (Cyril Dion, Marion Cotillard, Yann Arthus-Bertrand, etc.) ont également une influence notable sur la perception de l'écologie dans le milieu de l'audiovisuel sur les réseaux sociaux.

Enfin, les associations et les collectifs ont aussi un rôle important à jouer. En 2023, la création du collectif CUT !, rassemblant des personnalités influentes du cinéma autour de ces enjeux, permet d'alerter et de donner de la visibilité à la thématique durable dans le monde du cinéma, dans la presse et sur les réseaux sociaux.<sup>160</sup>

---

<sup>154</sup> [Interview Nausicä de Birgit Heidsiek - article Allemagne](#)

<sup>155</sup> [Green Film Shooting](#)

<sup>156</sup> [Ecolucide](#)

<sup>157</sup> [Be Green Prod](#)

<sup>158</sup> [L'observatoire des images](#)

<sup>159</sup> [The Eco Channel](#)

<sup>160</sup> [Collectif CUT !](#)

## **b) Le rôle des festivals : récompenser et donner de la visibilité aux projets engagés**

Les festivals de cinéma sont incontournables sur le plan de la sensibilisation, car ils mettent en lumière, voire crédibilisent des projets et des démarches porteurs de sens. Ils peuvent mettre en avant le processus de production responsable, à l'instar du Eisvogel Preis en Allemagne ou du Deauville Green Awards en France, ou mettre à l'honneur les contenus inspirants et engagés, comme le festival Atmosphères à Courbevoie ou le CinemAmbiente à Turin.

### Des festivals orientés sur la production responsable

En Allemagne, le Eisvogel Preis<sup>161</sup> récompense donc les productions les plus innovantes et responsables, se différenciant ainsi des labels environnementaux ou des festivals récompensant les contenus engagés. Le festival est organisé par le Ministère Fédéral de l'environnement, l'association Heinz Sielmann Stiftung, le Commissariat à la culture et aux médias, une association de producteurs allemands et Ökopol, un organisme composé de consultants responsable de la sélection des contenus, de la composition du jury et de la procédure. Un prix principal de 20 000 euros est décerné et une seconde catégorie à 5 000 euros récompense les nouveaux arrivants. Le prix prend en compte trois axes : l'engagement des producteurs de contenu pour réduire leur impact et leur prise de responsabilité conséquente, la planification de la production et la réalisation en accord avec les 21 critères minimum de l'éco-production en Allemagne, et la mise en place d'idées innovantes pour réduire l'impact de la production.

En France, les Deauville Green Awards<sup>162</sup> récompensent aussi les démarches de production responsables ainsi que le propos des films et des courts-métrages proposés.

### Les festivals orientés sur le contenu responsable

D'autres festivals récompensent les contenus inspirants sur le thème de la durabilité, comme le festival Atmosphères<sup>163</sup>, qui récompense ce type de contenus dans tout type d'œuvre culturelle, comme des livres, des films ou des performances artistiques.

À Turin, le festival CinemAmbiente<sup>164</sup> se déroule chaque année et met en avant des films (longs-métrages, courts-métrages, documentaires, films d'animation, etc.) abordant la question du changement climatique, de la conservation de la nature, de la protection de la biodiversité, la gestion des ressources naturelles ou d'autres problématiques environnementales. En parallèle, le festival organise des discussions, des ateliers, des expositions et d'autres événements connexes.

<sup>161</sup> [Interview Nausicâ de Dirk Jepsen. article Allemagne](#)

<sup>162</sup> [Deauville Green Awards](#)

<sup>163</sup> [Festival Atmosphère](#)

<sup>164</sup> [CinemAmbiente](#)

### c) **Le rôle des projets de grande ampleur**

Des initiatives de grande ampleur touchant à la durabilité du cinéma permettent de donner un écho à cette thématique auprès du grand public et de mener en parallèle des actions concrètes. Le projet Bosque del Cine<sup>165</sup>, créé par Alvaro Longoria, producteur chez Morena Films, et Juan Barquin, directeur exécutif du Festival de cinéma de Santander, offre la possibilité de compenser l'empreinte carbone de certains films grâce un projet d'envergure régionale porteur de sens.

Né d'un manque de propositions de compensation carbone pour le cinéma sur le sol espagnol, Alvaro Longoria a eu la volonté de créer un projet de plus grande envergure, et d'intégrer une part de communication et de sensibilisation à la simple compensation carbone. Le projet Bosque del Cine est une association à but non lucratif. L'objectif est de valoriser un espace de 40 hectares en Cantabrie, pour accueillir plus de 30 000 arbres indigènes. Pour pouvoir planter des arbres dans une parcelle, une production doit témoigner d'un réel engagement de réduction d'impact carbone pour éviter tout greenwashing, et payer 65€ la tonne de carbone qu'elle veut compenser. La différence de prix avec le prix moyen d'une tonne de carbone pour un projet de reforestation (50€ la tonne) s'explique par la qualité des engagements pris par l'association.

Les objectifs du projet sont multiples : restaurer la biodiversité, notamment les espèces d'arbres indigènes, en travaillant avec des paysagistes, ingénieurs et communautés locales, faire de cette forêt un lieu pédagogique autour de la biodiversité pour petits et grands avec l'implication des écoles locales (sorties scolaires, cours d'été), faire vivre le centre de formation à la gestion forestière et la restauration écologique, et capturer du CO2. La présence de stars internationales sur certains films liés au projet donne de l'écho à celui-ci auprès du grand public, et aide à sensibiliser sur l'impact des films sur l'environnement, et crée du lien entre le public des films et la nature.

Ce projet est également un exemple de compensation carbone à caractère utile et responsable. La pratique est souvent décriée car parfois utilisée pour se dédouaner de toute responsabilité, et continuer à adopter un comportement peu responsable.

---

<sup>165</sup> [Interview Nausicä de Juan Barquin - article Espagne](#)

**Bilan III - Les principaux enjeux à venir**

1. Soutenir de nouveaux modèles d'organisation plus sobres comme la décentralisation et la mutualisation pour réduire les déplacements humains et de matériels et utiliser les ressources plus efficacement.
2. Développer l'offre de solutions bas carbone spécifiques à l'industrie et favoriser leur location.
3. Favoriser la collaboration européenne pour accélérer la transition environnementale du secteur à l'échelle nationale, européenne et mondiale.
4. Mettre en place des plans de formation d'envergure pour les professionnels et les étudiants pour accélérer et soutenir la mutation de l'industrie.
5. Sensibiliser les professionnels et le grand public pour favoriser et multiplier les actions responsables.

## Conclusion

L'éco-production est donc au cœur des enjeux actuels de l'industrie audiovisuelle. L'engagement de toutes ses parties prenantes est nécessaire.

Les acteurs publics ont un pouvoir important pour inciter les productions à prendre davantage de mesures. Il en va de même pour les organismes régionaux, qui bénéficient d'un rôle d'intermédiaires, plus proches du terrain, et qui peuvent donc mener davantage d'actions concrètes. La collaboration et l'harmonisation des politiques et des pratiques sera une des clés de la réussite des engagements pris par ces organismes.

Enfin, les acteurs privés ont eux aussi une part de responsabilité importante dans la transition du secteur, car ils bénéficient, en s'associant, d'une force de frappe puissante sur le plan des réglementations, de la perception de l'éco-production et du passage à l'action.

La transition de l'industrie passe par la mise en place d'actions concrètes et la prise de responsabilité de chacun.

Des personnes et entités sont amenées à avoir un rôle clef au cours du processus de production. C'est le cas des producteurs et directeurs de production, en leur qualité de chef d'orchestre d'une production, des principaux partenaires financiers ainsi que des techniciens, qui font tous face à des problématiques différentes et spécifiques à leurs domaines.

Ces acteurs doivent encourager la mise en place des outils dédiés à l'éco-production de façon systématique : chartes, calculateurs carbone, certifications.

La démarche commune à tous ces acteurs se retrouve cependant sous l'égide de la sobriété systémique.

L'industrie audiovisuelle fait face à des nombreux enjeux de natures variés : le nécessaire développement de solutions technologiques bas carbone, la collaboration entre tous types d'acteurs, l'harmonisation des outils existants, le développement des formations initiales et professionnelles, etc. La sensibilisation aux enjeux de l'éco-responsabilité et la construction d'un dialogue entre toutes les parties prenantes sont également des défis centraux qui définissent le visage de la transition environnementale du cinéma et de l'audiovisuel.

### La responsabilité éditoriale

La responsabilité environnementale dépasse le cadre de la production des films et de contenus audiovisuels. Les imaginaires véhiculés par le grand écran, la manière de consommer les contenus, ou encore l'engagement des parties prenantes à côté du cinéma sont différentes facettes d'une problématique large aux enjeux complexes.

Julien Tricard, producteur et cofondateur du Media Club Green, témoigne à ce propos : *“Le fait de réfléchir à la meilleure manière de produire des contenus ne doit être que la conséquence d'une responsabilité qui est plus grande que celle qui est la responsabilité éditoriale. Selon moi, notre premier rôle est celui de passeur. On passe des messages et on accompagne des changements de mentalité. On a la possibilité d'améliorer la manière dont le grand public, les politiques, les industriels se conduisent. De ce point de vue là, je pense*



*qu'il ne faut pas qu'on oublie d'essayer de faire des contenus qui responsabilisent". De même, l'ADEME incite à "renouveler nos représentations et nos imaginaires collectifs à travers de nouveaux récits", pour "relever les défis sociaux et écologiques en transformant en transformant en profondeur nos sociétés et en rendant ces métamorphoses désirables pour tous".*

Il s'agit d'une responsabilité morale et sociale qui impose aux créateurs, producteurs et diffuseurs de contenus audiovisuels de façonner des messages porteurs de valeurs positives et de contribuer à la transformation des perceptions et des comportements. Les créateurs, producteurs et diffuseurs sont responsables des messages qu'ils transmettent.

### Les acteurs du changement

Les producteurs jouent un rôle central dans la responsabilité éditoriale, tant dans le choix des sujets abordés que dans les techniques de narration utilisées. En effet, les producteurs ont un pouvoir d'influence sur différents aspects du film, et peuvent pousser les scénaristes ou les réalisateurs à utiliser certaines méthodes pour aborder des questions sociales ou environnementales.

Du point de vue de la représentation des femmes à l'écran, des outils existent aujourd'hui pour identifier des faiblesses scénaristiques entraînant la reproduction de schémas inégalitaires à l'écran, comme le Test de Bechdel<sup>166</sup>, qui repose sur les trois questions suivantes : Deux femmes sont-elles explicitement nommées dans l'œuvre ? Discutent-elles ensemble ? Ont-elles un échange à propos d'un sujet qui n'est pas un homme ? Un test similaire existe par ailleurs pour les thématiques environnementales, créé par Albert au Royaume-Uni<sup>167</sup>. Les trois questions sont : le film reconnaît-il l'existence d'un monde "naturel", non humain ? Les comportements nocifs à l'environnement sont-ils présentés de manière négative ? Est-ce qu'au moins un protagoniste mène une action pour rendre le monde meilleur ?

Des diffuseurs engagés doivent aussi être moteurs d'un changement concret. Ces acteurs peuvent assumer leur responsabilité en orientant leurs contenus vers des messages socialement responsables et en intégrant des pratiques de production respectueuses de l'environnement, à l'instar de la BBC, de RTL ou de TV2, au Danemark. L'émission "Summer Dream", de cette dernière, a évolué vers des règles du jeu "vertes", encourageant le recyclage et la mise en place d'initiatives durables. Les diffuseurs peuvent ainsi influencer directement les comportements des téléspectateurs en propageant des valeurs positives.

Les partenaires publics, tels que les commissions nationales, peuvent jouer un rôle clé en introduisant des incitations financières pour des contenus responsables. Par exemple, l'éco-bonus mis en place par la commission autrichienne encourage les producteurs à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement.

---

<sup>166</sup> [Bechdel's Test - NPR](#)

<sup>167</sup> [Bechdel Test for the environment - We Are Futerra](#)

Le placement de produits responsables peut également être soutenu financièrement, contribuant ainsi à la promotion de marques éco-responsables dans les contenus audiovisuels. En France, la société Pixetik<sup>168</sup> propose ces services aux productions audiovisuelles. Des produits éthiques ont fait leur apparition dans des contenus audiovisuels français, comme la marque de mode “Justine B.” dans la série de France TV “Derby Girl” . Aux États-Unis, la société Green Product Placement a travaillé sur des séries telles que The Big Bang Theory ou Orange Is The New Black, en y plaçant des scènes de dégustation de miel naturel Manuka. Les principaux freins sont aujourd’hui les réticences des annonceurs et les prix élevés de ces services, peu accessibles aux petites marques éco-responsables.

Des entreprises de conseil, telles que Imagine 2050<sup>169</sup> et l'Écran d'Après en France<sup>170</sup>, ainsi que des experts tels que Frédérique Sussfeld<sup>171</sup>, offrent des conseils spécialisés pour orienter les producteurs et diffuseurs vers des contenus responsables. Ces conseillers peuvent fournir des directives sur la narration de la transition écologique, la représentation de la biodiversité, et d'autres aspects cruciaux, contribuant ainsi à une évolution positive de l'industrie audiovisuelle.

En conclusion, des changements concrets émergent lorsque les producteurs, diffuseurs, partenaires financiers et conseillers adoptent des pratiques responsables, façonnant ainsi l'avenir des contenus audiovisuels de manière socialement et environnementalement positive. L'Édition 2024 de Nausicä, portée par Amalia Fougère et Tara Chaït, s'articulera autour de l'étude de ces nouveaux enjeux : la responsabilité éditoriale des contenus audiovisuels, et plus largement, les nouveaux récits.

---

<sup>168</sup> [Pixetik](#)

<sup>169</sup> [Imagine 2050](#)

<sup>170</sup> [L'écran d'Après](#)

<sup>171</sup> [Interview Nausicä de Frédérique Sussfeld - Article Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)

## Remerciements

Nous adressons nos remerciements à l'ensemble des personnes qui nous ont aidées dans le développement de l'association *Nausicä* et la construction de ce rapport.

Nous tenons, tout d'abord, à remercier les personnes investies dans la relecture de ce rapport : Véronique PEVTSCHIN, Pascal GUERRIN, Elodie RASPAIL, Alexis GIRAUDEAU, Benjamin VANHAGENDOREN, Pervenche BEURIER, Benoit RUIZ, Jeanne CLERBEAUX, ainsi que Marc ALVARADO.

Nous tenons à remercier les organismes partenaires de *Nausicä*, et les personnes qui, au sein de ces structures, ont adhéré aux valeurs et aux ambitions portées par l'association et nous ont donné les moyens de réaliser ce projet : Pascal GUERRIN et Virginie VALENTE-DUARTE de la société de production **Bonne Pioche**, Max HERMANS, Véronique PEVTSCHIN, Jean-Baptiste FOUCART, Nicuzza COVAREL, Jean Baptiste COVAREL et Johanna SPINOSI de **TheGreenShot**, Caroline DARMON et Muriel HAYAT de **Publicis France**, Carine COTTEREAU de **Prodigious**, Pervenche BEURIER et Alissa AUBENQUE de l'association **Ecoprod**, Élodie RASPAIL et Leslie THOMAS du Secrétariat général du **Centre national du Cinéma et de l'Image animée**, Lisa VERDIANI de l'**Agence Cantarane**, Carole SCOTTA, Barbara LETELLIER et Eliott KHAYAT de **Haut et Court**, Juliette VIGOUREUX de **La Base**, Charles GACHET-DIEUZEIDE, Mathieu DELAHOUSSE de **Secoya**, Jack AUBERT de l'**AFDAS**, Virginie LAURET et Caroline MOREAU de **Jabu Jabu**, Alison BEGON et Marie AZANCOT de la société **A Better Prod**.

Nous souhaitons également adresser nos remerciements aux cent-cinquante personnes rencontrées en France et en Europe, qui nous ont ouvert leur porte avec bienveillance, sincérité et transparence et qui ont partagé avec nous leurs expériences, leurs solutions et leur vision du monde pour nous permettre de constituer ce rapport.

Nous tenons enfin à remercier Thomas Bouchard de **Manang Coaching** pour son accompagnement, son expertise et son soutien tout au long de l'aventure, qui a été crucial dans la réussite du projet sur le plan humain et professionnel.



BIANCARELLI Manon  
JULIEN Lison  
ROCHE Adrien

[nausica.cinemadurable@gmail.com](mailto:nausica.cinemadurable@gmail.com)